

L'AGRICULTURE FRANÇAISE

ET

LE CONTINGENTEMENT DES IMPORTATIONS

THÈSE POUR LE DOCTORAT

présentée et soutenue le 26 Juin 1934, à 14 h. 30

PAR

Paul MORONI

Président: M. AFTALION, Professeur

<i>Suffragants</i> {	MM. MAUNIER, OUALID.	{ <i>Professeurs</i>
----------------------	-------------------------	----------------------

LIBRAIRIE

DU

RECUEIL SIREY

(SOCIÉTÉ ANONYME)

22, Rue Soufflot, PARIS (V^e)

1934



Digitized by the Internet Archive
in 2026

https://archive.org/details/IA41550222_0050

**L'agriculture française
et le contingentement des importations**

**La Faculté n'entend donner aucune approbation
ni improbation aux opinions émises dans les thèses;
ces opinions doivent être considérées comme propres
à leurs auteurs.**

L'AGRICULTURE FRANÇAISE

ET

LE CONTINGENTEMENT DES IMPORTATIONS

THÈSE POUR LE DOCTORAT

présentée et soutenue le 26 Juin 1934, à 14 h. 30

PAR

Paul MORONI

Président: M. AFTALION, Professeur

<i>Suffragants</i> {	MM. MAUNIER, OUALID.	} <i>Professeurs</i>
----------------------	-------------------------	----------------------

LIBRAIRIE
DU

RECUEIL SIREY

(SOCIÉTÉ ANONYME)

22, Rue Soufflot, PARIS (V°)

1934



CHAPITRE PRELIMINAIRE

L'agriculture française de 1914 à 1929

Il est devenu banal, à l'heure actuelle, de souligner les répercussions profondes de la guerre sur les conditions de l'agriculture mondiale ; et la genèse du « drame agricole » qui se joue dans la plupart des pays du monde est trop connue pour que l'on s'y attarde longuement.

Alors que les pays belligérants d'Europe étaient forcés de laisser périliter leurs cultures, faute de matières premières et de bras valides, les pays agricoles d'outre-mer, restés en dehors du conflit, étaient sollicités de développer les leurs, dans le but de répondre aux besoins énormes créés par la production déficiente des pays en armes.

C'est ainsi que la plupart des pays extra-européens : les Etats-Unis, le Canada, l'Argentine, le Brésil, l'Australie, connurent une ère de prospérité brillante où leur production croissante trouvait facilement de larges débouchés, à des prix rémunérateurs. La paix venue, les nations européennes dont la production agricole s'était trouvée si fortement amoidrie, portèrent tous leurs efforts vers une reconstitution rapide de cette production. Et, jusqu'à 1924-1925, on assista à une véritable résurrection de l'agriculture dans les anciens pays belligérants : les cheptels décimés se retrouvèrent à leur niveau d'avant-guerre, les cultures se développèrent et leur rendement dépassait bientôt les résultats de 1913. Dès lors, les pays d'outre-mer, devenus gros exportateurs de denrées agricoles, devaient nécessairement se heurter à la résistance opiniâtre des agriculteurs

nationales, renaissantes ou restaurées, et désireuses de s'affranchir autant que possible des importations étrangères de denrées alimentaires. Un déséquilibre profond devait rapidement se faire jour entre la production mondiale, finalement accrue, et la consommation qui, restée stationnaire pour certains produits, accusait même, pour d'autres, un sensible fléchissement ¹.

Telle est, rapidement esquissée, la cause première de la crise agricole mondiale, dont l'apparition devait précéder celle de la crise générale de 1929. La situation créée par cette superposition de crises fut si grave qu'elle entraîna dans le monde entier, une vague protectionniste sans précédent ².

Plus que toute autre, l'agriculture française ressentit les effets de la guerre. Aux causes générales qui ont joué pour les autres pays d'Europe, s'est ajouté le fait que nos provinces du Nord et de l'Est, envahies durant de longs mois, avaient eu leurs terres dévastées, leurs bâtiments d'exploitation et leur outillage entièrement détruits. Au lendemain de la guerre, les principales branches de notre agriculture se trouvaient ainsi avoir perdu une grande partie de leur puissance productrice. Nous allons rapidement examiner quel était, à la fin des hostilités, l'état des branches essentielles de notre production agricole.



L'élevage français, en premier lieu, subit de très sérieuses pertes et sa restauration, pour certaines catégories d'animaux, n'était pas encore achevée à la veille de la crise actuelle. Les causes de cette diminution importante de notre cheptel ont été fort bien analysées dans le rapport sur « le cheptel et le commerce de la viande » présenté en 1931 au Conseil national économique par M. Massé, vice-président du Conseil Supérieur de l'élevage. D'une part, les réquisitions, surtout au début de la guerre, furent massives, brutales, opérées sans méthode et dans une méconnaissance totale des conditions d'engraissement particulières à chaque région.

1. *La crise agricole*, Comité Economique de la S.D.N., t. I, p. 15.

2. *Sur la crise agricole mondiale*, voir Rivière, Thèse, Paris, 1931.

D'autre part, les besoins en viandes n'avaient fait que croître : outre la consommation fort importante des armées, la consommation des populations civiles s'était accrue du fait de l'augmentation des salaires et du bouleversement qu'avait provoqué le travail à l'usine dans les conditions de l'alimentation. Et notre troupeau bovin, qui comprenait 14.788.000 têtes au 31 décembre 1913, n'en comptait plus, au 31 décembre 1918, que 12.251.000, en diminution de 2.537.000 unités sur les chiffres d'avant guerre. Parallèlement, faute de bergers, l'effectif du troupeau ovin diminuait de plus de 40 % : passant de 16 millions de têtes en 1913 à 9 millions en 1918. Enfin, le troupeau des porcins accusait également une diminution de plus de 3 millions de têtes, représentant 40 % de l'effectif enregistré au 31 décembre 1913.

Cette diminution de l'ensemble du cheptel français eût été bien plus forte encore, si les importations de viandes fraîches, congelées, frigorifiées ou salées, n'avaient atteint le chiffre considérable de 20 millions de quintaux pendant la période 1915-1920 ¹.

Notre production de froment fut également très affectée par les années de guerre. Alors que, pendant la période 1909-1913, la récolte française avait atteint le chiffre moyen de 112 millions d'hectolitres, pendant les années d'hostilités, de 1914 à 1918, elle s'éleva seulement, en moyenne, à 76 millions d'hectolitres. Certes, l'occupation ennemie avait diminué de 645.400 hectares les surfaces emblavées, mais, de 1913 à 1918, on peut évaluer à près de 1.500.000 hectares la diminution de la superficie emblavée dans les régions non envahies. « C'est à la pénurie de la main d'œuvre agricole, due à la mobilisation générale, à la rareté des bêtes de trait provoquée par les réquisitions, aux difficultés des transports terrestres et maritimes qu'il convient d'attribuer cette réduction qui, en 1919, a fait descendre notre production de blé à 49.654.000 quintaux, ce qui représente un déficit de 38.377.000 quintaux, soit 44 %, par rapport à la

1. *Les conséquences économiques de la Guerre pour la France*, Edmond Théry, p. 32 et 33.

production moyenne (88.431.000 quintaux) des dix années qui ont précédé la guerre »¹.

Pour les vins, la réduction de la production française fut aussi très sensible. De 60 millions d'hectolitres, chiffre moyen des récoltes d'avant guerre, cette production tombe à 35 millions d'hectolitres pour la moyenne des années 1915-1918, et pourtant, les principaux départements producteurs étaient loin du théâtre des opérations militaires. En la matière, il faut surtout imputer cette diminution du rendement au développement des maladies cryptogamiques causé par le manque des soins attentifs qu'exige la culture de la vigne.

On pourrait ainsi passer en revue toutes les branches essentielles de l'agriculture française. Pour chacune d'elles, on constaterait un appauvrissement analogue. Que dire pourtant de certaines cultures industrielles qui s'épanouissaient surtout dans les départements envahis et dont la destruction fut pour ainsi dire totale ? Ainsi, la production française de betteraves à sucre, était tombée de 59 millions de quintaux, moyenne des années de 1909 à 1913, à 20 millions de quintaux, moyenne 1914-1918. En 1918, elle s'élevait à peine à 11 millions de quintaux. Ce fut seulement en l'année 1924 qu'on assista à la reconstitution complète de la production de cette branche importante de notre agriculture industrielle.

Outillage en partie détruit, mauvais état des terres privées de soins et d'engrais pendant quatre ans, cheptel réduit, récoltes amoindries pour l'ensemble des cultures essentielles, tel est le bilan de la grande guerre pour notre agriculture nationale. Le paysan français, coutumier des efforts les plus énergiques, entreprit, dès son retour au foyer, la lutte pour le relèvement de la production agricole ainsi désorganisée.

*
* * *

La période 1919-1929 comprend deux phases distinctes : une première phase commence aussitôt après l'armistice et

1. Cf. Théry, *livre cité*, p. 13.

se prolonge jusqu'en 1927 : c'est la phase de la reconstitution de notre production agricole amoindrie par les quatre années de guerre. Cependant les prix du marché français s'élevant d'année en année, par suite de la dévaluation monétaire, la protection à laquelle aspiraient les agriculteurs français a été contrariée par toute une série de mesures en faveur du consommateur national. La phase 1919-1927 se trouve dès lors caractérisée par une double tendance : d'une part, le désir de permettre à la production agricole de développer son exportation ; d'autre part, la nécessité où se trouvent les gouvernants, poussés par l'opinion publique, de ménager les intérêts du consommateur en luttant contre la vie chère.

Une deuxième phase commence en 1927 et se poursuit jusqu'à la fin de 1929. La production agricole française étant reconstituée et même, très souvent, développée par rapport aux années d'avant-guerre, la question se pose de lui rechercher des débouchés. C'est la période des traités de commerce à tarifs consolidés, de l'ouverture des frontières à l'exportation, de l'établissement des droits de douane protecteurs. L'agriculteur français commence à bénéficier de la sollicitude gouvernementale, et, bien qu'il ait encore des griefs à formuler, il s'estime généralement content de son sort ¹.

La production agricole française, pour la plupart des branches de son activité, s'est rapidement reconstituée. Certes, les superficies exploitées n'ont pas toujours atteint leur développement d'avant-guerre ; mais le progrès technique, en améliorant les rendements à l'unité ², a le plus souvent permis d'obtenir des récoltes égales, en rendement global, à celles de l'année 1913. C'est ainsi que, dès 1921, la production française de froment atteint 88 millions de quintaux, production égale à celle de 1913, bien que les

1. « Si imparfaite que soit la révision douanière qui vient d'être votée, elle nous apporte, avec la liberté d'exportation, une amélioration considérable de notre situation économique », Augé-Laribé, Rapport au X^e Congrès de l'Agriculture française, Lille 1928.

2. Pour 1921, le rendement moyen du blé à l'hectare atteint 16,3 quintaux chiffre jamais encore enregistré en France.

surfaces emblavées entre ces mêmes dates, aient diminué de près d'un million et demi d'hectares. D'une façon générale, toutes les branches de l'activité agricole ne retrouvent leur production d'avant guerre qu'à dater des années 1924 et 1925. Le cheptel, seul, allait être plus lent à se reconstituer¹. Il faut attendre l'année 1927 pour voir notre troupeau bovin aux effectifs de 1913 ; quant aux animaux de l'espèce ovine et porcine, leur nombre accuse encore, en décembre 1933, une diminution assez importante par rapport à 1913.

Durant cette période de reconstitution de la production agricole française, des efforts étaient tentés pour permettre à notre exportation de se réorganiser. Les prohibitions de sortie, édictées par les décrets du 12 juillet et du 28 août 1919 et par les décrets du 4 mars et du 17 juillet 1920, sont rapportés en mars 1922 par M. H. Chéron, alors ministre de l'Agriculture. Et le décret du 30 mars 1922 rétablit, pour les beurres, les droits de douane à l'importation, suspendus par le décret du 9 novembre 1915.

Mais une forte émotion se manifeste alors dans l'opinion publique qui voit, dans ces mesures, une cause nouvelle de la hausse des prix consécutive à la dépréciation du franc².

Le Ministre de l'Agriculture, au Parlement, doit défendre les agriculteurs français : « Au lendemain de l'Armistice, dit-il, quelle était la situation de nos agriculteurs ? Toutes les exportations leur étaient interdites ou elles étaient frappées de droits de douane prohibitifs, tandis que les produits étrangers qui leur faisaient concurrence entraient en franchise. Il n'y a pas une industrie, l'industrie agricole ou toute autre, qui pourrait résister à un pareil régime »³.

Mais le point de vue du consommateur devait finir par triompher, à une époque où son pouvoir d'achat allait

1. De sévères précautions ont été prises pour éviter à notre cheptel les risques de maladie. L'arrêté du 7 août 1920 interdit en effet les importations étrangères de toutes provenances, pour préserver notre troupeau de la contagion de la peste bovine, dont quelques cas s'étaient manifestés en Belgique.

2. Voir Aftalion, *Monnaie, prix et change*, 2^e édit., Paris, 1933 (Sirey).

3. Chambre des Députés, 2^e séance du 9 juin 1922, *Documents parlementaires*, p. 1745.

s'amenuisant sans cesse. Durant l'année 1924, l'exportation des œufs, du beurre, du bétail, des légumes frais et des céréales est de nouveau prohibée ¹, tandis que des droits de sortie, atteignant jusqu'à 25 % *ad valorem*, sont institués sur les exportations de chevaux, de fourrages, de légumes secs et de fromages. Les agriculteurs se plaignent amèrement de la situation qui leur est ainsi faite. Ils ne cessent de dénoncer l'insuffisance de la protection qui leur est accordée ² par rapport à celle dont bénéficient les autres industries. Ils réclament la liberté absolue d'exportation et rejettent sur les intermédiaires, la responsabilité d'une hausse des prix dont les producteurs ne profitent généralement pas.

Avec l'année 1927, commence, pour l'ensemble de l'agriculture française, une phase de prospérité relative. La production est reconstituée et, pour nombre de ses denrées, dépasse même nettement le niveau d'avant guerre. Le redressement financier, opéré par notre pays, a provoqué une détente des esprits et la stabilité de fait de notre monnaie s'est traduite par une stabilité correspondante de tous les prix du marché. L'agriculture peut, dès lors, obtenir ce qu'elle ne cesse de réclamer depuis la fin des hostilités, c'est-à-dire la liberté absolue d'exportation et un réajustement des droits de douane sur les produits agricoles introduits en France.

En premier lieu, la loi du 27 juillet 1927, dans son art. 2, supprime toutes les prohibitions de sortie et tous les droits perçus à l'exportation des produits agricoles.

D'autre part, l'additif douanier du 2 mars 1928, consacre une augmentation à peu près générale des droits d'entrée sur les produits agricoles. Cette augmentation atteint, dans

1. Paul Elbel, *Les prohibitions d'entrée et de sortie*, Publication du Comité d'action économique et douanière, 1926.

2. Extrait du discours de M. Chéron, à l'Académie d'Agriculture, le 28 février 1923 : « A l'exception de quelques mesures bien modestes, l'agriculture « n'a même pas retrouvé ses droits protecteurs d'avant-guerre, on l'accuse « d'un protectionnisme outrancier : c'est la moins protégée de toutes nos « industries »

Voir également le texte de la lettre adressée, le 23 octobre 1926, à M. R. Poincaré, par M. Jules Gautier, Président de la Confédération Nationale des Associations agricoles.

l'ensemble, le coefficient 5, coefficient dont les agriculteurs se déclarent satisfaits.

Enfin, on se préoccupe, dans les accords commerciaux, de créer et d'élargir les débouchés de l'exportation française des produits agricoles. Dans la plupart des conventions passées depuis l'accord franco-allemand du 17 août 1927, les négociateurs français obtiennent des consolidations de droits, valables pour la durée de l'accord et portant sur quelques produits de l'agriculture française¹ (vins et alcools, légumes et fruits, fromages, fleurs, huiles, volailles).

En échange de ces avantages, la France doit accepter des consolidations au profit de l'exportation étrangère. Une double remarque s'impose cependant : d'une part, ces consolidations, pour nombreuses qu'elles soient, sont loin de porter sur la majorité des postes de notre nomenclature douanière des produits agricoles ; d'autre part, ces consolidations n'ont pas été concédées pour deux branches essentielles de la production française : les céréales et le bétail.



Nous terminerons ce chapitre par un tableau du commerce français des produits agricoles durant l'année 1929. Cette année peut être considérée comme normale pour notre exportation, de telle sorte que les chiffres ci-dessous nous renseignent assez exactement sur les possibilités de la production agricole française.

1. Extrait du discours de M. J. Gautier, Président de la Confédération Nationale des Associations Agricoles, au X^e Congrès de l'Agriculture française, Lille, mai 1928.

« Nous avons dit ! « L'Industrie a des coefficients qui dépassent largement 5, n'en parlons pas ; mais nous, ce que nous voulons, c'est le coefficient 5... Ce raisonnement était bon et, grâce à lui, nous avons obtenu à peu près ce que nous souhaitions. »

2. Voir les annexes I et II au présent chapitre.

	Importations	Exportations	Différences
	<i>(en milliers de francs)</i>		
Bétail et viande	599.722	566.822	— 32.900
Graisses et huiles	314.933	140.131	— 174.802
Produits de ferme.....	466.636	599.508	+ 132.872
Boissons	2.743.035	1.965.122	— 777.913
Farineux, légumes, fruits	5.447.951	1.355.233	— 4.092.718
Sucres et dérivés.....	898.709	953.409	+ 54.700
Produits d'alimentation divers.....	53.682	209.919	+ 156.237
Textiles	12.819.386	2.773.156	— 10.046.230
Bois communs	1.309.187	431.763	— 877.424
Autres produits agricoles.	5.096.901	2.349.718	— 2.747.183
<i>Total</i>	<i>29.750.142</i>	<i>11.344.781</i>	<i>— 18.405.361</i>

Pour les produits d'alimentation, la balance s'établit ainsi :

Importations	Exportations	Différences
10.524.668	5.790.146	— 4.734.522

Notre balance du commerce des produits alimentaires se solde donc par un déficit de plus de 4 milliards 700 millions. Dans ce déficit, les céréales, les fruits et les boissons interviennent pour plus de 4 milliards 200 millions.

Par contre, les produits d'alimentation d'origine animale procurent aux exportateurs français un bénéfice net d'une centaine de millions. Pour cette branche essentielle de notre agriculture, la production nationale peut donc satisfaire normalement aux besoins du marché; et cette remarque est d'un intérêt considérable au moment d'aborder l'étude de la période 1930-1931, qui sépare l'avènement de la crise mondiale des premières mesures françaises de contingentement.

ANNEXE I

**ACCORDS PORTANT DES CONSOLIDATIONS
AU PROFIT DE L'EXPORTATION FRANÇAISE
DE PRODUITS AGRICOLES**

PAYS	ACCORDS		PRODUITS
Allemagne	17 août	1927	Plantes potagères fraîches et légumes frais — certains fruits frais ou secs, houblons, fleurs, fourrages, fruits et légumes de conserve, volailles, alcools et vins.
Suisse.....	21 janvier 8 juillet	1928 1929	Fruits frais et légumes frais. Bois, volailles, œufs, fromages à pâte molle. Chevaux autres que pour boucherie, huiles comestibles, vins et alcools.
Belgique	23 février	1928	Certains légumes frais et conservés, cerises, fraises, dattes et prunes, beurres végétaux, tourteaux oléagineux, fleurs fraîches, volailles mortes, vins et alcools.
Italie	7 mars	1928	Fromages genre suisse. Vins en bouteilles, olives fraîches, tourteaux oléagineux.
Autriche	16 mai	1928	Vins et alcools.
Tchécoslovaquie	2 juillet	1928	Fruits et légumes frais, fleurs, fromages, huiles, vins et alcools.
Yougoslavie ...	30 janvier	1929	Pois secs, semences de légumes, vins et champagnes.
Grèce	11 mars	1929	Fromages, fleurs fraîches, vins de raisins frais, peaux brutes.
Estonie	15 mars	1929	Fromages de Roquefort, huiles d'olive, vins et alcools.
Turquie	29 août	1929	Huiles végétales. Vins et alcools.
Roumanie ..	27 août	1930	Fromages de Roquefort et autres. Amandes et dattes.

ANNEXE II

**ACCORDS PORTANT DES CONSOLIDATIONS
AU PROFIT DE L'EXPORTATION ETRANGERE
VERS LA FRANCE**

PAYS	ACCORDS	PRODUITS CONSOLIDES
Ailemagne	17 août 1927	Graines de betteraves, sucre de lait
Suisse.....	21 janvier 1928 8 juillet 1929	Laits et fromages, Chocolat, Confiserie.
Belgique	23 février 1928	Légumes frais et conservés, chicorée, certaines plantes, tourteaux de maïs (divers contingents à tarif réduit).
Italie	7 mars 1928	Viandes de porc, salées ou en saumure, laits concentrés et fromages, légumes secs, fruits frais ou tapés, certains légumes frais, vins.
Autriche	16 mai 1928	Bois communs, pâtes de cellulose.
Tchécoslovaquie	2 juillet 1928	Bois communs, orge et malt entier, houblons, chicorée, légumes secs bière, amidon.
Grèce	11 mars 1929	Peaux et pelleteries, amandes, caroubes et raisins secs, graines et fruits oléagineux.
Estonie	15 mars 1929	Bois communs, peaux, lin brut, amidon, féculs de pommes de terre.
Turquie	29 août 1929	Peaux, pelleteries et boyaux, soies en cocon et bourres, œufs en coquille, orge, légumes secs, fruits secs, fruits et graines oléagineux, teintures et tanins, sons de toutes sortes de grains.
Roumanie	27 août 1930	Boyaux secs et salés, peaux et pelleteries brutes, soies en cocons étouffés, frais et secs.

PREMIÈRE PARTIE

**L'Agriculture française
pendant les années 1930 et 1931**

Une étude approfondie et objective de cette période est nécessaire si l'on veut bien comprendre la situation de l'agriculture française à la veille des mesures de contingentement. Une telle étude s'impose également, s'agissant d'apprécier l'opinion des défenseurs du système des contingents qui ont présenté les mesures nouvelles comme les seules susceptibles de sauver l'agriculture française à l'automne de 1931. Nous commencerons, dans cette première partie, par examiner les faits, c'est-à-dire par interroger les chiffres des importations et des exportations françaises de produits agricoles et les cours de ces mêmes produits sur le marché national. Après avoir recherché les causes de la baisse massive des exportations françaises et de l'attraction exercée par ce marché sur les produits agricoles étrangers, nous nous demanderons comment le Gouvernement français a essayé de remédier à une telle situation. Nous exposerons les diverses mesures prises à cet effet, nous apprécierons leurs résultats, et nous terminerons en recherchant les raisons qui, au cours de l'été de 1931, décidèrent de l'adoption du système dont nous nous proposons l'étude au cours du présent travail.

CHAPITRE PREMIER

Les faits : Importations, Exportations Prix des produits agricoles

Nous avons clos notre chapitre précédent sur un bref tableau du commerce français des produits agricoles pendant l'année 1929.

Nous allons maintenant voir comment, avec la crise qui avait déferlé sur le monde, le marché français, resté sain pendant la majeure partie de l'année 1930, se vit progressivement envahir, pour les produits agricoles, par des marchandises offertes à des prix de dumping. Corrélativement, les exportations françaises enregistraient une baisse qui aggravait pour autant l'état du marché. Pour beaucoup de produits, les excédents d'exportations se transformèrent en importants excédents d'importation. Comment les cours du marché agricole n'auraient-ils pas subi les répercussions de cet excédent des offres ?

* * *

Il semble bien que l'élevage ait, plus que toute autre branche de l'agriculture nationale, enregistré l'afflux des produits étrangers. Les importations de bovins notamment, à peu près nulle pendant l'année 1929 et les premiers mois de l'année 1930, commencèrent, à dater du mois de mai de cette année là, une ascension vraiment vertigineuse. Pour l'année 1929, elles atteignent à peine 9.415 Qx ; pendant

les premiers mois de 1930, de janvier à avril, elles ne dépassent pas 2.840 Q; puis, brusquement, elles s'élèvent à 5.371 Qx pour le mois de mai 1930, à 34.578 Qx pour le mois de juillet, à 53.194 Qx pour le mois de septembre — de telle sorte, que, pour l'année entière 1930, le total des importations de l'espèce dépasse 239.000 Qx, dont 125.637 Qx en provenance d'Allemagne. En 1931, l'afflux des importations dépasse toute mesure. Pour les deux seuls mois de mai et juin, les importations atteignent 202.773 Qx. Et, pendant les neuf premiers mois de 1931, 636.521 quintaux de bovins pénètrent ainsi sur notre territoire. Par le jeu de la Convention sanitaire franco-italienne du 31 mai 1929¹, l'Italie devenait notre premier pays fournisseur avec un total de 237.376 quintaux, pour la période février-septembre.

Dans ce même temps, nos exportations de bovins enregistraient des baisses massives et devenaient même, pour certaines catégories de bestiaux, à peu près nulles.

Exportations des bovins

SORTES	Nombres d'animaux exportés			Poids des animaux exportés (en quintaux)		
	1931	1930	1929	1931	1930	1929
Bœufs	2.252	7.693	32.198	13.512	46.158	193.188
Vaches	2.740	9.320	30.651	10.960	37.280	122.604
Taureaux	46	1.355	7.824	276	8.130	46.944
Bouvillons	119	8.226	41.011	298	20.565	102.528
Génisses.....	338	5.835	28.575	676	10.770	57.150
Veaux	139	10.999	21.462	174	13.749	26.828
Totaux	5.635	42.978	161.721	25.896	136.652	549.242

Notre principal client en 1929 fut l'Italie qui nous a acheté 146.180 têtes sur un total de 161.721 têtes exportées. En 1930, ce pays demeure encore notre meilleur client, nous achetant 27.469 têtes sur 42.978 exportées. Par contre, en 1932, le renversement de la situation est complet; l'Italie

1. Voir *infra*, p. 50.

importe moins d'une cinquantaine de bestiaux français, et nous avons vu précédemment qu'elle est devenue notre principal pays fournisseur. Nous aurons plus loin à examiner quelles sont les causes qui firent de ce pays, excellent client de la France en 1929, un concurrent redoutable pour notre élevage, pendant l'année 1931 ¹.

La Belgique, qui avait acheté à la France, 11.800 têtes de bovins en 1930, demeure pratiquement notre seul client en 1931. Toutefois, l'étranger continue encore à s'approvisionner chez nous en reproducteurs de choix car, malgré une insuffisante propagande, « la renommée des produits de notre élevage continue à être universellement reconnue » ²

Si nous rapprochons maintenant les chiffres de nos exportations et de nos importations de bovins, il ressort, pour les trois années, 1929-30-31, les résultats suivants :

1929 :	excédent d'exportations :	546.502 Qx
1930 :	— d'importations :	103.000 —
1931 :	— d'importations :	728.473 —

Pour les viandes fraîches, réfrigérées et congelées de bœuf, les entrées en France augmentent également à un rythme accéléré. Les chiffres du tableau ci-dessous sont, à cet égard, fort significatifs :

Importation en France de 1928 à 1931 (en Qx)

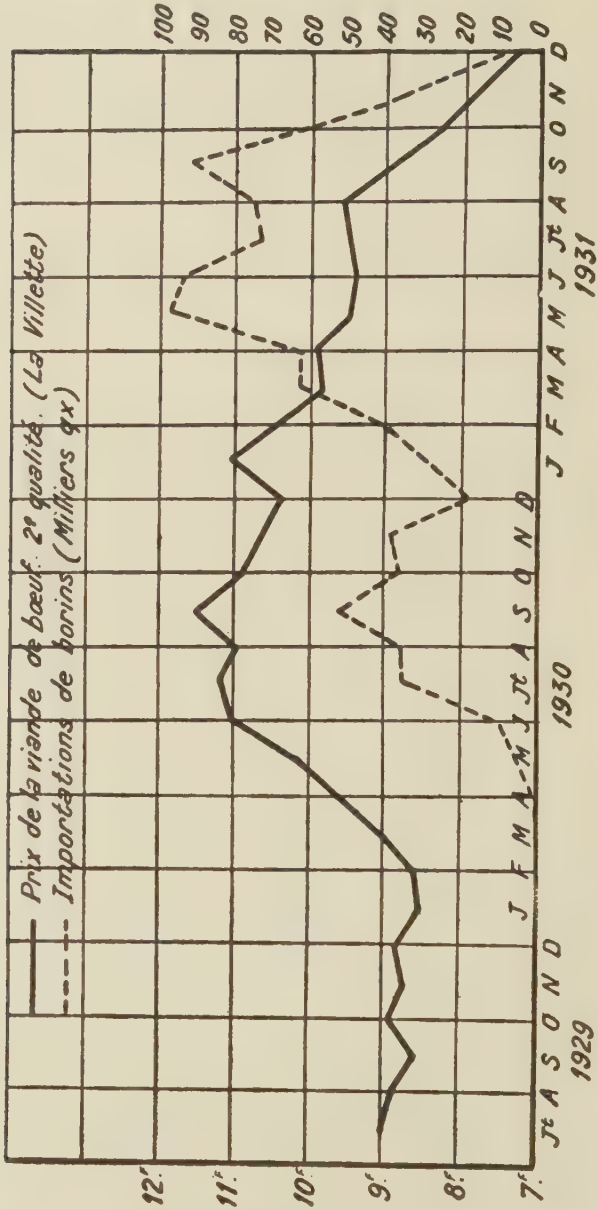
	1929	1930	1931
Viandes fraîches et réfrigérées de bœuf ...	7.358	18.235	90.863
Viandes congelées de bœuf	122.468	361.053	522.422

Certes, les chiffres des excédents d'importation de bovins et de viandes sont assez peu élevés si on les compare au chiffre total de la consommation française, évaluée, pour la période d'avant-guerre, à 10 millions de quintaux par an ³. Mais, il ne faut pas oublier que la demande des pro-

1. V. *infra*, p. 51.

2. V. M. de Broqua : *L'importation et l'exportation du bétail et des viandes*, juin 1931, p. 7.

3. Rapport de M. Masse au Conseil National Economique déjà cité p. 2.



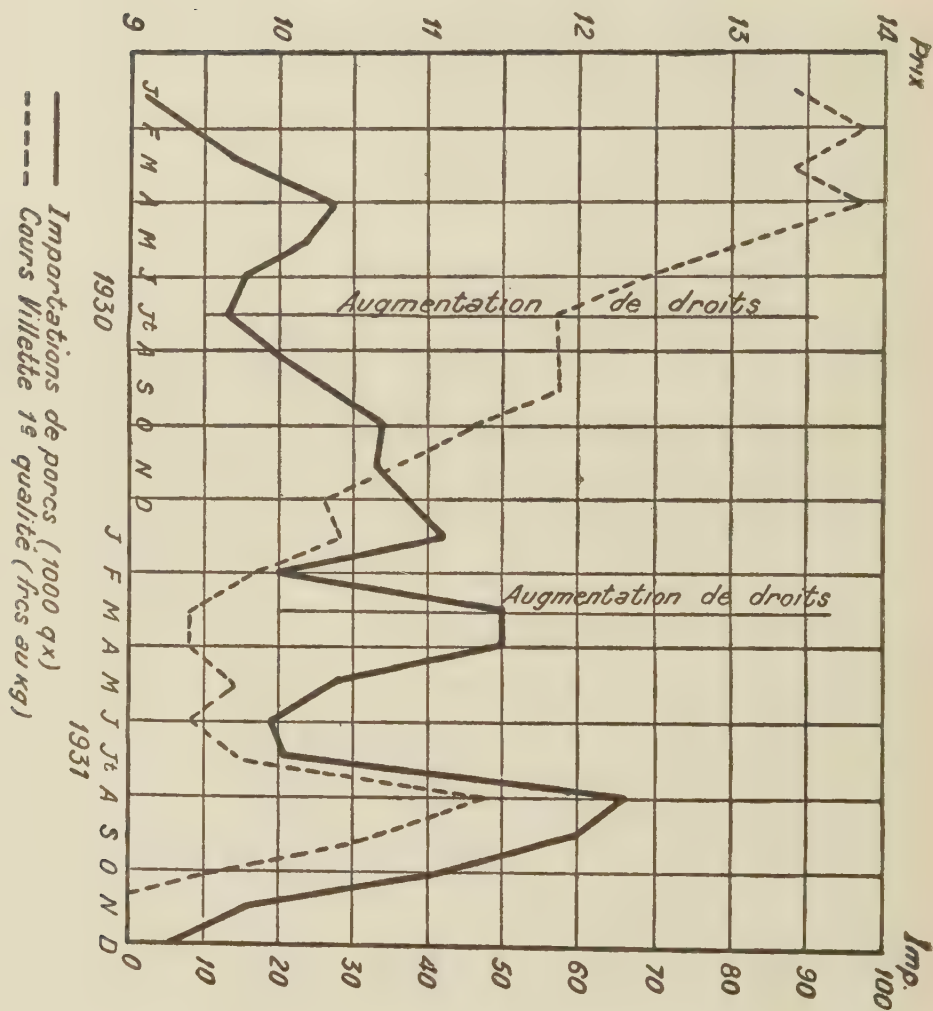
Graphique N° 1

duits agricoles est extrêmement peu élastique, celle de la viande moins que toute autre. Il suffit donc souvent d'un excès des offres, même assez peu sensible, pour provoquer une chute appréciable des cours. Nous allons maintenant étudier les cours de la viande, sur le marché français, de 1929 à 1931 et essayer d'analyser les répercussions sur ces cours de l'excédent des importations constaté ci-dessus.

Le graphique ci-contre donne, pour les années 1930 et 1931, les variations des prix du quintal de la viande de bœuf de deuxième qualité sur le marché de la Villette. L'étude de ce graphique nous permet deux observations essentielles. Tout d'abord, l'année 1930 fut une année de prix rémunérateurs, surtout pendant le deuxième semestre, ce qui tendrait à prouver que le marché national a absorbé, avec la plus grande facilité, les importations étrangères de bovins. « Ce maintien presque paradoxal des prix, écrivait alors M. Rouy, Secrétaire de l'Association Générale des producteurs de viande, avait permis jusque-là à l'agriculture, très éprouvée par ailleurs, de « tenir », en dépit de la mévente des plantes-racines, des vins, des fourrages, c'est-à-dire de presque tous ses produits. En d'autres termes, pour toutes les fermes qui tiennent une comptabilité, seul le bétail était créancier; partout, la vente des animaux compensait plus ou moins les pertes subies d'autre part »¹.

La deuxième observation porte sur l'allure des prix durant l'année 1931. Dès le mois de janvier commence une baisse lente d'abord durant le premier semestre, brutale à partir du mois d'août. La baisse du premier semestre s'explique aisément par le développement de la crise mondiale, qui avait atteint la France à la fin de l'année 1930, et par l'influence de l'important excédent des importations de bovins, excédent qui s'est monté, nous l'avons dit, à 728.473 quintaux pour l'année 1931. Mais cette baisse allait progressivement s'accroître à dater du mois d'août, par suite des conditions climatiques particulières à l'été

1. V. les rapports agricoles, au Congrès de l'Industrie et de l'Agriculture françaises, tenu à Lyon en novembre 1932.



Graphique N° 2

1931¹, qui provoquèrent des ventes massives de bétail gras dès le début de l'automne. La situation était alarmante et, dès le 1^{er} octobre, la mesure du contingentement était appliquée aux importations de bovins !

*
* *

Les porcs sur pied, dont les importations en France pendant l'année 1929 n'avaient pas dépassé 34.060 quintaux, commencèrent à affluer sur le marché français à dater du mois de février 1930. Pour l'année 1930, ces importations passent à 257.986 quintaux, l'Allemagne tenant une place prépondérante dans le total des quantités importées avec 154.287 Qx. La vague des importations italiennes ne commence à déferler qu'à dater du mois d'août, mais pour les cinq derniers mois de l'année, ces importations atteignent déjà 43.175 Qx. Et, pour les neuf premiers mois de l'année 1931, l'Italie prenait nettement la première place au détriment de l'Allemagne, avec 158.763 Qx, sur un total de 356.812 Qx importés pendant cette période.

Pour les porcs vivants, les exportations françaises étaient à peu près nulles en 1929 ; leur diminution pendant les années 1930 et 1931 n'aggrava donc pas la situation créée par l'excédent des importations pendant cette même période. Et pourtant, sur le marché des viandes de porc, la baisse était sensible dès le début de 1930.

Aux cours rémunérateurs pratiqués durant l'année 1929, succède, à dater de février 1930, une baisse qui va se prolonger jusqu'au début de l'année 1932. En l'espèce, l'afflux des importations étrangères semble avoir sinon provoqué, du moins accentué le mouvement de chute. En effet, la baisse des cours débute en février 1930, c'est-à-dire au moment même où les arrivages de l'étranger commencent à grossir sur notre marché. Cette baisse ne subit que deux

1. Le début de l'été ayant été très pluvieux, le bétail ne put être engraisé normalement. Par contre, à dater du mois de septembre, le temps étant devenu exceptionnellement beau, le bétail put être rapidement engraisé. De ce fait, dès le début du mois d'octobre, une très forte augmentation de l'offre de bétail se fit sentir sur le marché français.

temps d'arrêt, à la suite des décrets du 18 juillet 1930 et du 26 mars 1931 qui augmentèrent sensiblement les droits de douane sur les entrées de porcs et de viandes de porc, ces augmentations de droits ayant provoqué un arrêt momentané des importations. La corrélation apparaît donc très nette entre le mouvement des importations et l'allure des cours sur le marché.

Après la brève reprise en juin-août 1931, la chute des cours allait reprendre, plus brutale encore :

Prix du kg de viande nette, première qualité, sur le marché de la Villette :

3 août	1931	—	11 fr. 42
7 septembre	1931	—	10 fr. 70
15 octobre	1931	—	8 fr. 86

* * *

Le marché des produits laitiers

Pendant l'année 1928, le marché français des beurres accusa un excédent d'exportation de 86.348 quintaux. En 1929, cet excédent tombe à 31.612 Qx. En 1930, la situation se renverse et nous enregistrons un excédent d'importations de 3.702 quintaux. Pendant cette année-là, les importations de beurres sont considérablement ralenties, à la suite du décret du 3 juin qui augmente les droits au tarif minimum pour ce produit. De juin à novembre, la moyenne mensuelle des importations ne dépasse pas 1.415 quintaux, contre 9.120 Qx pour la période janvier-avril. Mais dès décembre les importations s'élèvent à 9.815 quintaux et leur rythme, dès lors, s'accélère rapidement. Pendant les mois de février, mars, avril 1931, la moyenne mensuelle des entrées en France atteint 31.355 Qx en provenance surtout du Danemark et de la Grande-Bretagne. Pour l'année entière, le total des importations atteint 185.314 Qx contre 58.522 Qx en 1930.

Parallèlement, le mouvement de nos exportations de beurres poursuit la baisse amorcée en 1928.

Exportations françaises de beurres :

1928 :	112.666 Qx
1929 :	75.852 —
1930 :	54.912 —
1931 :	50.102 —

Comment se comportèrent les cours sur le marché français ? Très rémunérateurs pendant l'année 1929 où la moyenne ressort à 20 fr. 50 le kg sur les Halles Centrales de Paris, les prix du beurre commencent dès novembre 1929 un mouvement de baisse assez brutal qui dure jusqu'à mai 1930. De janvier à mai, cette chute atteint 43 %. Toutefois, comme le prix des beurres est sujet à de profondes variations saisonnières, c'est mois par mois qu'il faut comparer les cours pendant les années 1929, 1930 et 1931.

	janvier	mars	mai	juillet	octobre	décembre
1929	26,4	25	17,8	18,1	21,4	22,1
1930	21,8	20,1	12,5	14,6	15,1	15,8
1931	17,8	18,9	15,5	14,9	13,2	14,2

Et, pour avoir une idée plus exacte de l'état du marché français des beurres de 1930 à octobre 1931, nous tracerons la courbe des cours en utilisant les chiffres dégagés des variations saisonnières ¹.

La courbe ainsi obtenue permet de distinguer trois phases

— une première va de janvier à septembre 1930 ; après une chute brutale de janvier à mai, les prix montent d'une façon assez sensible à la suite du décret du 3 juin portant à 200 francs, les droits du tarif minimum sur les beurres frais ou salés. Le « boom » ne dure pas, et dès septembre, les cours se retrouvent à peu près au niveau de mai.

— une deuxième phase s'étend de septembre 1930 à mai 1931, les cours accusent une hausse lente d'abord, plus plus nette à partir du mois de janvier 1931.

— enfin, troisième phase : au mois de mai 1931, la baisse se dessine, semble hésiter, puis se précipite à partir du mois de juin.

1. Le calcul a été fait sur les cinq années : 1929-1933. Pour la méthode employée, voir Aftalion, *Cours de statistique*, p. 80 et suiv. (Presses Universitaires de France).



Graphique N° 3

A la fin du mois de septembre, au moment du décret de contingentement des beurres, le prix du kilo aux Halles Centrales s'élève à 13,2 frs.

En rapprochant maintenant la courbe des prix de celle des importations, nous pouvons remarquer que la hausse ou la baisse que nous venons de constater sur les cours semble indépendante de la diminution ou de l'augmentation des arrivages étrangers. En effet, la période de forte hausse du mois de janvier au mois de mai 1931 coïncide avec une augmentation massive des importations étrangères. Par contre, la baisse qui débute à partir du mois de mai s'accompagne d'une diminution très forte de ces importations. Pour ce produit, il est donc permis de conclure que le contingentement du 27 septembre 1931 fut plus une mesure de défense préventive qu'une mesure de protection d'un marché déjà inondé de produits étrangers.

* * *

Les fromages :

Les importations de fromages s'élevaient en 1913 à 135.229 quintaux dont 85.109 Qx en provenance de la Hollande. En 1928, elles n'avaient pas encore retrouvé leur niveau d'avant-guerre, et se montaient à 194.532 Qx représentant une moyenne mensuelle de 16.211 Qx. Dès 1930, ces importations s'accrurent dans de telles proportions qu'elles devenaient inquiétantes pour notre production nationale. Pour cette année-là, elles atteignirent 297.091 Qx. soit une moyenne mensuelle de 16.211 Qx. En 1931, les importations augmentèrent encore puisque, pour les neuf premiers mois, elles dépassèrent 278.600 quintaux soit plus de 30.900 Qx par mois.

Dans l'accroissement des importations, la Hollande avait pris une place des plus importantes. De 85.109 Qx en 1913, les importations en provenance de ce pays étaient passées à :

95.548 Qx	en 1927
131.594 —	1930
110.643 —	pendant les neuf premiers mois de 1931

L'Italie, de même, avait beaucoup développé ses envois sur notre marché.

Exportations italiennes en France

1913	29.926 Qx
1927	47.394 —
1929	56.897 —
1930	97.826 —
9 premiers mois de 1931	101.826 —

Nos exportations, par contre, sont en baisse continue depuis 1928, surtout à destination de la Suisse, de l'Allemagne, de la Grande-Bretagne et des Etats-Unis.

Exportations françaises de fromages :

1929	184.196 Qx
1930	176.545 —
1931	155.531 —

La chute des prix, pour certaines variétés françaises de fromages, devait être catastrophique, surtout à l'automne de 1931 :

Halles Centrales de Paris :

	Brie (par dizaines)			Port-Salut (les 100 kg.)		
	1929	1930	1931	1929	1930	1931
Octobre .	231	208	118	1.112	1.075	950
Novembre	245	236	82	1.093	1.127	674

Nous serons plus bref sur la situation du marché du lait, car il n'est pas douteux que la situation économique de la production laitière, dans son ensemble, soit conditionnée par l'état du marché du beurre, le plus important des produits dérivés du lait. C'est ainsi qu'en France, le prix du lait est réglé, quelle que soit sa destination, par les cours du beurre. De plus, comme la production laitière peut rapidement, selon l'évolution des marchés, être détournée vers l'un quelconque de ses débouchés possibles, il existe une étroite solidarité entre les divers produits, lait, beurre

et fromages. Les études que nous venons de faire sur les marchés du beurre et du fromage nous permettent, de ce fait, de conclure, sans plus tarder, sur l'état du marché du lait en 1931.

Bien que les importations de laits complets, écrémés ou concentrés n'aient pas, de 1929 à 1931, augmenté dans des proportions comparables à celles des autres produits laitiers, la baisse des cours du lait n'en a pas moins été sensible surtout à la production. Cette baisse peut être évaluée en moyenne à 26 % de 1929 au début de 1932.

Prix du lait à la production (janvier)

	1929	1930	1931	1932
Bassin laitier de Paris	1 fr. 10	1 fr. 15	0 fr. 95	0 fr. 72
Charentes et Poitou	1 fr. 18	1 fr. 03	0 fr. 86	0 fr. 79
Touraine et Anjou	1 fr. 15	0 fr. 97	0 fr. 84	0 fr. 86

La Confédération Générale des Producteurs de lait note, à ce propos, qu'en 1929, la vente du lait rapportait aux agriculteurs français environ 13 milliards 260 millions de francs. En 1930, ce chiffre tombait à 12 milliards 250 millions et en 1931 à 10 milliards 800 millions. « On comprend donc l'influence qu'exerce, sur la situation économique de notre agriculture, la baisse de plus de 25 % qu'a subie le producteur de lait depuis trois ans »¹.

*
* *

Le marché des vins :

Ce marché mérite également un rapide examen, d'abord en raison de l'importance de la production nationale, mais aussi parce que la protection de ce marché est de celles pour lesquelles sont intervenues les premières mesures de contingentement des importations. Toutefois, cette étude est extrêmement complexe car la situation de ce marché « n'est pas seulement subordonnée à l'importance de notre

1. Pierre Hallé et Achard, *Rapport sur les conditions de vente des produits agricoles*. Congrès de l'Industrie et de l'Agriculture française, novembre 1932.

production et à l'incidence de la concurrence étrangère, mais encore étroitement liée à l'importance de la production nord-africaine »¹.

Nous nous bornerons donc à constater que les importations de vins avaient, de 1929 à 1931, augmenté dans de notables proportions passant, pour les vins ordinaires en futailles, de 11.770.049 hl. en 1929 à 12.521.814 hl. en 1930 et à 10.498.942 hl. pour les huit premiers mois de 1931. Cependant, la récolte de 1930 avait été très faible² et il est dès lors caractéristique de constater que la mesure de contingentement est prise en août 1931, à un moment où les cours étaient sensiblement plus élevés que pendant les mois correspondants des deux campagnes précédentes.

Prix moyen à l'hl. d'un vin rouge de 9° (à la propriété)

	1929	1930	1931
Août	106	150	153

Pour ce produit également, la restriction des importations fut donc décidée dans un but préventif, en considération de la baisse de nos exportations et de la dépression que n'auraient pas manqué d'occasionner des importations sans cesse accrues s'ajoutant à une récolte nationale qui s'annonçait abondante. Il est juste de remarquer cependant que les préoccupations du Gouvernement se sont trouvées ultérieurement vérifiées :

Prix moyen à l'hectolitre (2^e semestre de 1931)

Août	Septembre	Octobre	Novembre
153	115	91	80

*
* * *

Nous pourrions continuer cette étude en examinant, pour cette même période de 1930-1931, l'état du marché français pour les bois, les produits de basse-cour, les céréa-

1. Pierre Hallé et Garnier, *Rapport précité*.

2. 42 millions d'hectolitres en 1930 contre 63 millions en 1929.

les secondaires, les légumes et les fruits et même les produits agricoles à utilisation industrielle. Pour chaque produit, nous constaterions une augmentation massive des importations étrangères, une diminution inquiétante de nos exportations¹, une baisse souvent très sensible des cours. Certes, pour des produits comme les pommes de terre et même le gros bétail, l'accroissement de la production française a eu une influence indiscutable sur la chute des prix. Il ne faut également pas perdre de vue que l'apparition en France de la crise cyclique actuelle a également contribué à cette chute. Toutefois, pour la plupart des produits dont nous venons d'examiner la situation, nous nous sommes efforcés de mettre en relief le caractère « anormal » des augmentations des offres étrangères. Il est incontestable que cette circonstance particulière à la période 1930-1931 exerça une influence décisive sur la tenue des cours agricoles français. Nous poursuivrons donc l'étude de cette période troublée en examinant, d'une part, les raisons qui ont provoqué l'envahissement du marché national et en recherchant, d'autre part, la cause de la chute de nos exportations vers des pays qui, de tous temps, avaient été pour nous des clients fidèles.

1. V. annexes I et II au présent chapitre les tableaux des importations et exportations françaises des principaux produits agricoles pour les années 1929-1930 et 1931.

ANNEXE N° I

IMPORTATIONS FRANÇAISES DE PRODUITS AGRICOLES
EN 1929, 1930 ET 1931

Désignation des marchandises	Quintaux métriques		
	1929	1930	1931
Chevaux de boucherie	20.010	87.945	276.535
Bestiaux	288.674	963.895	1.516.778
Volailles, lapins, pigeons	vivants..	24.653	32.644
	morts..	31.895	51.280
Oeufs	187.177	202.711	389.125
Fromages	231.653	297.091	375.624
Beurres	44.240	58.522	185.314
Vins (mistelles comprises)	14.267.260	15.357.502	18.321.911
Légumes frais.....	1.058.679	1.178.238	1.427.158
Pommes de terre	4.232.687	2.503.513	4.446.898
Fruits de table	4.372.591	6.010.254	7.126.516
Bois communs	21.608.980	28.721.820	24.742.230
Tourteaux et drèches	650.377	576.786	925.695
Plantes et arbustes.....	68.953	80.679	76.905

ANNEXE N° II

**EXPORTATIONS FRANÇAISES DE PRODUITS AGRICOLES
EN 1929, 1930 ET 1931**

Désignation des marchandises	Quintaux métriques		
	1929	1930	1931
Bovins	549.242	136.652	25.896
Volailles, pigeons, lapins	vivants..	7.018	2.297
	morts..	68.354	67.124
Oeufs	259.762	205.228	68.644
Fromages	184.196	176.545	155.531
Beurres	75.852	54.912	50.102
Vins (Mistelles comprises)	1.596.058	1.251.346	943.318
Légumes frais	1.140.241	1.212.662	1.127.887
Pommes de terre	2.373.357	2.058.966	1.842.595
Bois communs	16.663.050	13.605.200	8.852.910
Fruits de table	1.482.168	1.304.985	1.274.225
Graines et fruits oléagineux	90.398	66.629	42.223
Cire végétale et produits résineux .	656.285	616.367	554.298
Engrais organiques	167.019	128.337	132.955
Fourrages et sons	2.890.000	3.586.643	2.704.667

CHAPITRE II

Les causes du déficit croissant de notre balance commerciale agricole

M. H. Queuille, dans un rapport présenté à la 27^e Conférence de l'Union interparlementaire, écrivait en octobre 1931 : « Dans l'état d'anarchie économique de l'Europe et du monde, toutes les nations s'efforcent à la fois de favoriser leurs exportations par des procédés anormaux et de restreindre ou de supprimer leurs importations ». Cette phrase caractéristique dépeint l'état d'esprit qui animait la politique commerciale de la plupart des pays depuis le début de la crise mondiale.

Cependant, dans le même moment et nous venons de le constater, la France ne pouvait empêcher l'afflux des importations de produits agricoles sur son marché ; elle ne réussissait pas, d'autre part, à éviter un affaissement du tonnage des exportations de ces mêmes produits. Plusieurs raisons, conditions économiques défavorables, protection tarifaire insuffisante, protection excessive des marchés étrangers, semblent avoir joué, ainsi que nous allons maintenant le constater pour aggraver, sinon pour provoquer cette crise du marché agricole français.

* * *

Tout d'abord, il est inutile d'insister longuement sur la surproduction agricole d'après-guerre. Les indices sont

concordants pour mettre en relief, de 1913 à 1930, l'augmentation de la production des principales denrées, dans le monde.

Augmentation de la production mondiale

	1913 ¹	1929
Blé	1.030 millions de quintaux	1.281 millions de quintaux ²
Bovins	395.812.000 têtes	450.246.000 têtes
Porcins	134.817.000 —	137.771.000 —
Ovins	463.474.000 —	542.479.000 —
Sucres	175 millions de quintaux	296 millions de quintaux
Vin	140 millions d'hectolitres	184 millions d'hectolitres

Il n'y a rien d'étonnant, de plus, à ce que, d'une façon générale, les pays atteints par la crise se soient vus contraints d'augmenter leurs exportations. Pour les pays agricoles neufs, — n'ayant pas dans leur balance des comptes les classiques éléments invisibles réservés aux vieilles nations riches, — exporter à tout prix était même devenu une véritable nécessité. Ces pays ne se firent donc pas faute d'essayer, par tous les moyens de développer leurs exportations. Et, dans le total des exportations mondiales de 1929 à 1931, il est dès lors naturel de constater que ce sont presque uniquement des pays agricoles qui accusent des augmentations de pourcentages au détriment des pays industriels.

Pourcentages dans l'exportation mondiale en valeur

	1929	1930	1931
Allemagne	9,72	10,82	12,08
Pays-Bas	2,43	2,61	2,79
U.E.B.L.	2,68	2,74	3,40
Italie	2,42	2,41	2,79
Suisse	1,21	1,27	1,36
Danemark	1,31	1,34	1,67
Pologne	0,96	1,03	1,12

Dans la plupart de ces pays, les Pouvoirs Publics s'occupaient activement de rechercher les moyens propres à atténuer les effets d'une crise qui menaçait de ruiner leurs producteurs agricoles. Leurs préoccupations ne manquaient

1. Pour les vins et les sucres, production moyenne en 1909-1913.

2. Production mondiale en 1928.

pas de se faire jour dans les déclarations et les discours officiels. Le Chancelier Brunning, n'affirmait-il pas dans sa déclaration ministérielle du 16 octobre 1930 : « Le Gouvernement ne reculera pas devant des mesures exceptionnelles touchant la situation extraordinairement critique de la culture du seigle et des pommes de terre, dont dépend l'existence de nos provinces de l'Est et l'élevage du porc, étroitement solidaire de ces cultures ».

Ces préoccupations des Gouvernants se traduisaient dans de nombreux pays par des primes à l'exportation, directes ou indirectes, des remises de droits, des remboursements de frais de transport, bref par toute une série de mesures permettant, pour certains produits, de réaliser un véritable dumping dans la conquête des marchés étrangers.

En Allemagne, par exemple, on développe le système des bons d'importation, qui sont remis aux exportateurs lors de l'exportation de certains produits agricoles et qui donnent droit à la réimportation, en franchise, de quantités déterminées d'autres produits agricoles. En 1930, ce système des bons d'importations a fait l'objet de modifications et d'extensions successives¹.

L'ordonnance du 6 mai 1930 en fixe la valeur aux chiffres ci-après :

Bovins sur pied	25	marks par quintal
Ovins sur pied.....	22,5	—
Viandes de bovins et d'ovins.....	45	—
Viandes de bovins et d'ovins en vases clos...	60	—
Viandes de porc fraîches ou congelées	36	—
Jambons de porc en récipients clos	48	—

Des bons d'exportation sont, par ailleurs, délivrés pour

1. Loi du 15 avril 1930 portant modification des dispositions douanières (art. 5, § III).

« Le Gouvernement est autorisé jusqu'au 31 mars 1931 à fixer, par dérogation aux dispositions du paragraphe II de la loi douanière en vigueur, la valeur des bons d'importation délivrés lors de l'exportation des céréales, légumes secs, porcs vivants, viandes de porcs et jambons en boîtes hermétiquement closes ».

« Il est en même temps autorisé à déterminer sous quelles conditions des bons d'importation pourront être délivrés pour l'exportation des bovins et de la viande de bœuf, des ovins et de la viande de mouton, ainsi que des articles à base de pommes de terre ».

l'exportation des céréales secondaires, seigle, orge et avoine.

Dans le même temps, la Pologne tente de développer ses exportations de seigle en accordant une prime de 6 zlotys par quintal exporté. La Tchécoslovaquie favorise ses exportations d'orge et de malt par l'octroi de primes de 30 à 40 couronnes par quintal. A la fin de l'année 1930 la Hongrie, outre une prime de 4 fr. 60 par hl. rembourse aux exportateurs de vins les frais de transport, non seulement sur le réseau hongrois, mais encore jusqu'à la frontière française. Toujours pour les vins, l'Italie accorde également la gratuité des frais de transport jusqu'à la frontière.

Pour les beurres, la sollicitude des Gouvernements se traduit sous les formes les plus diverses : en Australie, le plan Paterson a prévu, et cela à dater de 1925, une taxe de 1 fr. 50 par kg prélevée sur toute la production du beurre : ce revenu alimente une subvention d'environ 2 fr. 40, par kg sur les beurres exportés. En Finlande, les exportateurs de beurres reçoivent des primes s'élevant jusqu'à 1 fr.10 le kg. En Lettonie, le Gouvernement garantit au producteur un prix minimum de 12 fr. 50 par kilog, pour les beurres de première qualité et leur paie la différence entre les cours effectifs et les cours garantis ¹.

*
* *

L'afflux des importations étrangères en France

Une autre question se pose maintenant : pourquoi le marché français exerça-t-il donc une attraction toute particulière sur les marchandises étrangères ?

Deux raisons expliquent cette préférence des exportateurs étrangers : la vigueur relative, en 1930, du marché français, demeuré sain à une époque où la crise se faisait déjà durement sentir sur la plupart des autres marchés ; et corrélativement, l'insuffisance de la protection tarifaire

1. Souvent les procédés sont nettement frauduleux : v. par exemple, les *Rapports précités au Congrès de l'Industrie et de l'Agriculture française*, 14-16 novembre 1932, p. 195.

dont bénéficiaient certains produits français ainsi concurrencés.

Il est inutile de s'attarder longuement sur la première raison. En 1929, la crise générale avait déjà atteint de nombreux pays et, dès le début de 1930, la plupart des pays de l'Europe Centrale, notamment l'Allemagne à qui de nouveaux crédits sont refusés, donnent des signes de détresse.

La France, par contre, n'est touchée qu'en octobre 1930, sans doute à cause de la remarquable aisance de son marché monétaire durant les années 1929 et 1930. Un déséquilibre s'affirma rapidement entre le niveau des prix français et le niveau des prix mondiaux. En particulier, nous avons déjà signalé combien avaient été rémunérateurs les prix du bétail en France durant l'année 1930. Prix relativement élevés, monnaie saine et dont la sortie n'était gênée par aucune mesure restrictive, cette double raison suffirait à justifier l'afflux des marchandises étrangères sur le marché français.

Cependant, cet afflux fut encore facilité du fait que la marge grandissante entre les prix français et étrangers, rendait de moins en moins efficace la protection à grand peine obtenue, en 1928, par les producteurs agricoles français. Pour nous rendre compte approximativement de l'affaiblissement du taux de notre protection tarifaire, examinons, à partir de 1927, le pourcentage entre le total des droits perçus par l'Administration des douanes et la valeur globale du commerce général d'importation :

1927	1928	1929	1930
9,8 %	11 %	8 %	9 %

Et, si l'on considère comme acquis que l'agriculture, dans son ensemble, jouissait d'un taux de protection inférieur à celui de la production industrielle, on peut conclure que ce taux ne dépassait pas 7 % au début de l'année 1930 ¹.

1. En 1931, malgré les nombreux relèvements tarifaires, ce taux ne dépasse pas 14 %, alors que pour la même année, aux Etats-Unis, il atteint 18 % et que pour l'année 1932, il dépasse 26 % en Grande-Bretagne. (chiffres cités par M. Louis Tisseau dans « *La France dans la crise mondiale* ».)



La chute des exportations françaises

Nous allons maintenant rechercher les causes de la chute des exportations agricoles françaises, chute qui, nous l'avons vu, allait commencer dès 1929, pour aller jusqu'à l'effondrement total pendant les années 1930 et 1931. Les causes de cette baisse des exportations peuvent se classer en deux catégories : des causes propres au marché français et des causes particulières à l'économie des marchés étrangers.

Il existe des causes d'effondrement propres au marché français et qui écartèrent irrésistiblement les acheteurs étrangers. Il faut signaler, en premier lieu, les hauts prix pratiqués en France. Ces hauts prix, nous l'avons dit, tiennent d'abord à la bonne tenue du marché français durant l'année 1930. Ils tiennent aussi à l'incompressibilité des prix de revient français en général et des prix de revient des produits agricoles en particulier. Non que l'agriculteur français utilise de mauvaises méthodes et qu'il soit techniquement moins averti que ses concurrents étrangers, mais il supporte des frais qu'il ne peut pratiquement pas compresser et qui pèsent très fortement dans l'établissement de son coût de production. La plupart de ces frais sont communs à tous les producteurs français, industriels et agriculteurs ; nous voulons parler des coûts de transport onéreux, des charges sociales élevées, des charges fiscales écrasantes. De cela, on l'a assez dit, notre production se meurt. Mais il y a également d'autres charges propres à l'agriculteur français, qui le placent en posture défavorable par rapport à certains de ses grands concurrents. Il est indiscutable, par exemple, que le régime français de la petite et moyenne propriété empêche la culture extensive, telle qu'elle est pratiquée dans ces pays neufs comme l'Argentine, l'Australie ou le Canada. De plus, les salaires de l'agriculture française se sont considérablement élevés depuis la guerre : d'un tableau dressé par M. Augé-Laribé sur la comparaison des salaires agricoles français en 1910 et 1930 ¹, on peut déduire que les salaires payés en 1930 aux

1. *Revue Internationale du Travail*, janvier 1932.

journaliers et domestiques agricoles sont en moyenne de 7 à 11 et même 12 fois plus élevés que pendant l'année 1910. Pour les journaliers hommes, l'augmentation moyenne dépasse le coefficient 7 ; pour les domestiques hommes et femmes, ce même coefficient s'établit aux environs de 8,5. Si on considère que, pendant cette même période, le coefficient de majoration des prix des principaux produits agricoles (blé, viandes, sucres, vins, produits laitiers) ne dépasse pas 4,25, on peut facilement conclure de l'influence de l'augmentation des salaires, sur l'élévation du coût de production en agriculture.

Pour les motifs que nous venons d'exposer brièvement, les prix français, en 1930 et 1931, furent sensiblement supérieurs aux prix étrangers sur les principaux marchés

Cours des beurres (francs français au quintal) ¹

	1930		1931			
	3 ^e trim.	4 ^e trim.	1 ^{er} trim.	2 ^e trim.	3 ^e trim.	4 ^e trim.
Paris-Halles Charentes Centrifuges	1.719	2.166	2.191	1.853	1.643	2.065
Allemands Berlin : ...	1.656	1.632	1.656	1.428	1.488	1.264
Londres Danois ...	2.028	1.836	1.920	1.620	1.580	1.252
Milan	1.592	1.560	1.673	1.438	1.430	1.391

Pour les viandes, le tableau suivant fait apparaître, pour 1931, l'effondrement des cours sur certains marchés étrangers.

1. Cours extraits d'un tableau dressé par M. Jean Achard, d'après les chiffres communiqués par « *L'industrie laitière suisse* ».

Cours de la viande sur les marchés étrangers
(Prix maxima au poids vif en monnaie-or danolse)

	Juillet 1930	Février 1931	Juillet 1931
Paris	107	105	97
Milan	96	75	69
Berlin.....	112	91	89
Bruxelles	116	91	82
Prague	94	101	80
Argentine	51	32	32
Chicago	116	101	64

*
* *

Outre la marge entre les cours pratiqués sur le marché français et sur les marchés étrangers, marge en partie seulement imputable à l'agriculteur français, il existe une autre faiblesse de la production nationale qui la place en mauvaise posture en face de ses concurrents : nous voulons parler de la mauvaise organisation de notre exportation agricole. Esprit commercial peu développé, représentation commerciale et publicité insuffisantes, répression peu active de certains procédés déloyaux.

Le passage qui suit, et que nous empruntons à une conférence donnée à la Réunion d'automne 1930 de la Foire de Lyon par M. Munich, est, à ce sujet, significatif : « Le Français, disent nos interlocuteurs (les négociants étrangers) est un bon technicien agricole ; or, ses concurrents sont en train de l'égaliser ; mais il est, en même temps, un médiocre commerçant et ses concurrents, de ce point de vue, le surclassent nettement. Les Français, ajoutent-ils, n'ont même pas su encore se défendre contre le grand préjudice qui leur est causé par ceux des leurs qui expédient au dehors des marchandises tarées. Dans les autres pays, il ne manquait pas d'expéditeurs peu scrupuleux, mais ou bien le Gouvernement leur a retiré la licence d'exportation, ou bien les expéditeurs honnêtes ont su éliminer les autres du marché, non seulement en livrant toujours des produits loyaux, mais aussi en revêtant leurs colis d'une marque distinctive, largement répandue, utilisée si fréquemment que tous les étrangers la connaissent. Or, vous autres Français, disent-ils, vous n'avez pas seulement pu vous

astreindre, quand vous travaillez bien, à créer une marque commune qui soit le signe des transactions et qui nous donne toutes garanties ».

Cette longue citation nous évite d'insister davantage sur la question de l'organisation des exportations agricoles françaises. Par contre, plus facilement encore que pour les prix de revient, le producteur français peut réagir dans ce domaine où le succès favorise l'audace, la vivacité d'esprit et aussi la loyauté. Qu'il s'inspire pour cela, des exemples de nations concurrentes comme l'Italie ou les Etats-Unis, où les producteurs de fruits et de légumes ont apprécié tous les bienfaits de l'association pour la vente en commun ¹.

Il serait évidemment fort difficile de préciser, dans la chute de nos exportations, la part imputable à la mauvaise organisation de l'exportation française. Pourtant, lorsque l'on constate que nos ventes de fraises ou de primeurs diminuent régulièrement en Grande-Bretagne, alors que les envois de la Hollande, de la Belgique de l'Allemagne, et même de l'Italie augmentent dans des proportions considérables, on est obligé de convenir que l'élimination des produits français du marché britannique est peut-être due, en partie, à des raisons autres que les mesures protectionnistes anglaises ou l'influence du change et de la crise ².

* * *

Poursuivant l'étude des causes de la chute de nos exportations agricoles pendant la période 1929-1931, nous allons maintenant rechercher les facteurs propres aux marchés étrangers, qui contribuèrent à aggraver cette chute. Nous n'insisterons pas sur les causes générales qui obligèrent ces pays à limiter leur importations, aussi bien de produits industriels qu'agricoles ; elles sont assez connues et se résument en quelques mots : surproduction et aggravation des stocks, diminution du pouvoir d'achat consécutive à la crise. Une étude plus intéressante consistera à mettre en

1. Citons, en France, l'effort intéressant des producteurs de noix de la région de Grenoble.

2. V. *l'Emulation agricole* (juillet 1933) : Nos exportations de fruits en Grande-Bretagne.

relief les moyens mis en œuvre par les Gouvernants à l'effet de tarir ces importations. Il y eut d'abord les mesures de protection tarifaire, il y eut les mesures sanitaires ou phytopathologiques, il y eut enfin les mesures de restriction et de contrôle des devises ¹. Les deux premières séries de mesures, seules, retiendront notre attention.

Dès les premiers symptômes de la crise actuelle, de nombreux pays songèrent à protéger leur marché par une refonte partielle ou totale de leurs tarifs douaniers. Déjà en 1927, on s'était ému de cette orientation générale vers le protectionnisme, et la Conférence de Genève, dès cette époque, estimait que « le malaise naissant résultait, en grande partie de l'excès des mesures protectionnistes pratiquées de plus en plus par certains pays ». Le principe d'une trêve douanière fut même approuvé, mais la réalisation en fut immédiatement contrariée par la plupart des Gouvernements, peu soucieux de se lier par des consolidations tarifaires généralisées. Irrésistiblement, le mouvement protectionniste prenait, de jour en jour, plus d'ampleur et dès 1928, la Chine, la Perse, l'Espagne, le Pérou, le Chili établissaient des tarifs autonomes ou procédaient à une révision générale des droits inscrits à leurs tarifs douaniers. A partir de 1929, c'est par dizaines qu'il faudrait citer les Puissances qui, par des mesures particulières ou par des révisions générales, fortifiaient la muraille de protection dont elles voulaient isoler leurs marchés.

Il est évidemment impossible et d'ailleurs peu intéressant, de procéder à une telle énumération. On se contentera d'étudier rapidement les mesures prises par trois grands pays, clients de la France, les Etats-Unis, l'Allemagne et la Grande-Bretagne, mesures visant particulièrement la protection des produits agricoles et qui, directement ou même indirectement, eurent de graves répercussions sur la chute des exportations agricoles françaises.

1. V. Lautmann : *Les aspects nouveaux du protectionnisme*. Thèse, Paris, juin 1933.

Aux Etats-Unis, jusqu'à la campagne présidentielle de 1928, il avait été peu question de révisions tarifaires. Les affaires étaient prospères et la population satisfaite. Seule, la situation de l'agriculture était médiocre et, depuis des années déjà, les fermiers réclamaient une aide, bien souvent promise et jamais accordée. Le parti républicain, pour ne pas s'aliéner les populations des états agricoles du Middle West, promit, si M. Hoover était élu, de convoquer le Congrès en session spéciale, afin de procéder à l'étude d'une large révision douanière.

Le Président Hoover, élu, tint sa promesse et convoqua le Congrès pour le 15 avril 1929. Pendant plus d'un an, le Congrès travailla à une révision qui, si elle soulevait l'hostilité des consommateurs, et de la plupart des industriels, des économistes et des banquiers, n'en réjouissait pas moins les populations agricoles confiantes en la parole présidentielle. Ce travail de quinze mois aboutit au fameux tarif Smoot-Hawley signé par M. Hoover le 17 juin 1930.

Le nouveau tarif contient des droits accrus sur la plupart des produits agricoles bruts dont les Etats-Unis ont importé en 1928 pour 287 millions de dollars. Il élève également les droits sur ceux des produits agricoles déjà travaillés ou manufacturés dont l'Amérique a importé, la même année, pour 333 millions et demi de dollars. C'est donc, dans l'ensemble, sur un total d'importation agricoles de 620 millions de dollars que porte l'accroissement des droits nouveaux, sans compter ceux qui frappent les produits agricoles dont l'Amérique est normalement exportatrice, comme le blé et le maïs. Pour l'ensemble des produits agricoles, cet accroissement atteint le chiffre moyen de 55 %.

Le tarif Smoot-Hawley contribua, dans une large mesure, à la chute des exportations françaises de produits agricoles sur le territoire des Etats-Unis. Nos exportations de peaux et pelleteries, de fruits de table, de graines et fruits oléagineux, de légumes, de fromages sont particulièrement atteintes :

Exportations aux E.U.
de quelques produits agricoles français

Produits	2 ^{me} semestre 1929	1 ^{er} semestre 1930	2 ^{me} semestre 1930
Peaux et pelleteries	48.066 Qx.	55.136 Qx	26.434 Qx
Fruits de table	24.239 —	55.773 —	10.217 —
Légumes salés ou conservés	34.930 —	28.830 —	17.423 —

Un autre pays, grand client de la France, devait, à partir de 1929, accentuer les mesures de protectionnisme agricole ; nous voulons citer l'Allemagne, dont nous avons déjà énuméré les efforts en vue de sauvegarder ses exportations de produits alimentaires.

Déjà, en 1925, les décrets du 12 et du 24 décembre avaient soumis à la formalité de la licence à l'importation de nombreux produits industriels et chimiques et en particulier la houille. Mais les mesures tarifaires en faveur de produits agricoles datent surtout de l'année 1929. La loi du 22 décembre 1929 consacre la refonte du tarif douanier et porte une première majoration, très sensible, des droits sur les céréales et les farines, les fleurs, le bétail bovin, le miel, etc... La nouvelle législation prévoit, en outre, le système tarifaire de « l'échelle mobile » pour le seigle, le froment, l'orge, la farine, l'amidon et les porcs en vue d'assurer des prix stables sur le marché intérieur. La protection, instituée par cette dernière loi de 1929, est encore renforcée par la loi du 25 mars 1930, qui relève les droits sur les céréales, le son, le malt, le sucre, les pommes de terre. Pour le maïs, un véritable monopole d'Etat est créé en vue de régulariser les ventes. Les mesures se succèdent ensuite en faveur de certains légumes secs (14 août 1930), de l'orge et du son (2 décembre 1930), du seigle (mars 1931) jusqu'au décret du 30 avril 1931 qui aggrave sensiblement la protection pour les porcs, l'avoine et les légumes secs. A partir de l'année 1932, le Gouvernement allemand, par de nouveaux relèvements tarifaires massifs s'engage délibérément dans la voie de l'autarchie agricole.

Cependant, jusqu'en 1932, les relèvements tarifaires

précédents n'intéressent pas au premier chef l'exportation française de produits agricoles. L'accord commercial du 17 août 1927 comportait, en faveur de la France, de nombreuses consolidations énumérées dans la liste E annexée à l'accord et portant notamment sur les légumes et fruits frais, les fromages et les vins. Dès lors, et en l'absence de déconsolidations préalables, les diverses mesures votées par le Reichstag ne pouvaient pratiquement pas faire grand tort à l'exportation de nos produits agricoles sur le territoire allemand. Le seul préjudice ne pouvait être qu'indirect en favorisant l'afflux vers le marché français des produits étrangers ainsi écartés du marché allemand.

A l'égard de la France, le traité de 1927 était toutefois pratiquement violé par les diverses mesures d'ordre sanitaire adoptées par le Gouvernement du Reich. Ces restrictions antérieures à la période de crise, ont été renforcées progressivement dès l'année 1929 et ont revêtu un caractère de protectionnisme à peine déguisé. Les décrets des 28 février 1929 et 3 mai 1930 ont prohibé l'importation des graines et des pommes de pins et de sapins, ainsi que celle des plants d'œilleux. L'importation des cerises a été également interdite par les décrets des 29 avril et 7 mai 1929. Enfin, mesure véritablement meurtrière à l'égard de l'exportation agricole française, le décret du 23 février 1931, destiné à protéger l'Allemagne du doryphore, a prohibé l'entrée de presque tous les produits végétaux en provenance de France, en particulier, les tubercules, les légumes et les fraises. Cette dernière mesure a fait perdre à notre exportation plus de 300 millions de francs de débouchés.

Exportations agricoles françaises en Allemagne

(en Quintaux)

(Six premiers mois)

	1930	1931	1932
Fromages	7.448	4.893	1.283
Céréales.....	472.351	139.972	54.560
Fruits de table	34.606	42.395	17.580
Bois commun	156.530	71.190	34.650
Légumes	287.448	199.499	77.517
Vins	60.618	19.756	11.325

Quant à la Grande-Bretagne, elle a marqué une évolution très nette vers le protectionnisme depuis la fameuse loi du 9 juin 1921, dite loi de sauvegarde des industries. L'agriculture surtout a bénéficié de la sollicitude du Gouvernement. Des subventions ont été accordées, des droits protecteurs ont été votés pour certains produits, mais jamais le problème jusqu'à 1931, n'a été abordé de front. Le protectionnisme est plutôt administratif ou sanitaire ainsi que nous le verrons plus loin. Au début de l'année 1931, la crise financière et budgétaire précipite le mouvement. Sur le programme protectionniste, les conservateurs sont les vainqueurs des élections générales et, dès lors, selon l'expression de M. André Siegfried, « l'heure était mûre pour l'expérience d'une politique de renoncement au libre échange traditionnel ». La loi du 20 novembre 1931 accorde au nouveau Gouvernement la faculté, pendant six mois, de frapper les importations anormales de taxes pouvant aller jusqu'à 100 % de la valeur des marchandises. Après les décrets Runciman de novembre et décembre 1931 sur les importations de produits fabriqués, les ordonnances des 24 décembre 1931, 5 et 21 janvier 1932 instituaient, pour un grand nombre de produits agricoles, un régime analogue à celui qui avait été créé quelques semaines auparavant pour les « importations anormales » industrielles. Pour ceux des produits non frappés en vertu des décrets précédents, un vote massif de la Chambre des Communes instituait, le 9 février, un droit de 10 % *ad valorem*, auquel des droits supplémentaires pourraient être superposés sur avis conforme de la Commission spéciale.

Ce revirement de la politique commerciale anglaise allait bouleverser complètement le régime de nos échanges de produits agricoles, car l'Angleterre avait été, pour ces produits, et jusqu'à cette date, notre principal client.

Exportations de France vers la Grande-Bretagne (en quintaux)
(Six premiers mois)

Produits	1929	1930	1931	1932
Volailles, lapins, pigeons mort	27.522	28.309	10.049	5.996
Oeufs de volailles et de gibier	47.893	49.127	12.085	891
Fromages	10.302	7.002	4.510	2.723
Pommes de terre	242.044	495.159	471.475	37.528
Fruits de table	66.821	104.374	59.229	41.217
Légumes frais	293.626	299.645	371.882	228.557
Bois communs (en tonnes)...	449.675	411.701	279.980	143.018
Plantes et arbustes (en Qx.)	21.339	30.476	35.116	14.618
Vins (en hectolitres)	71.256	67.614	57.172	30.637

*
* *

Cependant, malgré les augmentations de droits, la chute des exportations françaises eût été sans nul doute moins brutale, sans l'épanouissement des mesures de défense sanitaire ou phytopathologique. C'est un procédé fort utilisé, en effet, pour protéger un marché, que de décréter que les produits animaux dont on veut arrêter les importations sont susceptibles de véhiculer la peste bovine ou la fièvre aphteuse et que les produits végétaux sont contaminés par le doryphore ou la gale véruqueuse. Il est certes légitime de défendre la santé de ses produits et nul ne saurait prétendre qu'il faille interdire toute mesure sanitaire ou phytopathologique. Mais quel moyen commode aussi, lorsqu'on a décidé que les importations de tel pays sont devenues inquiétantes pour la production nationale, que de les déclarer sanitaires dangereuses. Les Gouvernements coutumiers de tels moyens, peuvent user des mesures sanitaires à l'heure qu'ils choisissent et surtout discriminer inexorablement les pays dont les produits sont devenus particulièrement indésirables ¹.

Les mesures sanitaires, depuis le début de la crise agricole, se sont partout multipliées, et c'est là une preuve

1. Certaines îles anglo-normandes ont récemment interdit l'accès de leur territoires à nos volailles non plumées, sous le fallacieux prétexte que les plumes étaient susceptibles de véhiculer des larves de doryphore !

qu'elles n'ont pas toujours été prises dans le but de parer à des dangers de contamination. La France a eu particulièrement à en souffrir et le doryphore et la fièvre aphteuse ont vraisemblablement coûté des milliards à nos exportateurs ; nos envois de pommes de terre, de légumes et de fruits sont prohibés sur de nombreux territoires. Notre bétail, sauf dans de rares pays, est refusé à peu près chez tous nos voisins. Les conventions commerciales elles-mêmes n'ont pas réussi à assurer la loyauté des échanges. Dans l'accord commercial franco-allemand, du 17 août 1927 les Hautes Parties contractantes s'engageaient, dans l'art. 12, « à n'entraver l'échange des marchandises par aucune prohibition ou restriction d'importation ou d'exportation » ; mais le même article ajoutait que des exceptions à ce principe pouvaient être apportées sous forme de prohibitions ou restrictions d'ordre sanitaire, « en vue d'assurer la protection des hommes, des animaux ou des plantes contre les maladies ou les parasites ». Et, peu de temps après la signature de cet accord, l'Allemagne découvrait que notre bétail était atteint de la fièvre aphteuse et que son propre troupeau était ainsi menacé de contamination. L'art. 12 du traité permettait la fermeture des frontières allemandes à l'entrée de notre bétail ; malgré de très vives protestations, cette fermeture fut réalisée sauf pour les abattoirs maritimes de Brême et de Hambourg. Nos viandes fraîches même furent soumises à des mesures de présentation si rigoureuses que toute exportation en devenait pratiquement impossible.

Des précautions furent prises, dès lors, pour éviter le retour de pareilles mésaventures. Une convention sanitaire vétérinaire fut même signée à Paris, le 31 mai 1929, entre la France et l'Italie ; par cette convention, les deux pays se donnaient réciproquement la garantie que des prétextes sanitaires ne viendraient pas contrarier leurs échanges de produits animaux. Et c'est ainsi que notre exportation de bétail, à une époque où nos prix étaient inférieurs aux cours mondiaux, put normalement se faire à destination de l'Italie. On peut même ajouter que ces exportations se firent presque exclusivement à destina-

tion de ce pays. Cependant, lorsque la crise agricole qui s'aggravait dans le monde eut provoqué une chute sensible des cours étrangers, la situation se retourna complètement et l'Italie, notre unique client, devint dès le début de l'année 1931, notre principal fournisseur. Rien que de très normal à cela, puisque c'était le résultat du changement qui s'était opéré dans le niveau des prix français et étrangers des produits de l'élevage. Malheureusement, les abus se manifestèrent aussitôt. On eut vite la certitude que des animaux pénétraient sur notre territoire, en provenance de pays contre lesquels existaient des mesures d'interdiction sanitaire. Les pays de l'Europe Centrale, l'Allemagne et même le Danemark firent, à destination de l'Italie, des envois massifs de bestiaux destinés à être réexpédiés en France. Pour limiter ces importations irrégulières, un arrêté ministériel du 2 juillet 1931 institua des mesures sanitaires supplémentaires. D'autre part, des négociations avec l'Italie furent engagées par le Gouvernement français, négociations qui aboutirent au décret ministériel italien du 11 août 1931. Ce dernier décret décide de substituer au marquage métallique des bovins importés sur son territoire douanier, un marquage au feu, effectué de façon à le rendre indélébile.

A la suite de ces deux mesures, les importations de bovins italiens se ralentirent, notamment pendant les mois de juillet et d'août. Dès le mois de septembre, cependant, les arrivages reprenaient plus massifs encore et ce fut alors le décret du 30 septembre 1931 qui contingentait les importations de la plupart des bestiaux à leur entrée sur notre territoire.

* * *

En France, les mesures sanitaires et phytopathologiques sont également en honneur. Mais il semble qu'elles soient employées avec plus de modération, et surtout avec moins d'intransigeance. Certes, quand le décret du 8 mars 1932 interdit les importations de plantes ou parties de plantes en provenance de pays contaminés par le pou de San José,

on invoqua le prétexte sanitaire. Toutefois, cette interdiction est pratiquement tempérée, car loin d'aboutir à une prohibition absolue de l'entrée des fruits en France, elle se traduit simplement par une visite minutieuse à l'arrivée sur notre territoire, visite effectuée par les inspecteurs du Service de la défense des végétaux du Ministère de l'Agriculture. Seules, les cargaisons contaminées sont refoulées ou détruites. Et, quand la Hollande nous prouve que son bétail, auparavant contaminé par la fièvre aphteuse, est devenu en meilleur état sanitaire, le Gouvernement français, de bonne grâce, lève le 31 mars 1933, la prohibition d'importation édictée par l'arrêté du 7 août 1920.

CHAPITRE III

Les mesures en faveur de l'Agriculture française

Nous venons de constater, dans les deux chapitres précédents, combien critique était la situation de l'agriculture française durant les deux premières années de la crise mondiale : importations qui augmentaient, pour la majorité des produits agricoles, avec d'autant plus d'ampleur que la situation des pays exportateurs était plus critique et les prix plus rémunérateurs sur le territoire français ; exportations agricoles, que l'effondrement des cours sur les marchés étrangers rendaient difficiles, et dont la chute était encore accélérée par le développement des mesures de protection dans le monde et la concurrence faite à nos produits sur les marchés jusqu'alors clients fidèles de la production nationale. Cette situation angoissante avait retenu, dès la fin de 1929, l'attention des Gouvernements et on peut dire que la période fin 1929 — septembre 1931 est marquée par la lutte constante que ces gouvernements poursuivirent, pour la défense de l'agriculture française. Cette sollicitude se traduisait par des mesures diverses que nous allons passer en revue, avant de rechercher les résultats auxquels elles ont abouti.

*
* * *

Dès le milieu de 1929, malgré la situation favorable des conditions économiques générales, il apparut que l'agri-

culture française commençait à souffrir de la crise qui déjà frappait la plupart des pays agricoles. Pour quelques produits, les exportations accusaient un net recul sur les chiffres correspondants de l'année 1928. Nos importations, au contraire, se développaient de façon sensible. Les récoltes exceptionnellement brillantes de cette année 1929, en alourdissant le marché national, furent à l'origine d'un malaise qui devait aller en s'accroissant. C'est alors que l'agriculture commença à bénéficier de mesures de protection qui se traduisirent par des primes à la production et à l'exportation, des exonérations fiscales, des augmentations de droits à l'entrée des marchandises étrangères, des réactions vigoureuses contre le protectionnisme brutal des nations voisines.

*
* * *

On s'efforça tout d'abord de protéger, par des mesures d'interventionnisme direct, certains produits essentiels de la culture française.

La récolte de blé, pour 1929, dépassa 119 millions d'hectolitres, chiffre non encore atteint depuis 1907. Dans le but de faciliter l'écoulement à l'étranger du stock disponible, une somme de 310 millions fut consacrée à rembourser aux exportateurs le montant des droits perçus à l'entrée en France. Ce crédit, pour l'année 1930, fut fixé à 100 millions par la loi du 1^{er} avril 1930 et porté à 200 millions par la loi du 30 avril. Cette même loi instituait l'échelonnement des ventes par la constitution d'un stock de blés et de farines et consacrait une somme de 30 millions à l'attribution de primes de stockage.

Des primes à la production furent accordées à des produits considérés comme matières premières pour l'industrie et, de ce fait, frappés de droits de douane insignifiants. C'est ainsi que la loi du 2 avril 1931 a porté, pour une période de 30 ans, le principal des primes de 4 francs, à 6 frs. 40 par kilo de cocons frais. La loi du 4 juillet 1931 institue une prime à la culture du lin, dans la limite d'un crédit de 60 millions par an pendant 6 ans. La culture du

chanvre et celle de l'olivier bénéficièrent ultérieurement de primes analogues.

C'est également pendant cette même période que se développa le système de l'emploi obligatoire des produits indigènes. A l'exemple de l'Espagne et de l'Allemagne, où le système fonctionnait déjà, la loi du 1^{er} décembre 1929 a autorisé le Gouvernement à fixer, par décret, le pourcentage minimum obligatoire de blé indigène que les meuniers doivent mettre en mouture. Ce pourcentage, fixé à 97 % par le décret du 2 décembre 1929, varia depuis lors et fut abaissé même à 70 % à la suite du décret du 16 juin 1931. Le décret du 25 mars 1933, fixa enfin cette proportion à 100 %, ce qui aboutit pratiquement à interdire toute importation étrangère. Dans le même ordre d'idées, une loi du 4 juillet 1931 donne aux Ministres de l'Agriculture et du Commerce la possibilité de fixer le pourcentage minimum des chicorées françaises que les fabricants de chicorée doivent obligatoirement mettre en œuvre pour leur industrie. Enfin les lois du 4 juillet 1931 et du 2 mars 1932 ont prévu la possibilité, pour le Gouvernement, de fixer les conditions dans lesquelles la filature devra mettre en œuvre les filasses ayant bénéficié de primes à la production.

Les viticulteurs furent également l'objet de la sollicitude gouvernementale. Le 1^{er} janvier 1930 fut votée une loi réglant le statut des vins de coupage en précisant qu'ils devaient renfermer au moins 9° d'alcool et une somme alcool-acide supérieure à 12°5. La loi du 19 avril 1930 ramena ensuite l'obligation qui précède à 8° pour l'alcool et à 12° pour la somme alcool-acide. Et la loi des finances de 1930 substitua à la taxe sur le chiffre d'affaires une taxe unique, acquittée au moment de la levée du congé destiné à accompagner la boisson chez le détaillant ou le consommateur. Enfin, le 3 juin 1930, était déposé un projet de loi organisant un nouveau statut sur la viticulture. La mauvaise récolte de l'année 1930 retarda la discussion de ce projet et ce n'est que le 4 juillet 1931 qu'intervint le vote de la loi « sur la viticulture et le commerce des vins ». Cette loi tendait à régulariser le marché des vins en limitant les plantations, en pénalisant les hauts rendements, en instituant le blocage et la distillation obligatoire.

L'activité du législateur s'exerça dans de nombreux autres domaines qu'il est impossible d'énumérer dans le cadre de cette étude. On trouvera, en annexe au présent chapitre, la liste des principales lois qui intervinrent pour réglementer et organiser la production agricole française, de janvier 1930 à juillet 1931.



Parallèlement à la mise en œuvre des mesures dont nous venons de donner un très bref aperçu, les tarifs douaniers sur les produits agricoles subirent de profonds changements. Les agriculteurs n'avaient été qu'en partie satisfaits par les relèvements de droits consacrés par la loi du 2 mars 1928. Pour beaucoup de produits, la protection était jugée insuffisante, comparée à celle qui était intervenue en faveur des produits industriels. Et devant les récriminations des agriculteurs, on comprendra sans peine que de nombreuses mesures aient été prises, à dater de l'année 1929, pour parer au développement de la crise agricole naissante. Cependant, il faut immédiatement mettre en relief le caractère désordonné des modifications de droits ainsi adoptées. Les droits sur de nombreux produits agricoles avaient été consolidés dans les accords commerciaux de 1927-1929 et, pour ces produits, les relèvements ne purent être obtenus qu'au prix de négociations longues et coûteuses. Pour les produits dont les droits n'avaient pas été consolidés, par contre, les relèvements de droits furent décidés dès que le besoin s'en fit sentir, et souvent avec des taux d'accroissement beaucoup plus élevés. Il est vrai que, pour la plupart des produits, les augmentations avaient été décidées par décret, en application de la loi de cadenas.

On connaît l'esprit dans lequel le législateur de 1897 a fait voter la procédure du cadenas. Pour éviter la spéculation qui ne manquait pas de s'exercer chaque fois qu'était discutée, au Parlement, une loi prévoyant des relèvements de droits sur des produits alimentaires, on donna au Gouvernement le droit d'opérer ces relèvements par simples décrets. Mais une restriction sérieuse était apportée aux

pouvoirs du gouvernement, du fait de l'obligation où il se trouvait de déposer le projet de loi de ratification antérieurement à la parution du décret portant relèvement des droits. De ce fait, la procédure du cadenas ne pouvait être utilisée que pendant la durée des sessions parlementaires. Jusqu'en 1929, cette loi ne s'appliquait qu'à quarante six postes de la nomenclature douanière, comprenant les céréales et leurs dérivés, les vins, les bestiaux et les viandes fraîches de boucherie. Et de 1897 à 1929, il ne fut fait que très rarement usage d'une procédure qui demeurerait donc aussi exceptionnelle que les circonstances qui en avaient motivé l'adoption. A dater de 1929 et jusqu'en 1931, cette procédure reçut plusieurs modifications successives¹, tant dans ses conditions d'application que dans la liste des produits qui y étaient soumis.

Tout d'abord, la loi du 1^{er} décembre 1929 décharge le gouvernement de l'obligation qui lui était imposée dans la loi de 1897 de déposer le projet de ratification en même temps que paraissait le décret portant relèvement des droits. Quatre lois successives portent ensuite de 46 à 207, le nombre des produits dont les droits pouvaient être relevés par simple décret. La loi du 31 décembre 1929 commence par étendre la procédure du cadenas à trente-cinq postes nouveaux du tarif comprenant les viandes congelées, les produits laitiers, les pommes de terre et les féculs de pommes de terre, les houblons et les biscuits sucrés. Puis, la loi du 14 mars 1931 étend la « procédure expéditive » à quarante-quatre postes nouveaux dont les viandes salées et préparées, les charcuteries et les conserves de viandes, les boyaux et les graisses animales autres que de poisson. La loi du 19 avril 1931 ajoute trente-sept produits nouveaux à la liste précédente : ce sont les sucres et tous les produits sucrés ainsi que les cannes à sucre desséchées et les betteraves. Enfin, la loi du 4 juillet 1931 complète les mesures précédentes, en soumettant à la procédure du cadenas quarante-cinq nouveaux postes, comprenant tous les bois communs et les lièges bruts ou ouvrés.

1. V. Merveilleux du Vignaud : « *La réforme de la loi de Cadenas* » Thèse, Paris, 1931.

Pratiquement donc, tous les produits intéressant l'agriculture française sont, à l'heure actuelle, soumis à la procédure rapide du cadenas. Donnera-t-on au gouvernement le droit d'utiliser cette procédure pour lui permettre non plus seulement d'élever, mais encore d'abaisser par décret les droits de douanes ? D'assez nombreux pays étrangers, notamment l'Allemagne, ont donné, dans les trente dernières années, cette faculté à leur gouvernement. En France sans doute, le Parlement se désaisirait-il avec plus de difficultés de cette prérogative, et il semble que la proposition de loi Perrin, déposée sous le n° 2476 à la session extraordinaire de 1933, doive être accueillie par des résistances assez sérieuses. Cependant, à condition d'être employée avec prudence et discernement et nonobstant certaines difficultés d'application techniques pour la perception ou le remboursement des droits, la proposition Perrin peut devenir un correctif sérieux à l'extension même de la procédure habituelle dans le sens de l'élévation des droits. Si cette dernière procédure avec sa mise en œuvre rapide et son domaine sans cesse accru, amenait, comme le fait remarquer l'exposé des motifs de la proposition, « une élévation constante des prix à l'intérieur du pays », ou, plus simplement, si le taux adopté s'avérait trop élevé, le gouvernement disposerait d'un correctif efficace pour adapter instantanément les droits aux besoins véritables ainsi dégagés de l'expérience. Dans le domaine des relations internationales surtout, cette souplesse du tarif constituerait un moyen très commode de négociation.

Quoi qu'il advienne de la proposition Perrin, le gouvernement, à l'heure actuelle, peut élever, par décret, deux-cent sept postes de la nomenclature douanière. Muni de cette arme, le gouvernement ne se fit pas faute d'en user pour opérer des relèvements de droits qui furent, nous le répétons, aussi nombreux que désordonnés.

Ces mesures peuvent se classer en deux groupes : celles qui s'appliquèrent à des produits dont les droits n'avaient pas été consolidés dans les accords de 1927-1929 et celles qui nécessitèrent soit des négociations pour une déconsolidation préalable soit même des dénonciations d'accords.

Dès le mois de mai 1929, en prévision d'une récolte de blé qui s'annonçait très abondante, les droits d'entrée sur ce produit et ses dérivés furent élevés dans une proportion qui varie de 34 à 44 %. Le décret du 19 mai 1930 décida une nouvelle augmentation de ces mêmes droits, augmentation de l'ordre de 60 %. Entre temps, la loi du 29 novembre 1929 fit subir aux droits sur les sucres, les mélasses et tous les produits sucrés, glucoses, confiseries, confitures, des relèvements, de l'ordre de 40 % pour les sucres et les mélasses, généralement plus faibles pour les autres produits. Ces mêmes droits furent encore majorés par la loi du 15 avril 1931. En application de la loi du 29 décembre 1929 sur la procédure du cadenas, les droits sur les pommes de terre, par deux décrets du 18 janvier et du 18 juillet 1930, subissaient également des augmentations dépassant 40 % et atteignant même 100 % pour les pommes de terre à l'état frais, importées du 1^{er} juin au 1^{er} mars. Et, à dater du mois de juin 1930, des lois et décrets fort nombreux renforcèrent la protection, sur le marché français, des beurres frais ou salés, des porcs et produits dérivés du porc, des betteraves, des pâtes de bois, du seigle, etc...¹.

Mais, pour d'autres produits, l'orge, le malt, les produits laitiers, les légumes secs, les bois communs, etc..., dont les tarifs avaient été consolidés dans les accords de 1927-1929, des négociations durent être entreprises, dont quelques-unes n'aboutirent que par l'octroi de contre-parties fort onéreuses pour l'exportation française. La plupart de ces négociations échouèrent devant l'intransigeance de pays bénéficiaires des consolidations de tarifs.

Pendant la période 1930-1931 notamment, les déconsolidations furent très rares. La première fut obtenue par la signature d'un Protocole à la Convention franco-estonienne du 15 mars 1929, signé le 11 juillet 1930. Dans l'accord, signé en 1929, avec l'Estonie, la France avait consolidé les droits sur les féculs de pommes de terre au tarif de 70 francs les 100 kg. Le Protocole du 11 juillet 1930

1. V. la liste des augmentations de droits jusqu'au mois d'avril 1931, dans « *La politique douanière de la France, 1927-1931* », J. Proix.

Publication du Comité d'action économique et douanière : N° XVII.

fut peut être le seul accord de déconsolidation qui ne fut pas onéreux pour notre exportation. En échange de la déconsolidation du droit sur les féculs, l'Estonie obtenait la déconsolidation des droits sur les automobiles françaises et cette concession de notre part n'atteignait pas sensiblement l'exportation française des automobiles, à peu près insignifiante, à destination de ce pays. Dès le 18 juillet 1930, les droits sur les féculs de pommes de terre étaient relevés par décret et portés de 70 francs le quintal à 120 frs.

Avec la Tchécoslovaquie, l'accord de déconsolidation consacré par le Protocole du 23 septembre 1931 à la Convention du 2 juillet 1928, permit à la France de retrouver la maîtrise de son tarif pour les houblons dont le droit avait été consolidé à 125 francs par quintal. Par cet accord, la Tchécoslovaquie accepte que ce droit soit porté à 400 francs au tarif minimum, mais obtient, en compensation, un contingent annuel de 8.000 quintaux au tarif réduit de 200 francs ¹. D'autre part, aussi, la France déconsolide le droit sur les bois communs, mais doit également concéder un contingent global de 45.000 tonnes de bois au tarif réduit en vigueur. En échange de ces deux déconsolidations et outre les contingents à tarif réduit, la France renonce, par le Protocole du 23 septembre 1931, aux droits, consolidés à 60 couronnes au quintal, sur les semences autres que celles de betteraves et de conifères. En application du protocole précédent, le décret du 8 octobre 1931 portait de 125 francs à 400 francs le quintal les droits au tarif minimum sur les houblons.

Pour les bois communs, aucune augmentation tarifaire ne put résulter de la déconsolidation, car la France était encore liée vis-à-vis de l'Estonie et de l'Autriche. Ce fut seulement en mars 1932 que la France obtint ces déconsolidations, avec l'Estonie par le protocole du 16 mars, avec l'Autriche par l'échange de lettres du 26 mars. Le même jour, un décret triplait les droits au tarif minimum sur les bois communs.

1. Ce contingent à tarif réduit a été supprimé le 28 février 1934, au prix d'une concession nouvelle sur les orges de brasserie.

Avec l'Italie, la déconsolidation des diverses positions tarifaires prévues à la liste A de l'accord du 7 mars 1928 nécessita, en 1932, la dénonciation complète de l'accord. Déjà, pour les vins ordinaires, le Protocole additionnel du 16 mars 1931 avait consacré la déconsolidation du droit de 55 francs à l'hectolitre, moyennant l'octroi d'un contingent annuel de 250.000 hectolitres au droit en vigueur au moment de l'accord. En application de cet accord, le décret du 31 mars 1931 releva de plus de 50 % tous les droits applicables aux moûts de vendange, jus de raisins frais et vins ordinaires énumérés aux articles 171 et 171 bis du tarif douanier français. Mais, pour les autres produits consolidés, viandes salées ou préparées de porc, laits concentrés, fromages, fruits et légumes, la liberté tarifaire ne fut rendue à la France que par la dénonciation de l'accord de 1928. Le Modus Vivendi du 4 mars 1932, qui règle encore actuellement les relations commerciales franco-italiennes, en même temps qu'il rend aux deux pays leur pleine liberté tarifaire, supprime le contingent de vins à tarif réduit, octroyé à l'Italie par le Protocole du 16 mars 1931.

Ainsi qu'on vient de le voir, les accords de déconsolidation ont été rares pendant la période allant du début de 1930 au début de 1932. Les négociations furent très difficiles et se poursuivirent souvent pendant de longs mois. Avec la Turquie notamment, le gouvernement français, pour déconsolider les droits sur les sons et les orges, a poursuivi les négociations pendant près d'un an. Finalement, en février 1933, il dénonçait la Convention franco-turque du 29 août 1929. La maîtrise de tous les postes de son tarif douanier ne fut rendue à la France qu'au cours de l'année 1933, par la dénonciation, le 1^{er} juin, de l'accord franco-suisse, et par l'Avenant du 29 juillet à la Convention franco-belge du 23 février 1928.



Enfin, outre les mesures de protection tarifaire dont nous venons de résumer les principales dispositions, le gouvernement français eut à intervenir, par des mesures de réci-

procité, contre les relèvements tarifaires trop massifs ou discriminatoires, et les procédés parfois déloyaux de certains pays étrangers.

Dès 1929, l'Australie dont la balance commerciale vis-à-vis de la France accusait pourtant, en 1927, un excédent supérieur à 2 milliards de francs, procéda, en août d'abord, en novembre ensuite, à des augmentations considérables des droits frappant les principaux produits de l'exportation française sur son territoire, c'est-à-dire les vins et spiritueux, les automobiles, les savons et parfums, les soies, la maroquinerie. Faisant usage de l'art. 3 de la loi douanière du 29 mars 1910, le gouvernement français, par le décret du 15 janvier 1930, frappa les blés et les beurres australiens d'une surtaxe égale au double des droits inscrits au tarif général. L'effet de cette énergique riposte fut cependant atténué par le fait que le gouvernement français n'osa pas atteindre le principal produit de l'exportation australienne en France, le laine, indispensable à tant d'industries nationales.

Pour combattre le dumping soviétique, le décret du 3 octobre 1930 soumet à la formalité de la licence d'importation les entrées de lins, de bois et de céréales en provenance de l'U. R. S. S.

D'autre part, il s'imposait également de répondre aux raisons d'ordre sanitaire si facilement invoquées par beaucoup de nations voisines pour restreindre nos exportations de légumes et de fruits. Sous le prétexte de défendre son agriculture contre l'invasion du doryphore, la Grande-Bretagne décidait, le 15 octobre 1931, d'interdire à partir du 15 mars 1932, l'importation des légumes et des plantes récoltés dans une zone située à moins de 200 kilomètres d'une région contaminée¹. Cette mesure équivalait pratiquement à interdire les importations en provenance de tout le territoire français. L'exemple de la Grande-Bretagne était bientôt suivi par l'Espagne, l'Allemagne, les

1. Il est à noter qu'en Grande-Bretagne il est admis qu'une ceinture de pâturage suffit à préserver les cultures, car on estime que le doryphore ne peut franchir plus d'une quinzaine de kilomètres (V. le « Times » du 26 août 1933).

Pays-Bas et la Belgique, qui craignaient que l'interdiction anglaise ne vint les frapper à leur tour.

Le gouvernement français, après avoir vainement protesté contre des mesures aussi manifestement exagérées, prit les décrets des 18 avril et 23 mai 1932, aux termes desquels fut interdite l'importation en France des plantes et légumes en provenance des pays précédents. Mais, malgré cette mesure de réciprocité, le préjudice subi par nos producteurs n'en demeura pas moins très élevé, car les pays frappés par les précédents décrets de réciprocité importaient beaucoup plus de légumes et de plantes françaises qu'ils n'en exportaient à destination de la France¹.

*
* *

Il nous reste maintenant à examiner les résultats des mesures de défense adoptées par le gouvernement français. Plus précisément, puisque l'on s'est si souvent demandé si cette protection du marché agricole français n'aurait pas pu être réalisée uniquement par des mesures tarifaires, nous aurons à nous demander quelle aurait été l'efficacité d'une telle solution.

En premier lieu, elle aurait nécessité la dénonciation de tous les accords commerciaux dans lesquels nous avons consenti des consolidations de droits. Nous avons déjà vu que les accords de déconsolidation furent aussi rares qu'onéreux pour notre exportation. La plupart des déconsolidations furent refusées au gouvernement français par des pays qui, à l'égard des exportations françaises à droits consolidés, se sentaient suffisamment protégés par la marge entre les prix pratiqués sur leurs marchés et ceux du marché français. La seule solution restait donc la dénonciation des accords comportant des consolidations. Mais, outre le

1. D'autres mesures exceptionnelles de défense, dont l'exposé détaillé déborde le cadre de cette étude, furent également décidées au cours de l'année 1931. Le 1^{er} août, un décret posait le principe de l'application d'une surtaxe compensatrice de l'écart des changes à l'égard des importations originaires de pays à monnaie dévaluées par rapport à leur pair légal. Cette mesure fut effectivement appliquée, en novembre et décembre 1931, à de nombreux pays dont la chute de la livre anglaise avait provoqué la dévaluation des monnaies.

danger d'une telle solution¹ qui nous mettait en guerre commerciale ouverte avec presque tous les pays d'Europe, la dénonciation ne pouvait se faire qu'avec des préavis souvent longs, dont le résultat certain eut été d'aggraver la situation du marché français. Or une solution urgente s'imposait.

D'autre part, la liberté tarifaire étant recouvrée par une dénonciation générale, est-il certain que les augmentations de droits corrélatives eussent été efficaces ? Pour qu'un droit de douane remplisse le rôle protecteur qui lui est assigné, il faut qu'il compense avec assez d'exactitude la marge qui existe entre le prix de revient du produit national et le prix de revient du produit similaire étranger. Cette marge pour certains produits était telle qu'il eût fallu augmenter les droits existants dans des proportions atteignant 300 et même 500 %. Des augmentations de droits aussi massives ne nous eussent-elles pas attiré des représailles aussi vives que celles que nous valurent les mesures de contingentement ?

Et surtout, devant l'intérêt vital qui se posait pour certains pays d'exporter coûte que coûte, des droits élevés eussent-ils réussi à éviter l'effet compensateur des primes directes ou indirectes à l'exportation ? Il est permis d'en douter.

D'ailleurs l'expérience des augmentations tarifaires pour les produits agricoles non consolidés, n'engageait pas le gouvernement français à persévérer dans cette voie. Les mesures prises depuis la fin de l'année 1929 s'étaient, pour la plupart, révélées inopérantes. Pour des produits, en faveur desquels étaient intervenues plusieurs augmentations successives, les importations n'en avaient pas moins continué leur rythme accéléré. Des exemples pourraient être recherchés tout au long de la nomenclature douanière française. Il nous suffira d'en rapporter un, des plus caractéristiques : il concerne les importations de porcs vivants. L'augmentation des importations et la chute des cours

1. Adhéodat Boissart : *Rapport au Conseil National économique* : « Quant au maintien de nos accords commerciaux, il pouvait paraître moins dangereux pour notre exportation qu'une dénonciation générale ».

pendant le premier semestre de l'année 1930 avaient conduit le gouvernement français à décréter, le 18 juillet 1930, des relèvements tarifaires sur les porcs vivants et les produits dérivés du porc. Sur les porcs vivants, l'augmentation atteignit 33 % et porta de 75 frs à 100 frs les 100 kg. vif les droits au tarif minimum. Un deuxième décret du 26 mars 1931 porta ces mêmes droits à 150 francs le quintal vif. Et pourtant, le rythme des importations ne fit que s'accélérer :

1 ^{er} semestre	1930 :	93.962	quintaux.
2 ^e semestre	1930	164.224	—
1 ^{er} semestre	1931	209.465	—
Trimestre (Août, septembre, octobre 1931)		169.639	—

C'est que le porc valait, dans certains pays de l'Europe centrale de 3 francs à 3 francs 50 le kilo, alors qu'en France il coûtait encore 6 francs le kilo minimum. Pour réaliser une protection efficace du marché français des porcs, un droit de 300 francs à 350 francs le quintal eût été nécessaire. Que de protestations, aussi bien à l'intérieur qu'à l'extérieur, une telle augmentation n'eût elle pas provoquées !

Il eût donc fallu en fait, pour arrêter l'afflux général des importations, adopter des tarifs absolument prohibitifs. Le gouvernement s'y serait sans doute résigné, quitte à porter un coup mortel à l'exportation française, s'il n'avait jugé, à tort ou à raison, qu'il y avait dans l'arsenal de la législation douanière française, un instrument de protection aussi efficace mais beaucoup moins nocif : le contingentement des importations.

Que permettait, aux yeux des innovateurs, le système dont nous aurons plus loin à décrire les modalités d'application ? Ses avantages sont résumés dans le rapport au Président de la République du 27 août 1931.

On trouve d'abord, dans ce document, cette affirmation, devenue banale à ce moment-là, qu'il fallait arrêter à tout prix l'afflux des importations étrangères et diminuer de ce fait le déficit de notre balance commerciale.

On y trouve également énoncées les raisons qui militaient aux yeux des promoteurs du système du contingentement,

pour l'adoption de ce système de préférence à une élévation massive et générale des droits de douane. Tout d'abord, on estimait très dangereux de dénoncer brutalement tous les accords en vigueur, les circonstances qui nécessitaient la fermeture des frontières françaises devant être, sans nuls doute, temporaires. En second lieu, on doutait de l'efficacité des relèvements de droits.

Enfin et surtout, on pensait que le nouveau système ne provoquerait pas un renchérissement du coût de la vie, alors que les droits de douane se seraient inévitablement incorporés aux prix de vente. Nous verrons, dans le courant de cette étude, ce qu'il faut retenir de ce dernier argument, si volontiers mis en relief au moment des premières mesures de contingentement.

ANNEXE

Tableau des principales Mesures Législatives prises en faveur de l'Agriculture française de Décembre 1929 à Juillet 1931

- Loi du 1^{er} décembre 1929* relative au commerce des blés (promulguée au *J.O.* du 4 décembre 1929).
- Loi du 1^{er} janvier 1930*, sur les vins (promulguée au *J.O.* du 12 janvier 1930).
- Loi du 10 mars 1930*, relative à la protection des cultures contre les ravages des lapins de garenne (promulguée au *J.O.* du 12 mars 1930).
- Loi du 1^{er} avril 1930*, prorogeant jusqu'au 31 juillet 1930, l'application des dispositions de l'art. 4 de la loi du 1^{er} décembre 1929 relative au commerce des blés (*J.O.* du 2 avril 1930).
- Loi du 19 avril 1930*, portant adoption de mesures destinées à améliorer le marché des vins (promulguée au *J.O.* du 20 avril 1930).
- Loi du 30 avril 1930*, tendant à modifier les lois du 11 juin 1909 et du 31 mars 1928, relatives au renouvellement et au réajustement du régime des encouragements spéciaux à la sériciculture et à la filature de la soie (promulguée au *J.O.* du 1^{er} mai 1930).
- Loi du 30 avril 1930*, tendant à la constitution d'un stock permanent de blé et farines et à l'institution d'une prime des conservation (promulguée au *J.O.* du 1^{er} mai 1930).
- Loi du 9 août 1930*, concernant les tromperies sur l'origine des noix (promulguée au *J.O.* du 14 août 1930).
- Loi de décembre 1930*, portant autorisation d'engagements de crédits pour l'électrification des campagnes.
- Loi du 28 février 1931*, portant modification des art. 2 et 3 de la loi du 16 avril 1897, modifiée par la loi du 23 juillet 1905, concernant la répression de la fraude dans le commerce du beurre et la fabrication de la margarine. (promulguée au *J.O.* du 3 mars 1931)

- Loi du 19 mars 1931*, autorisant la réalisation immédiate de certaines dépenses relatives aux routes, ports maritimes, voies navigables, travaux d'adduction d'eau, électrification, enquête agricole, etc... par anticipation sur les dotations à ouvrir par la loi sur le perfectionnement de l'outillage national (promulguée au *J.O.* du 20 mars 1931).
- Loi du 26 mars 1931*, tendant à exiger l'indication de leur origine pour les miels importés (promulguée au *J.O.* du 27 mars 1931).
- Loi du 17 mars 1931*, tendant à admettre les petits artisans au bénéfice des prêts à long terme du crédit agricole (promulguée au *J.O.* du 19 mars 1931).
- Loi du 30 mars 1931*, facilitant par de nouvelles avances de l'Etat l'attribution de prêts à moyen terme, en application de la loi du 5 août 1920 sur le crédit mutuel et la coopération agricole, en vue de favoriser l'intensification de la production agricole (promulguée au *J.O.* du 1^{er} avril 1931).
- Loi du 31 mars 1931*, portant ouverture d'un crédit de 17.20.000 frs. au titre du budget Ministère de l'Agriculture, art. 34 *ter*, pour subvenir aux dépenses nécessaires à la constitution et à l'entretien d'un stock de blés et de farines prévu par la loi du 30 avril 1930 (promulguée au *J.O.* du 9 avril 1931).
- Loi du 5 avril 1931*, tendant à accorder pour cinq ans une prime au grainage français, compensatrice de l'absence des droits de douane (promulguée au *J.O.* du 9 avril 1931).
- Loi du 2 avril 1931*, tendant à doubler pour trente ans les primes à la sériciculture et à la filature françaises, par modification des art. 1^{er} et 2 de la loi du 30 avril 1903 modifiant celles du 11 juin 1909 et du 31 mars 1928 (promulguée au *J.O.* du 9 avril 1931).
- Loi du 15 avril 1931*, tendant : 1§ à modifier certains droits de douane ; 2§ à modifier le régime de l'admission temporaire des sucres ; 3§ à étendre aux sucres les dispositions de l'art. 11 du décret du 28 décembre 1926 codifiant les textes législatifs concernant les douanes (promulguée au *J.O.* du 19 avril 1931).
- Loi du 4 juillet 1931*, portant création d'un système d'encouragement à la production du lin en France (promulguée au *J.O.* du 5 juillet 1931).
- Loi du 4 juillet 1931*, relative au commerce de la chicorée (promulguée au *J.O.* du 5 juillet 1931).
- Loi du 4 juillet 1931*, tendant à autoriser provisoirement les coopératives de meunerie à employer des blés exotiques (promulguée le 5 juillet 1931).
- Loi du 4 juillet 1931*, sur la viticulture et le commerce des vins (*J.O.* du 5 juillet 1931).
-

DEUXIEME PARTIE

Le fonctionnement du Contingement

CHAPITRE PREMIER

Principes généraux et évolution du système du Contingentement

Définition et antécédents. — Principes de son fonctionnement
Base légale. — Evolution depuis 1931.

On peut définir le contingentement : « le procédé consistant à limiter en valeur ou en quantité, pour une période donnée, les importations de marchandises de toute origine ou de certaines seulement »¹. Cette limitation peut se faire en quantité (généralement en poids, mais aussi en sêtes ou en wagons), en valeur (cas pratiquement rare) ou enfin en pourcentage (de la récolte française, d'une quantité totale mise en œuvre dans une industrie², etc.). Actuellement, ce procédé brutal de protectionnisme est érigé en système et généralisé dans la plupart des pays du monde : son origine est d'ailleurs ancienne. Pendant la guerre, notamment, on fit systématiquement appel « à des mesures de contingentement des importations semblables à celles appliquées aujourd'hui (c'est-à-dire dans lesquelles est fixée une limite stricte aux quantités de marchandises étrangères

1. W. Oualid : *Les nouvelles techniques de la politique commerciale*, *Revue d'économie politique*, mars-avril 1933, p. 319.

2. Oléagineux et chicorée.

pouvant passer la frontière »¹). Sans nous attacher aux formes diverses de ce procédé², signalons que, depuis la guerre, l'application en a été faite aux rhums, par le décret du 31 décembre 1922, aux pétroles par la loi du 30 mars 1928, à certains produits de l'importation soviétique par le décret du 3 octobre 1930. Pendant l'année 1931, le régime des autorisations d'importation, en honneur pendant la guerre, réapparaît pour les engrais azotés (décret du 5 mai) et pour les houilles et combustibles dérivés (décret du 10 juillet). Mais la limitation des importations à un chiffre préablement fixé intervient seulement avec le décret du 27 août 1931, appliqué aux vins et aux bois : c'est là, véritablement, le premier décret de contingentement. Depuis cette date, le procédé nouveau a fait du chemin : étendu à un certain nombre de produits agricoles essentiels par le décret du 30 septembre 1931, il intéresse, à l'heure actuelle, plus de 150 postes agricoles³ et plus de 1.200 postes industriels.

Devant cet essort prodigieusement rapide d'un procédé de défense aussi exceptionnel, on peut se demander comment le contingentement est créé dans chaque cas, quel est le principe de son fonctionnement, sur quelle base juridique il se fonde et, enfin, quelles sont les grandes lignes de son évolution jusqu'aux premiers mois de l'année 1934.



Nous avons déjà vu dans quelles conditions l'agriculture française fut amenée à faire appel aux mesures de contingentement. Devant l'envahissement du marché français par des produits étrangers vendus à bas prix, et dans l'impossibilité de recourir à une protection tarifaire généralisée

1. J. Weiller : *Le contingentement et la politique commerciale*, Revue des études coopératives, octobre-décembre 1932, p. 3.

2. V. notamment *Les contingents douaniers, de portée toute différente*. J. Weiller article cité, p. 4. à 6.

3. V. en annexe, le tableau des contingents agricoles institués entre le 27 août 1931 et le 1^{er} juin 1934.

sans dénoncer les accords commerciaux en vigueur, le Gouvernement français entrevit le salut de l'agriculture dans une limitation quantitative des importations. Mais ce qui n'était en 1931 qu'une mesure de sauvegarde devait progressivement perdre ce caractère pour devenir une méthode de protection et d'organisation de la production nationale. Dès lors, on contingente sans mesure, non seulement les entrées des produits menaçant directement la production intérieure, mais aussi celle des produits succédanés et des produits dérivés. Si le marché des céréales secondaires apparaît en difficultés, on limite les importations de maïs étrangers, afin que la consommation se reporte sur l'orge, le seigle ou l'avoine. On contingente les entrées de bananes, parce que ce fruit est susceptible de faire une concurrence dangereuse aux fruits de la métropole. Engagé dans cette voie, il était difficile au Gouvernement français de s'arrêter en chemin : à l'heure actuelle ¹, tous les produits agricoles ou presque sont soumis aux mesures de contingentement.

La procédure est simple. Un décret pris en vertu de l'art. 17 des lois de douane codifiées, pose le principe du contingentement. Puis, des arrêtés trimestriels ou semestriels précisent les conditions d'application du décret précédent. Enfin, par des avis aux importateurs, on porte à la connaissance des intéressés tous renseignements indispensables.

Récemment, pour lutter contre le protectionnisme abusif et pour assurer la coordination des divers départements ministériels, le décret du 13 mars 1934 a créé une commission interministérielle ² pour décider de toute création, suppression ou modification de contingents. Il est à souhaiter que cette commission entreprenne la révision de tous les contingents actuellement en vigueur pour supprimer ceux qui auront été reconnus inutiles ³.

1. mai 1934.

2. Cette commission comprend : le Président du Conseil, Président, et les Ministres des Affaires Etrangères, des Finances, des Travaux Publics, du Commerce, de l'Agriculture, des Colonies et de la Marine Marchande.

3. Conclusion de l'Union Française des Industries exportatrices.



Comme tout régime brutal de restriction des échanges, le contingentement est susceptible de léser gravement certains intérêts nationaux ou étrangers. La question se pose ainsi d'en déterminer avec précision le champ d'application et d'examiner les moyens de contrôle propres à en assurer le fonctionnement irréprochable.

Champ d'application territorial du contingentement

Le contingentement a pour objet de limiter les importations de toutes provenances sur l'ensemble du territoire douanier français. Des précisions doivent cependant être apportées à ce principe général.

A) Dérogations à la frontière.

On admet, généralement, à la frontière douanière, des dérogations en faveur de marchandises introduites par petites quantités, sous réserve que ces marchandises sont destinées, non pas à la revente, mais à la consommation personnelle des transporteurs.

D'autre part, dans le but de respecter des courants commerciaux traditionnels, on accorde parfois des contingents frontaliers réduits, bénéficiant d'un régime simplifié à l'extrême. Pour un produit déterminé et pour une période donnée, on évalue¹ les besoins de la zone frontalière française ; on dépose, au bureau de douane le plus proche, une licence globale à l'usage des revendeurs frontaliers qui peuvent ainsi, sans autre formalité, continuer leur trafic jusqu'à épuisement total du contingent alloué.

B. Régime des colonies, protectorats et mandats :

Le contingentement ne s'applique pas dans les colonies, protectorats et mandats, sauf l'Algérie. Les colonies fran-

1. D'après les renseignements généralement fournis par les Directeurs des Services agricoles des Départements intéressés.

çaises peuvent donc importer de l'étranger, sans limitation de quantité.

Par ailleurs, la restriction des importations ne s'applique pas en principe aux produits en provenance de nos colonies. Des précautions doivent être prises pour éviter que des produits étrangers ne pénètrent sur le territoire douanier français par l'intermédiaire de nos possessions coloniales.

Devant l'afflux des importations de certains produits en provenance de nos colonies, on a songé un moment à contingenter ces importations. Cette idée semble heureusement avoir été définitivement abandonnée. On a cependant largement étendu le système des contingents coloniaux admis en franchise ou à droits réduits sur le territoire douanier français.

C) *Régime spécial de la Sarre*

Provisoirement et jusqu'au plébiscite de l'année 1935, la Sarre est comprise à l'intérieur du territoire douanier français. Le régime du contingentement doit donc normalement s'y appliquer comme aux autres départements français.

Toutefois, pour le bétail notamment, il est souvent prévu des contingents spéciaux au bénéfice de la Sarre. Ces contingents sont alors répartis par les soins de la Commissions des Dérogations qui siège à Sarrebruck, et un contrôle est organisé à la frontière franco-sarroise pour éviter les détournements de contingents¹. Enfin, par le décret du 19 août 1933, un régime spécial est institué pour l'application et la perception, dans la Sarre, des taxes sur les licences d'importation².

Champ d'application quant aux entrées soumises au contingentement

Un produit étant contingenté à son entrée en France, la mesure devrait s'appliquer à toutes les importations

1. En pratique, ce contrôle est très difficile à effectuer et les détournements de contingents sont assez nombreux.

2. V. *infra*, p. 130.

effectuées à dater du décret de contingentement. Ce principe général a toutefois soulevé des difficultés pour les marchandises «flottantes», au moment de la mise en vigueur du régime nouveau à l'importation. Il a été également nécessaire de prévoir certaines exonérations ou dérogations.

A. *Exonérations ou dérogations dans certains cas d'espèces.*

Nous avons déjà vu que le contingentement ne s'appliquait pas aux marchandises transportées par des particuliers, en petites quantités et pour leur consommation personnelle. Cette exonération est également étendue aux expéditions à l'adresse des membres du corps diplomatique et de leurs familles et, d'une façon plus générale, aux petits envois à caractère non commercial (colis postaux). Au surplus des dérogations ont été prévues :

- a) pour les marchandises saisies par la douane et mises en vente publique par ses soins ;
- b) pour les importations destinées à des usages scientifiques (Institut agronomique, Museum etc...)
- c) pour les marchandises destinées à des usages non commerciaux et dont l'importation est justifiée par un certain intérêt agricole ¹ : oeufs à couvrir, animaux reproducteurs de race pure, trains de culture, etc...

B. *Marchandises flottantes.*

Lors des premières mesures de contingentement, aucune disposition transitoire ne fut prévue en faveur des marchandises déjà acheminées à destination de la France. Devant la protestation des pays étrangers ², un avis aux importateurs du 18 décembre 1931, étendit aux marchandises flottantes les mesures transitoires prévues pour l'applica-

1. Cette dérogation tend à devenir de plus en plus exceptionnelle

2. « Les gouvernements étrangers se sont élevés au sujet des restrictions à l'importation, beaucoup moins contre le principe même de ces mesures que contre la manière dont nous les avons appliquées, et, en particulier contre l'absence de dispositions transitoires au moment de l'épuisement des contingents. (Note du Quai d'Orsay).

tion de la loi de cadenas. Ces marchandises sont donc exemptes des mesures de restriction si elles sont « mises en route directement d'Europe à destination de la France à une date antérieure à celle où le contingentement est devenu obligatoire ». Pour bénéficier de cette clause transitoire, les importateurs doivent faire la preuve que les marchandises dont ils sollicitent l'entrée en France, ont été expédiées avant la date d'application de la mesure, soit par la présentation des connaissements directs ou des lettres de voiture, soit de façon plus générale, au moyen de tous documents susceptibles d'attester dans chaque cas la date de l'embarquement et la destination de la cargaison.

Cependant, si l'importation des marchandises bénéficiant de la clause transitoire échappe à la limitation quantitative¹, elle reste généralement soumise à la présentation des licences d'importation et au paiement de la taxe sur ces licences. (Voir notamment le décret du 28 décembre 1933)². Enfin, les importations de marchandises flottantes sont imputées sur le montant du contingent global.

Procédés de contrôle du contingentement

Le contrôle a été progressivement amélioré et les phases de son perfectionnement ont coïncidé avec l'organisation de la répartition du contingent aux importateurs nationaux³.

a) Au début, aucun contrôle spécial n'a été prévu. Les 300 bureaux de douane ont continué, comme auparavant, à relever les entrées, et, tous les dix jours, ont adressé leurs observations à la Direction Générale des Douanes. Une

1. La question des régimes suspensifs de droit n'a soulevé aucune difficulté. Le contingentement ne saurait en effet s'appliquer ni au transit, ni à l'admission temporaire. Quant aux marchandises en entrepôt, considérées comme étant encore sur le territoire étranger, elles sont frappées par le contingentement lors de la déclaration pour la mise à la consommation.

2. L'emploi de la licence d'importation est utile pour une juste répartition entre les importateurs français. Cependant, il est permis de s'étonner de la perception de la taxe. Il serait plus logique de lui appliquer aussi le régime de dérogation, par assimilation au régime transitoire prévu pour l'application des augmentations tarifaires par décret de cadenas. Le Gouvernement français, semble-t-il, a voulu ainsi marquer la différence de nature qui doit être faite entre le droit de douane et la taxe sur les licences d'importation.

3. V. *infra*, chap. IV, p. 115 et suiv.

dizaine de jours s'écoulaient avant que l'on pût connaître les résultats globaux des importations effectuées pendant la décade précédente ; de la sorte, les dépassements étaient aussi fréquents que massifs.

b) Avec la mise en vigueur du système des autorisations d'importation, les dépassements sont rendus rigoureusement impossibles, car l'Administration des Douanes n'autorise l'accès du territoire français que pour le montant des quantités portées sur les duplicata d'autorisation qui lui sont adressées par les services distributeurs intéressés.

c) Les dépassements sont encore rendus théoriquement impossibles avec le procédé de la gestion des contingents par les Gouvernements étrangers. Les douanes françaises n'acceptent, en effet, les marchandises étrangères que si elles sont précédées d'un certificat de contingentement délivré par le Gouvernement du pays exportateur. Le Ministère français de l'Agriculture est tenu, au jour le jour, au courant des entrées, les bureaux des douanes lui adressant quotidiennement une copie de tous les certificats de contingentement.



La légalité du contingentement

Dès les premiers décrets de contingentement, la discussion s'engagea sur la question de la légalité des mesures nouvelles. Le Gouvernement n'avait, en effet, d'autre base que l'article 17 du décret du 28 décembre 1926 portant codification des lois douanières, aux termes duquel le droit lui est donné de « prendre d'urgence, dans les cas où les mesures arrêtées par les pays étrangers sont de nature à entraver le commerce français, toutes dispositions appropriées aux circonstances »¹. L'opinion de la doctrine a été

1. Sur la légalité des mesures de contingentement, v. notamment, E. Allix *Sans-fil* du 16 septembre 1931, Roger Picard, *Le Capital* (supplément économique), 5 mars 1932 ; Truchy : *La Capital*, du 5 avril 1932 ; Jean Proix : *Rapport au Congrès du commerce des produits contingentés* (juin 1932) ; Lautmann, *Quelques aspects nouveaux du protectionnisme en Europe*, Thèse Paris, 1933, p. 28 ; Angelini : *La politique du contingentement des importations*, Thèse Paris, 1932, p. 104.

à peu près unanime pour décider que le texte précédent ne peut être invoqué en l'absence de mesures positives et directes, et qu'en aucune façon ce texte de représailles ne saurait légitimer une mesure s'appliquant sans exception à tous les pays étrangers. Le Gouvernement français d'ailleurs a semblé reconnaître la fragilité de la base juridique sur laquelle il s'était appuyé : son excuse est d'avoir voulu parer au plus pressé, sans perdre un temps précieux sur le choix des moyens. Il apparaît même, qu'en janvier 1932, il n'a accordé aux pays étrangers la gestion de leurs contingents que par crainte de pourvois devant la Cour Arbitrale de La Haye.

A l'heure actuelle, la discussion a perdu de son intérêt. Des lois ont ratifié quelques mesures de contingentement, sans que le Parlement, au cours des débats, ait soulevé la question d'illégalité. Au surplus, les lois du 28 février et du 24 décembre 1933 sur les taxes de licences semblent avoir donné officiellement une existence légale au système.

Cependant, des pourvois, en instance devant le Conseil d'Etat, ont été formés contre les décrets de contingentement. En ce qui concerne les pourvois formés avant la première loi de ratification, l'argument précédent ne saurait prévaloir. Dès lors, le Gouvernement semble plutôt opposer « l'état de nécessité », et les observations présentées par le Ministère de l'Agriculture au Conseil d'Etat portent que « le Chef de l'Etat, en prenant des décrets de contingentement n'a fait qu'user de son pouvoir réglementaire général pour assurer, comme la loi constitutionnelle lui en fait un devoir, le fonctionnement des services publics au point de vue particulier de l'Economie française ».

*
* *

Evolution historique du contingentement

Il semble que l'on puisse distinguer trois grandes phases dans l'évolution de la politique du contingentement.

a) La première phase de tâtonnement et de mise au point est celle de l'institution des premières mesures

(août-décembre 1931). Le contingentement, essentiellement provisoire, est uniquement un procédé exceptionnel de sauvegarde. Il est appliqué à un nombre limité de produits agricoles considérés comme vitaux (bois, vins, bétail, et viandes, produits laitiers).

Les procédés techniques sont rudimentaires : aussi devant les réclamations véhémentes des pays étrangers et des importateurs nationaux, se préoccupe-t-on d'en améliorer le fonctionnement. C'est durant cette période que sont décidées les premières répartitions entre pays, et instituées les autorisations d'importation au bénéfice exclusif des anciens importateurs. En même temps, on règle le sort des marchandises flottantes et on confie, à certains pays étrangers, la gestion de leurs contingents.

b) La deuxième phase, phase protectionniste et conservatoire, s'étend de janvier 1932 au milieu de l'année 1933. Le contingentement est toujours considéré comme un procédé temporaire, mais de procédé exceptionnel de sauvegarde, il se transforme en une méthode normale de protection. On l'emploie, de préférence au droit de douane, pour protéger le marché français. Son application prend ainsi une extension considérable, s'étend à de très nombreux produits industriels et à la presque totalité des produits agricoles.

Cependant, dans l'attente de jours meilleurs, on se préoccupe d'en diminuer les répercussions. On « cristallise le commerce » : aux pays étrangers, on alloue des contingents au prorata de leurs importations antérieures et il n'est pas possible à de nouveaux pays de trouver des débouchés sur le marché français. Pour la répartition aux importateurs, on ne prend en considération que les demandes des postulants pouvant justifier d'importations antérieures à la mise en vigueur du système du contingentement.

c.) Enfin, dans le courant de l'année 1933, s'ouvre une phase nouvelle, que l'on peut appeler la phase du commerce dirigé : Le contingentement, perfectionné au point de vue technique, cesse d'être uniquement un procédé de défense pour devenir un moyen d'action, un organe de direction économique et d'influence gouvernementale. Le procédé

apparaît de moins en moins comme temporaire ; il faut l'organiser en tenant compte de cette idée nouvelle.

Cette tendance se manifeste dans les sens les plus divers :

— Dans l'ordre international, on retire aux pays anciens importateurs le bénéfice des contingents sans contre-partie. Et la décision interministérielle du 1^{er} septembre 1933 permet au gouvernement de négocier 75 % des contingents globaux, pour les attribuer aux pays offrant des facilités à l'exportation française.

— Dans l'ordre commercial interne, il ne semble plus admissible que le commerce d'importation soit réservé à quelques importateurs privilégiés. On projette d'instituer la mise en adjudication des autorisations d'importation ; on commence, en janvier 1934, à admettre des maisons nouvelles dans la répartition de certains contingents. Et il est vraisemblable que la part réservée aux anciens importateurs sera de plus en plus réduite. En même temps, on se servira des contingents pour régulariser le marché français : la combinaison des taxes sur les licences et des droits de douane permettra d'agir sur les prix ; la constitution obligatoire de stocks de sécurité permettra de stabiliser les offres sur le marché.

— Dans l'ordre fiscal, enfin, on généralise l'institution des taxes sur les autorisations d'importation. Et le gouvernement français, en inscrivant explicitement au budget le produit de ces taxes, semble bien vouloir affirmer que le contingentement a perdu le caractère temporaire qu'il avait lors de sa mise en vigueur, pour devenir un procédé stable de direction de l'économie.

Trois questions essentielles sont posées par le contingentement : la fixation du contingent global, la répartition de ce contingent aux pays étrangers, sa répartition aux importateurs nationaux. Nous allons maintenant entrer dans le détail de la technique du nouveau régime des importations, en examinant comment sont effectuées, pour les produits agricoles, cette fixation et ces répartitions.

**LISTE DES DECRETS DE CONTINGENTEMENT
DES PRODUITS AGRICOLES**

Numéros du tarif	Désignation des produits	Date du décret de contingentement
37	Beurres	30 / 9/31
38	Miel et succédanés	27 / 4/33
Ex. 51	Huiles de baleine et graisses de poissons ..	28 /12/33
69	Avoine	26 / 8/33
70	Orge	16 / 9/32
71	Seigle.....	26 / 8/33
72	Maïs.....	8 / 3/33
73	Sarrasin	26 / 8/33
74	Malt entier et farines	26/10/32
80	Légumes secs	28/12/33
80 bis	Farines de légumes secs.....	28/12/33
81	Marrons et châtaignes	16/10/32
82	Dari, millet, alpiste	26 / 8/33
83	Pommes de terre à l'état frais.....	8 / 7/32
Ex. 84 A	Fruits de table frais	28 / 7/32
Ex. 85	Noix.....	28/12/33
91	Sucres des pays étrangers	5 /12/31
Ex. 110 A	Huiles fixes pures nonhydrogénées destinées à la fabrication des graisses aliment. — autres que celles destinées à la savon- nerie(de maïs)	28 /12/33 26 / 9/33
Ex. 110 B	Huiles fixes pures ayant subi l'hydrogéné- tion : autres que celles destinées à la savonnerie	28 /12/33
111 bis A	Graisses végétales alimentaires	28 /12/33
111 bis B	Graisses végétales destinées à la fabrica- cation des graisses alimentaires	28/12/33
115	Gemmes et résines	24 / 6/32
116	Essences de térébenthine	24 / 6/32
128	Bois communs ronds bruts	27 / 8/31
128 bis	Bois équarris ou sciés.....	27 / 8/31
133	Bois de mines	27 / 8/31
165	Sons de toutes sortes de grains	16 / 9/32
Ex. 166	Tourteaux de graines oléagineuses	28/12/33
Ex. 166 bis	Tourteaux de maïs contenant moins de 50 % d'amidon.....	8 / 3/33
Ex. 158 A	Légumes frais	
	Oignons autres que les oignons à repiquer Oignons à repiquer de moins de 22 mm. de diamètre	8 / 7/32
158 bis	Choux à choucroute.....	28/12/33
Ex. 170 A	Plantes vivantes de serre chaude et plantes vivantes de serre froide	14/10/32
Ex. 170 B	Plantes à massif dites plantes molles	14/10/32
Ex. 170 C	Oignons à fleurs, plantes bulbeuses, jacin- thes, tulipes, plantes à rhizomes, mu- guet et plantes de catégories similai- res.....	2 / 2/32

**LISTE DES DECRETS DE CONTINGENTEMENT
DES PRODUITS AGRICOLES**

Numéros du tarif	Désignation des produits	Date du décret de contingentement
Ex. 170 D	Fleurs naturelles, coupées, forcées ou non forcées, de toute espèce, quel que soit le mode d'emballage, en bouquets ou autrement importées	18 / 11 / 31
Ex. 170 F	Plantes vivantes de pépinières, arbres et arbustes forestiers, fruitiers et d'ornement (y compris les rosiers) et jeunes plants des mêmes végétaux, plantes vivaces de pleine terre	14 / 10 / 32
171	Moûts de vendange et jus de raisins frais	27 / 8 / 31
Ex. 171 bis	Vins (autres que les vins de liqueur et assimilés)	27 / 8 / 31
597	Pièces de charpente et de charonnage façonnées	27 / 8 / 31
600	Bois rabotés	—

CHAPITRE II

La fixation du contingent global

Le principe — Son application pratique — Le choix de la période pour laquelle son fixés les contingents.

Le contingentement, ayant pour but de limiter les importations étrangères au complément indispensable de l'offre des produits nationaux, suppose la fixation préalable de l'étendue des besoins de la consommation pour une période donnée. Ces besoins étaient évalués, la production nationale et les exportations étant connues, les contingents seront théoriquement déterminés par l'identité suivante :

besoins de la consommation = offre nationale (product.-exportat) + importat.

Tel serait du moins le principe à suivre : son énonciation est facile, mais son application pratique a cependant soulevé les plus grosses difficultés. C'est que l'équation précédente suppose l'appréciation préalable de trois éléments, besoins, production, exportations, dont le montant ne saurait être déterminé par aucune méthode précise, tant sont changeantes les conditions de l'activité économique. Les besoins, tout d'abord, peuvent être évalués au moyen d'une approximation qui consiste à en calculer l'importance d'après les statistiques de la consommation, pour une période antérieure considérée comme normale. Mais cette méthode, faussement scientifique, suppose que tous les facteurs qui déterminent ces besoins ou en assurent

la satisfaction, restent eux-mêmes immuables dans le temps. C'est méconnaître singulièrement le rôle des variations du revenu ou l'influence, pour les denrées alimentaires, de la « mode médicale » (développement de la consommation de la banane, de l'orange ou du sucre ; restrictions dans la consommation de l'œuf, si longtemps considéré comme aliment par excellence). Tout au plus, dans cet ordre d'idées, peut-on admettre la stabilité relative de la consommation des produits alimentaires de première nécessité comme le pain, le lait ou la viande. La production agricole moins encore que les besoins, ne saurait donner lieu à une évaluation anticipée, car elle peut subir de brusques variations du fait des conditions climatiques ou de l'influence des cours pratiqués sur le marché¹. Quant aux exportations, leur importance ne peut également être préfixée par suite du développement général des prohibitions totales ou tarifaires.

L'incertitude règnerait donc pour la détermination de chacun des facteurs de l'équation des besoins. Dès lors, tout en respectant le principe que les importations étrangères doivent être limitées au strict complément de la production nationale, une méthode empirique a dû être adoptée pour la fixation des contingents globaux. On se base, non plus sur une évaluation incertaine des besoins de la consommation, mais inversant les données du raisonnement précédent, on pose le principe que la connaissance des importations étrangères pendant une période considérée comme normale doit permettre d'aboutir au moyen de corrections appropriées, à une approximation satisfaisante. Telle est aussi incertaine dans ses données qu'artificielle dans son principe², la méthode pratiquée en France : l'estimation des corrections nécessaires aux moyennes de la

1. La production laitière, par exemple, peut être utilisée pour la consommation directe, l'alimentation du bétail, la fabrication des beurres, des fromages, des laits condensés. Si une hausse des cours se produit sur le marché des beurres, une partie des laits de consommation ou des laits de fromagerie sera détournée vers la fabrication des beurres, dont la vente est temporairement plus rémunératrice. V. *supra*, p. 28.

2. Voir l'appréciation sévère de M. Edgar Allix dans le *Journal des Économistes*, 15 février 1933, p. 159, « Le régime du contingentement ».

période de base, laissant, par ailleurs, le champ ouvert aux évaluations les plus arbitraires.

*
* *

Le choix de la période sur laquelle est calculée la moyenne des importations étrangères a varié depuis l'époque de la mise en vigueur du contingentement. Pour la fixation des contingents du quatrième trimestre 1931, on a tenu compte de la moyenne des importations en France, pendant les cinq dernières années 1926 à 1930 inclus. Toutefois, pour les produits qui, depuis 1926, ne faisaient pas l'objet d'une désignation spéciale au tarif des douanes, on a pris la moyenne des années à partir desquelles la marchandise a fait l'objet d'une rubrique au tarif (exemple : viandes préparées, jambons, salamis, etc.).

Pendant l'année 1932, les importations étrangères ont été calculées sur la moyenne des quatre années 1927 à 1930 et du 1^{er} semestre 1931. Il faut ajouter qu'il serait impossible de donner une règle générale pour les corrections qui ont été apportées aux chiffres des importations étrangères, lors de la fixation des contingents globaux. Des modifications (réductions ou augmentations) ont été opérées, sans règle fixe, en tenant compte des circonstances économiques particulières au marché de chaque produit : état de surproduction, sous-consommation, chute des exportations. Pour l'année 1933, les contingents ont été calculés en tenant compte à la fois des chiffres fixés pour les périodes correspondantes de l'année 1932 et des chiffres fixés pour la période immédiatement antérieure. Et ces chiffres ont été ensuite corrigés par la considération des besoins saisonniers. Comme exemple, nous allons exposer la méthode employée pour le calcul du contingent de fromages afférent au quatrième trimestre 1933. On a tout d'abord calculé en pourcentage, la variation des importations de fromages entre les troisièmes et quatrièmes trimestres pour la période moyenne 1928-1930. On a ainsi obtenu le chiffre de 9 % représentant l'augmentation moyenne des importations entre les troisièmes et quatrièmes trimestres

de la période de base précédente. Le contingent du troisième trimestre 1933 s'étant élevé à 26.500 quintaux, ce dernier chiffre augmenté de 9 %, soit 29.000 quintaux environ, a été adopté pour le contingent global de fromages du quatrième trimestre 1933.

Pour l'année 1934, on a adopté la méthode précédente, en prenant pour période de base des variations saisonnières, non plus les années 1928, 1929, 1930, mais les années 1929, 1930, 1931. Toutefois, cette période 1929-1931 coïncidant avec la période de l'afflux des importations étrangères, des corrections sont de nouveau apportées chaque fois que le coefficient d'augmentation entre un trimestre et l'autre est considéré comme anormal.

Il semble donc, en définitive, que les statistiques des importations antérieures soient d'une importance tout à fait relative. Le système des corrections, en effet, permet aux services compétents de n'en pas tenir compte, chaque fois que l'exige l'état du marché intérieur.

*
* *

Si aucune règle précise n'est suivie pour la fixation des contingents globaux, on a néanmoins tirés des conséquences très précises du principe que le contingent correspond strictement aux besoins du marché pendant la période pour laquelle ce contingent est fixé.

a.) pour la fixation du contingent global d'un trimestre, on ne tient pas compte des quantités non utilisées pendant le trimestre précédent.

b.) corrélativement, on n'admet généralement pas que des pays qui n'ont pas utilisé la totalité de leur contingent, importent les quantités non utilisées au-delà de la période de validité des autorisations délivrées.

c.) quand on institue un contingent nouveau, les quantités flottantes sont admises librement, à bénéfice de la clause transitoire ; mais ces quantités sont ensuite imputées sur le montant du contingent global, et la récupération des dépassements est opérée par pays. Ainsi, quand les importations de lentilles ont été contingentées, à partir du 1^{er}

janvier 1934, il n'a pas été fait de répartition entre pays importateurs pendant la durée du premier trimestre, parce que l'on ignorait les quantités qui pourraient être admises au titre du « flottant ». Et, le recensement du flottant ayant fait apparaître au profit du Chili des importations dépassant les quantités auxquelles ce pays eût pu prétendre dans la répartition du contingent global pour les neuf premiers mois de l'année 1934, il fut décidé que les importations chiliennes de lentilles ne seraient plus admises avant le 1^{er} octobre 1934, peut être même jusqu'au 1^{er} janvier 1935.

d.) toujours en vertu du même principe, on décide souvent, au moment de l'institution d'un contingent nouveau, que la fixation du contingent global tiendra compte rétroactivement des importations effectuées au cours de la période qui précède la mise en vigueur du contingentement. C'est ce qui arrive généralement, quand les importateurs, en prévision de la mesure nouvelle, se sont hâtés d'assurer leur approvisionnement pour une longue période. Ainsi, quand le contingentement des beurres, abandonné en octobre 1932 à la suite d'une augmentation massive du droit de douane, fut de nouveau institué par le décret du 8 mars 1933, il ne fut pas délivré d'autorisations d'importation au titre des deux premiers trimestres de l'année 1933 : deux avis aux importateurs ont successivement fait connaître que les quantités importées du 1^{er} janvier au 8 mars suffisaient à assurer la couverture des besoins du marché français jusqu'au 1^{er} juillet. Le même procédé fut également appliqué pour le maïs, contingentés à la date du 8 mars 1933 et pour le miel, contingenté à la date du 27 avril 1933.

e.) Enfin, si des circonstances diverses viennent à gêner l'approvisionnement du marché national pour certains produits, on admet, rendement pour rendement ou poids pour poids, des translations entre contingents de produits de même nature. C'est ainsi que le Ministre de l'agriculture peut autoriser, en cas de prohibition sanitaire, la conversion de tout ou partie des contingents de bétail sur pied en des contingents de viandes fraîches, sur la base de 50 kg de viande pour 100 kg de bœuf ou de mouton vif et de 80 kg

de viande pour 100 kg de porc vif. Dans un autre ordre d'idées, un arrêté du 15 avril 1934 a permis au Ministre de l'agriculture « d'autoriser pour des besoins industriels, le virement partiel ou total, poids pour poids, d'un poste à l'autre, des contingents des divers corps gras et produits dérivés visés à l'arrêté interministériel du 28 décembre 1933 ».



D'une manière générale, les contingents de produits agricoles sont fixés pour une durée de trois mois. Le choix de cette période vraisemblablement dû au hasard, lors de l'institution du contingentement, a été définitivement consacré par l'expérience comme étant, tout à la fois, le plus commode et le plus rationnel. Il fallait, en effet, éviter plusieurs écueils. La période doit être assez faible de façon à sauvegarder le principe d'après lequel les importations étrangères doivent toujours équilibrer, dans le temps, le déficit de la production nationale. Toutefois, cette période doit être suffisamment large et cela pour deux raisons : tout d'abord, le contingentement doit gêner, le moins possible, les transactions commerciales ; ensuite, les services distributeurs de licences doivent eux-mêmes disposer de délais minima, indispensables pour accomplir leur tâche de répartition avec régularité et minutie.

Le choix du trimestre, comme période pour la fixation et la répartition des contingents, semble concilier ces points de vue divergents. Et le gouvernement, pour les raisons que nous venons de citer brièvement, n'a pu accéder au désir formulé par certains pays étrangers ni, d'ailleurs à celui de la majorité des producteurs français. Des pays exportateurs ont, en effet, demandé que les contingents soient fixés pour une période d'un an et il faut reconnaître que cette méthode aurait eu les plus grands avantages au point de vue de la stabilité des échanges commerciaux. Quant aux producteurs français, ils ont estimé que les évaluations des contingents globaux devaient intervenir à des intervalles aussi rapprochés que possible,

afin de régulariser les offres sur le marché national ; sans modifier la période, satisfaction a été pratiquement donnée aux desiderata des producteurs, en ce sens que la répartition des autorisations aux importateurs est échelonnée, à l'heure actuelle, sur toute la durée du trimestre.

Toutefois, si le trimestre demeure la période adoptée pour la presque totalité des produits agricoles, il peut arriver que certains contingents soient fixés pour une plus longue période : le semestre par exemple. C'est généralement le cas des produits importés pour être mis en œuvre dans des industries complexes, où il est nécessaire de prévoir l'activité et les achats longtemps à l'avance. Les contingents de produits oléagineux, par exemple, institués au 1^{er} janvier 1934, sont valables jusqu'au 1^{er} juillet prochain. A cette date seulement, une nouvelle mesure interviendra à l'effet d'évaluer les besoins du marché pour le reste de l'année en cours.

CHAPITRE III

La répartition des contingents globaux entre les pays étrangers

Le contingent global une fois fixé, il faut en effectuer la répartition entre les divers pays étrangers. Les difficultés soulevées par les modalités de cette répartition ont été d'autant plus difficiles à aplanir que nous étions liés, avec la plupart de nos pays fournisseurs, par des accords qui contenaient tous la clause inconditionnelle et illimitée de la nation la plus favorisée. Comment concilier le respect des conventions commerciales que nous avons préféré ne pas dénoncer en 1931, avec le régime restrictif des échanges qui venait d'être institué ? Nous verrons ultérieurement que deux procédés de répartition furent successivement appliqués depuis le mois d'octobre 1931 : la répartition mathématique au prorata des importations antérieures et la négociation des contingents.

Nous allons auparavant examiner les raisons qui s'opposèrent à l'adoption d'un procédé, simple et rationnel en apparence : celui de la liberté des importations dans les limites du contingent global.

Ce procédé de répartition ou plutôt de non répartition ne fut jamais officiellement en vigueur ; dès les premières mesures de limitation des importations, il fut en effet décidé que la presque totalité des contingents agricoles serait distribuée entre les pays importateurs au prorata de leurs importations antérieures.

En fait, cependant, le système des importations libres dans les limites du contingent global fonctionna jusqu'aux premiers jours de novembre 1931. La répartition mathématique des contingents, ralentie du fait de la besogne considérable qu'elle nécessitait, ne fut effective qu'à cette date. En l'absence d'autres moyens de contrôle, les licences d'importation n'étaient pas encore adoptées, on dût admettre dans les premiers jours d'octobre les arrivages qui se présentaient à la frontière, en provenance de tous pays, et quelle que fut leur importance. Les calculs de répartition une fois au point, leur rapprochement d'avec les chiffres de l'administration des douanes permit de constater quels étaient les pays ayant déjà absorbé les contingents auxquels ils pouvaient prétendre jusqu'à la prochaine répartition. Le plupart de ces contingents étaient d'ailleurs dépassés et des avis aux importateurs en informèrent les intéressés.

La répartition mathématique des contingents n'entra donc pratiquement en application qu'au mois de janvier 1932. Cependant, si brève qu'ait été la période des tâtonnements, elle a suffi à faire condamner le principe des importations libres dans les limites du contingent global. Certes, ce procédé offre un avantage incontestable: les importateurs peuvent s'adresser à des producteurs étrangers librement choisis par eux et sont ainsi à même d'obtenir la meilleure qualité aux prix les plus bas. Mais, à un moment où l'on se préoccupait de concilier le système nouveau avec la clause de la nation la plus favorisée, on ne pouvait raisonnablement admettre que des pays lointains fussent évincés du marché français, du fait même de leur éloignement.

Le procédé de la liberté des importations dans les limites du contingent global, bien que paraissant théoriquement le plus rationnel et le plus avantageux, s'avérait inconciliable avec l'esprit de la clause de la nation la plus favorisée.



SECTION I

LE PROCÉDÉ DE LA RÉPARTITION MATHÉMATIQUE

Ce procédé de répartition, théoriquement en vigueur depuis le 1^{er} octobre 1931, fut mis en application pendant deux ans, jusqu'au 1^{er} octobre 1933.

Le principe en est simple : pour un produit déterminé, les contingents sont répartis de telle sorte que les nations étrangères puissent continuer à alimenter le marché français dans la même proportion qu'elles le faisaient pendant une période antérieure prise comme base. Lors des premières répartitions, la période de base adoptée fut la période 1927-1931. Le calcul des contingents fut cependant compliqué du fait que l'on tint davantage compte des importations effectuées pendant la période 1927-1929, considérée comme normale. Cette dernière période fut comptée pour 60 % tandis que les années 1930 et 1931 n'intervinrent que pour la répartition de 40 % du contingent fixé.

Pour nous rendre pratiquement compte de la méthode utilisée, nous allons examiner comment se fit la répartition du contingent de lapins domestiques vivants (N^o 14 *quinquiès* du tarif) pour le 1^{er} trimestre de l'année 1933. Ce contingent fut fixé à 150 quintaux.

On a commencé par totaliser les importations de lapins pendant les années 1927-1928 et 1929 ; ce total a été réparti en pourcentages entre les divers pays importateurs intéressés. On a ainsi constaté que l'approvisionnement du marché français avait été assuré : pour 61 % par la Belgique, pour 27 % par l'Italie, pour 12 % par les autres pays non dénommés.

On a effectué l'opération précédente pour les années 1930 et 1931, et les pourcentages suivants ont ainsi été obtenus : 43 % pour la Belgique, 50 % pour l'Italie, 7 % pour les autres pays.

Dès lors, on a réparti 60 % du contingent, soit 90 quintaux, en tenant compte des pourcentages obtenus pour la période 1927-1929.

Belgique	: 61 % de 90 Qx.	soit	55 Qx
Italie	: 27 % de 90 Qx	soit	24 Qx
Autres pays....	: 12 % de 90 Qx	soit	11 Qx

Les 60 autres quintaux, soit 40 % du contingent global, furent répartis en tenant compte des pourcentages obtenus pour la période 1930-1931 :

Belgique	: 43 % de 60 Qx	soit	26 Qx
Italie	: 50 % de 60 Qx	soit	30 Qx
Autres pays....	: 7 % de 60 Qx	soit	4 Qx

Finalement, en totalisant les résultats des deux opérations précédentes, le contingent de 150 quintaux de lapins domestiques vivants pour le 1^{er} trimestre de 1933 se trouve ainsi distribué :

Belgique	55 Qx +	26 Qx	=	81 Qx
Italie	24 — +	30 —	=	54 —
Autres pays	11 — +	4 —	=	15 —
Soit au total	90 — +	60 —	=	150 —

La même méthode fut appliquée à la presque totalité des produits agricoles contingentés pendant l'année 1931 et au début de l'année 1932. Cependant, il a pu arriver que l'on tînt compte, dans des proportions différentes, des deux périodes 1927-1929 et 1930-1931. C'est ainsi que, pour la répartition des contingents de bois commun, les années 1930 et 1931 intervinrent pour une proportion plus forte que les années 1927-1929.

Pour les produits contingentés depuis le mois de juillet 1932, la méthode précédente a été simplifiée : le calcul des pourcentages qui détermineront la part de chaque pays se fait uniquement en considération des importations des trois dernières années qui ont précédé la mesure de contingentement. Les contingents de légumes secs, par exemple, en vigueur depuis le 1^{er} janvier 1934, sont répartis d'après les statistiques d'importation des années 1931-1932 et 1933.



Pour la répartition des contingents, il a fallu tenir compte des trafics antérieurement détournés, c'est-à-dire effectués par l'intermédiaire de pays tiers. Avant la mise en application du système du contingentement, par exemple, des maisons belges d'exportation acheminaient vers la France de grosses quantités d'œufs et de volailles mortes qui provenaient des fermes hollandaises. Plus délicate encore s'est posée la question des fruits américains, généralement importés en France par l'intermédiaire de la Grande-Bretagne, de la Belgique ou des Pays-Bas. Comment tenir compte d'une telle situation de fait ?

Nous touchons ici au problème délicat de la discrimination, dans l'application du contingentement, de l'origine et de la provenance des produits importés. Le principe a toujours été admis que les contingents alloués aux divers pays étrangers s'appliquaient aux seuls produits originaires des pays visés. En ce qui concerne plus spécialement les produits agricoles, l'arrêté du 14 janvier 1932, concédant la gestion de leurs contingents à certains pays étrangers, est très explicite. Cet arrêté précise que « les dispositions de l'arrêté du 19 novembre 1931 subordonnant à une autorisation d'importation les produits contingentés par les décrets des 30 septembre et 10 novembre 1931, ne sont pas applicables aux marchandises *originaires* des pays avec lesquels un accord sera intervenu quant aux conditions d'exportation de ces produits vers la France ». Pouvait-on en effet, admettre, en matière de contingents, les assimilations, si fréquentes en matière tarifaire, et aux termes desquelles sont considérés comme expédiés en droiture les produits originaires d'un pays A, mais en provenance d'un pays B pour lequel nos droits d'entrée sont au moins aussi élevés que pour le pays A ? Les difficultés devaient naître inmanquablement.

La question, avons-nous dit, s'est posée avec acuité pour les fruits américains transités par les ports anglais, hollandais ou belges. En 1929, notamment, 70 % environ des fruits américains étaient considérés par la douane

comme provenant des trois pays précédents. Cette proportion diminua, par la suite, alors que des raisons d'ordre phytopathologique imposèrent la production d'un connaissance direct pour les importations de fruits originaires des Etats-Unis. Néanmoins, la controverse fut vive entre les Départements ministériels français intéressés, sur le point de savoir si les contingents de pommes et poires alloués aux trois pays transitaires seraient réduits pour tenir compte de l'origine des fruits importés en France pendant la période de base 1929-1931. Devant les protestations des pays visés, en particulier de la Belgique, désireuse de sauvegarder les intérêts du port d'Anvers, aucune décision ne put être adoptée pour trancher ce difficile problème.

On peut toutefois ajouter que la recherche d'une solution définitive incita fortement le Ministère français de l'Agriculture à demander l'abandon de la répartition mathématique des contingents et de la gestion par les pays étrangers.

A l'heure actuelle, depuis l'adoption de la négociation comme moyen de répartition des contingents, la question de l'origine des fruits importés en France est définitivement tranchée : les pays transitaires n'ont plus droit qu'à 25 % de leurs anciens contingents, et les quantités rendues ainsi disponibles sont négociées avec les pays susceptibles d'exporter directement à destination de la France.

A un autre point de vue, la question de l'origine et de la provenance des produits contingentés a été sur le point de soulever de réelles difficultés. Les colonies, protectorats ou mandats français, — que le contingent n'atteint pas —, pouvaient servir d'intermédiaires aux importations de produits agricoles étrangers et le problème s'est posé pour les importations considérables d'œufs en provenance de la Syrie et du Maroc. On a, dès lors, imposé à nos colonies « l'obligation de s'assurer, le cas échéant, que les marchandises étrangères de la nature de celles contingentées en France ne peuvent, après avoir pénétré sur leur territoire, en être réexpédiées à destination de la Métropole ou de l'Algérie, sous une indication d'origine inexacte susceptible d'engendrer des abus ». En conséquence, ont été consi-

dérés comme étrangers et, comme tels contingentés, les produits importés par la voie d'une colonie française dont ils ont payé les droits.

*
* *

Le procédé de la répartition mathématique, dont les modalités d'application viennent d'être exposées, est apparu pendant longtemps comme le seul conciliable avec les accords commerciaux qui nous liaient aux pays exportateurs. Ce procédé de répartition offrait en effet l'avantage de paraître respecter la clause de la nation la plus favorisée¹, en conservant et cristallisant les conditions de concurrence précédemment offertes aux divers pays fournisseurs. Aussi, pouvait-on répondre aux nations qui se prétendaient lésées par nos mesures de contingentement : Votre exportation n'a été nullement discriminée puisque vous conservez la possibilité de participer à l'approvisionnement du marché contingenté, dans la même proportion que lorsque ce marché était libre. Dès que les circonstances permettront le retour à la liberté des échanges, vous retrouverez ainsi tout naturellement la place que vous occupiez sur le marché français. Et lorsque les difficultés sont nées sur le choix de la période de calcul des pourcentages, on a voulu pousser plus loin encore l'esprit de justice, en faisant la distinction entre la période 1927-1929 d'importations normales et la période 1930-1931 d'importations anormales. Ce qui permettait de satisfaire, à la fois, les Etats, anciens importateurs, et les Etats ayant conquis sur le marché français des débouchés nouveaux. Les intérêts des Etats anciens importateurs étaient sauvegardés, puisque, pour 60 % de la répartition, il était tenu compte de leurs anciens monopoles, tandis que les Etats dont les importations s'étaient surtout accrues durant les années de crise, ne pouvaient se plaindre d'une répartition qui tenait si largement compte de leur nouvelle situation. Le procédé de la répartition mathématique, en définitive, « semblait éviter tout arbitraire ».

1. V. Lautmann, *ouvrage cité*, p. 32 et suiv.

Cependant, si le procédé de la répartition mathématique diminuait l'arbitraire, il entraînait des inconvénients dont la gravité devait apparaître de plus en plus certaine. La cristallisation des courants commerciaux anciens ne peut, en effet, être que temporaire, à moins de faire renaître par ailleurs l'arbitraire que l'on prétend éviter. Appliquée à un moment où le contingentement était considéré comme un moyen de fortune, « essentiellement temporaire », la répartition mathématique des contingents ne se conçoit plus si le contingentement s'affirme comme un moyen durable de diriger l'économie nationale.

Tout d'abord, les importateurs ne peuvent être obligés de s'approvisionner indéfiniment sur une même place, alors que les conditions économiques des échanges peuvent avoir varié. Pourquoi freiner les mouvements naturels que provoqueraient, par exemple, des difficultés monétaires ou des variations dans les coûts de production ou les prix de vente ?

D'autre part, des pays qui ont pu exporter certaines marchandises à destination de la France en 1929 et 1930, n'ont pas nécessairement la possibilité de le faire encore en 1934. Doit-on alors rompre avec le principe d'après lequel les contingents doivent toujours être utilisés en totalité, puisqu'ils correspondent à des besoins certains du marché français ? Et si des nations n'utilisent systématiquement pas des contingents qui leur sont alloués, ne vaut-il pas mieux concilier les nécessités du marché intérieur et la recherche de contreparties pour l'exportation française, en accordant ces contingents inutilisés à des pays désireux d'accroître leurs exportations sur notre territoire ? Peu à peu, une évolution se faisait ainsi dans les esprits, qui devait aboutir à faire du contingentement un instrument de notre politique commerciale.

*
* * *

La situation de notre commerce d'exportation était en effet, très délicate. A la contraction sensible des importations, du fait de contingentement, a correspondu, dans

une proportion encore plus forte, l'effondrement des exportations.

Nos importations totales qui s'élevaient à plus de 42 milliards de francs en 1931, se réduisaient, en 1932, à 29 milliards 800 millions, en diminution de 30 % sur les chiffres de l'année précédente. Dans ce total, nos importations de denrées alimentaires diminuaient seulement de 22 %, passant de 14 milliards à 10.960 millions.

Par contre, nos exportations totales tombaient de 30.400 millions de francs en 1931 à 19.700 millions en 1932, en diminution de 36 %. Nos exportations de denrées alimentaires, entre ces deux mêmes dates, se contractaient de plus de 33 % avec un total de 2.900 millions en 1932, contre 4.300 millions en 1931.

Dans la chute de notre commerce d'importation et d'exportation, mise en relief par les chiffres précédents, il est évidemment difficile de préciser la part de responsabilité imputable au contingentement. Mais il est permis de supposer que l'aggravation de la crise générale en France durant l'année 1932, est pour une large part, la cause directe de cette diminution des importations. Nous n'en voulons pour preuve que le fait que les importations de denrées alimentaires, contingentées presque dans leur totalité, durant l'année 1932, diminuent en poids de 5,5 % seulement ¹, alors que les importations de produits autres, beaucoup moins frappées dans leur ensemble par les restrictions d'importation, diminuent parallèlement de plus de 22 %.

On peut dès lors se demander si la chute de nos exportations durant l'année 1932 n'a pas eu pour cause déterminante l'aggravation de la poussée protectionniste dans le monde, indépendamment de nos mesures de contingentement, plutôt que les représailles ou la réaction contre ces mesures de contingentement elles-mêmes.

Il y eut certes des mesures de représailles contre nos restrictions d'importation ², et quelques contingents ne

1. Notons aussi, qu'en poids, les importations de produits alimentaires en 1932 sont en augmentation de 26 % sur les chiffres de 1930.

2. Voir E. Allix, communication citée à la Société d'Economie Politique, *Journal des Economistes*, 15 février 1933, p. 158.

furent institués à l'étranger que par réaction contre les mesures analogues du Gouvernement français. Cependant, la faveur même que rencontra le système nouveau et sa généralisation dans le monde, tendraient bien à prouver que les nations traditionnellement clientes de la France n'étaient pas, quelle que fût notre politique commerciale, disposées à pratiquer la politique de la « porte ouverte ». Dès lors, nos exportations devaient se ressentir d'un état d'esprit qui n'était, pour beaucoup de pays, qu'un état de nécessité, et une politique libérale de notre part n'eût vraisemblablement pas beaucoup influé sur le *quantum* de nos exportations. Est-ce à dire pour cela qu'il ne fallait pas se préoccuper du sort de nos industries exportatrices ? Il restait au Gouvernement français, après avoir essayé de sauvegarder la production nationale par la limitation des importations, à rechercher les moyens de défendre, sinon de maintenir notre commerce d'exportation.

*
* * *

Notre politique commerciale, durant cette année 1932, poursuivit un double but :

En premier lieu, la France continuait méthodiquement la révision des accords portant des consolidations de droits. A ce sujet, outre quelques accords secondaires, des résultats positifs furent obtenus avec le *modus vivendi* franco-italien du 4 mars 1932 et l'avenant du 28 décembre 1932 à l'accord franco-allemand du 17 août 1927. Parallèlement, en vue d'un plan de reconstruction d'ensemble de nos échanges commerciaux, nos négociateurs s'efforçaient de supprimer les obstacles qui auraient pu gêner l'adoption d'une politique contractuelle. « L'effort va donc consister à affaiblir graduellement la portée de la clause de la nation la plus favorisée par des considérations de morale ou d'opportunité, puis à l'éliminer complètement, tout au moins dans son acception inconditionnelle et illimitée »¹.

1. J. Lautmann : « Les tendances actuelles de la politique des accords commerciaux, » *Revue politique et parlementaire*, 10 mars 1934, p. 454.

En second lieu, nos négociateurs s'employaient à faire admettre, par les pays étrangers exportateurs, la légalité de nos mesures de contingentement. Nous avons déjà dit qu'une première concession a été faite dès janvier 1932, par l'octroi, à de nombreux pays, de la gestion des contingents qui leur étaient alloués. Il fallait également parer à la menace des mesures de rétorsion économiques dont certains Gouvernements envisageaient de frapper nos exportations. C'est ainsi qu'en avril 1932, le Gouvernement américain décidait de faire application, vis-à-vis des exportations françaises aux Etats-Unis, de l'article 338 du Tariff Act de 1930, permettant d'augmenter de 50 % les droits de douane, dans certains cas déterminés. Et, pour écarter la menace précédente, notre Ambassadeur à Washington devait promettre que les Etats-Unis ne seraient pas discriminés dans les futures répartitions de contingents.

Un échange de lettres, pendant le mois de mai 1932, accordait, en conséquence aux Etats-Unis la clause de la nation la plus favorisée en ce qui concerne les contingents. D'autre part, des accords ou échanges de lettres garantissaient à la Roumanie, à la Pologne, à l'Autriche, à la Belgique, aux Pays-Bas, etc.. des pourcentages fixes dans les contingents globaux de certains produits.

Cependant, notre politique commerciale, en se livrant à une patiente démolition des accords commerciaux de 1927-1929, et en s'efforçant de parer aux chocs en retour de nos mesures de contingentement, ne faisait pas œuvre utile pour l'exportation française. D'une part, beaucoup de consolidations subsistaient encore, qui empêchaient, au cours des négociations, le jeu de l'arme tarifaire. D'autre part et surtout, le procédé de la répartition mathématique des contingents « rendait impossible toute négociation commerciale utile »¹. C'est que les Etats étrangers bénéficiaires de contingents à l'importation en France, étaient assurés de ne pas être oubliés dans la distribution, aussi longtemps que durerait le procédé de la répartition mathématique. N'ayant rien à redouter, et ne pouvant par ailleurs

1. C. J. Gignoux, *Journée industrielle* du 30 août 1933.

espérer des avantages supplémentaires du fait de la rigidité du procédé de répartition, beaucoup de pays ne se gênaient guère pour frapper nos exportations, au besoin par des discriminations à peine déguisées. Et si certaines nations, par contre, se montraient aussi bonnes clientes que bonnes payeuses, il n'y avait aucune possibilité d'accroître le montant de leurs importations en France. Notre impuissance était donc totale, aussi bien pour nous défendre que pour rechercher des contreparties à nos exportations.

C'est alors que commença à se dessiner en France la tendance nouvelle. Dès le 1^{er} juillet 1932, la Chambre de Commerce de Lille dans une délibération sur la politique commerciale, pose « que les accords doivent être établis sur la base de réciprocité « *do ut des* », c'est-à-dire que les pays contractants doivent accepter des produits français en quantités et valeurs correspondant à leurs importations, en garantissant les possibilités de paiement ». Dans le courant du mois d'octobre¹, le Ministre du Commerce soutient également un principe analogue : « Aux pays qui faciliteront nos ventes, nous faciliterons les leurs. A ceux qui, au contraire, pratiqueraient contre nous un protectionnisme excessif, nous répondrions par les mesures de défense qui s'imposent en pareil cas ». Il semble toutefois que l'on ne songe pas encore à utiliser les contingents pour obtenir cette réciprocité de traitements. Et, dans l'avenant franco-allemand du 28 décembre 1932, notre pays accorda à l'Allemagne, comme aux Etats-Unis, la clause de la nation la plus favorisée quant aux restrictions quantitatives des échanges. Le moment n'était pas encore venu de faire du contingentement un instrument de notre politique commerciale. Et, malgré les efforts du Ministère de l'Agriculture, qui, dès les premiers mois de l'année 1933, réclamait l'utilisation des contingents pour demander des contre-parties pour notre exportation, il fallut attendre la fin de la Conférence Economique Mondiale² pour faire

1. J. Durand, au Banquet de la Fédération des Industriels et des Commerçants français.

2. Cependant, puisque l'idée de la négociation des contingents était virtuellement adoptée, on ne s'explique pas pourquoi, le 27 juillet 1933, le ministère français du commerce accordait encore des pourcentages consolidés par accords, à la Turquie et à l'Estonie.

de la négociation le procédé normal de la répartition des contingents.

*
* *

SECTION II

LA NÉGOCIATION DES CONTINGENTS

Le 1^{er} septembre 1933, le Gouvernement français adoptait le principe de la négociation, à partir du 1^{er} octobre suivant, des contingents à l'importation. Le communiqué remis à la presse à l'issue du Conseil des Ministres précise la position du Gouvernement :

« Les contingents seront désormais négociés contre des facilités équivalentes accordées par les pays étrangers à l'exportation de nos produits.

« Toutefois, afin de maintenir dans la plus large mesure, les courants commerciaux traditionnels, le quart de chaque contingent continuera à être réparti suivant les principes antérieurement adoptés.

« A l'exemple de quelques pays qui ont estimé que cette pratique n'était pas en contradiction avec la clause de la nation la plus favorisée, le Gouvernement français se propose de reprendre, tout au moins pour une partie, sa liberté dans la répartition des contingents ».

Tel est le principe du nouveau système de répartition des contingents : nous allons successivement examiner ses modalités d'application, les résultats obtenus depuis le 1^{er} janvier 1934 et enfin les critiques que l'on peut lui adresser.

*
* *

Rien n'est pratiquement changé au calcul du contingent global. Pour sa fixation, on continue à tenir uniquement compte des besoins du marché français.

Puis ce contingent global est réparti entre les divers pays étrangers selon le procédé mathématique que nous avons exposé plus haut.

C'est alors qu'intervient le principe nouveau : sur les contingents ainsi obtenus, 25 % de leur montant est immé-

diatement attribué aux pays étrangers. Le reste, soit 75 %, ne leur est accordé que s'ils consentent aux exportations françaises des avantages substantiels, c'est-à-dire des facilités de paiement, des réductions tarifaires ou des augmentations dans les quantités de produits admises sur leur propre territoire ¹.

Cependant, ainsi que nous l'avons vu, nous étions liés, avec les Etats-Unis et l'Allemagne, par la clause de la nation la plus favorisée en matière de restrictions à l'importation ². De plus, de nombreux accords avaient concédé des pourcentages consolidés à la Pologne, la Turquie, l'Autriche, l'Estonie, la Lithuanie, les Pays-Bas et la Belgique. Il fallait donc négocier.

Nous obtenons notre liberté avec l'Allemagne par l'échange de lettres du 30 septembre 1933, avec effet à partir du 1^{er} janvier 1934. Avec les Etats-Unis, les négociations ne furent pas ouvertes : à la veille de l'abolition du régime de la prohibition, le Gouvernement français jugea, en effet, plus habile de respecter les dispositions de l'accord de mai 1932, et de donner aux Etats-Unis l'intégralité de leurs contingents, sans contre-partie.

En ce qui concerne enfin les pourcentages consolidés, on décide qu'ils ne peuvent s'appliquer qu'à la fraction de 25 % attribuée automatiquement. En conséquence, tous les accords portant consolidations de pourcentages doivent être modifiés ou dénoncés.

Pour tenir compte des lenteurs consécutives aux multiples négociations engagées, le nouveau procédé de répartition ne fut mis en application qu'au 1^{er} janvier 1934. Pendant le quatrième trimestre de l'année 1933, période de

1. En réalité on éviterait des difficultés et on aboutirait au résultat ci-dessus par un procédé analogue : les arrêtés trimestriels indiqueraient seulement le quart des contingents globaux et les quantités publiées seraient entièrement réparties aux pays étrangers selon l'ancien procédé mathématique. Et on dirait aux pays étrangers : « Voici ce qui vous revient, nous avons toutefois la possibilité de quadrupler ces chiffres, si vous consentez des facilités à nos propres exportations ».

2. Il fallait obtenir la renonciation à cette clause, puisque nous avons décidé que, pour des raisons de politique extérieure, certains pays bénéficieraient, sans contre-parties, de la totalité de leurs contingents.

transition, les deux tiers de leurs contingents furent accordés aux pays étrangers sans contreparties. Quant aux quantités restantes, soit 33 %, leur négociation ne pouvait donner droit à de très intéressants avantages pour notre exportation. D'une part, de nombreux pays en bénéficièrent automatiquement, parce qu'ils appartenaient au groupe des pays à étalon-or. D'autre part, à la suite d'accords toujours en vigueur, la totalité de leurs contingents revenaient de droit à des nations telles que l'Allemagne et la Turquie.

Le solde à négocier était donc restreint. Une dizaine d'accords furent toutefois signés, notamment avec les Etats-Unis, l'Espagne, le Danemark, la Belgique, la Pologne, etc... De ces accords, la France retirait quelques avantages pour ses exportations agricoles ou industrielles et des facilités pour le règlement de certaines créances commerciales. Parmi les accords précédents, celui qui fut conclu le 21 décembre 1933 avec les Etats-Unis accordait à ce pays un contingent supplémentaire de 200.000 Qx de pommes et poires, moyennant l'augmentation au quadruple de la quantité primitivement fixée à l'importation des vins français sur le territoire américain.

*
* * *

A dater du 1^{er} janvier 1934, le procédé nouveau de répartition des contingents entra en application sur une grande échelle. Pour mesurer l'importance des résultats auxquels aboutirent les négociations, il faut faire la distinction entre les accords généraux à longue portée conclus depuis le mois de janvier 1934 et ce que nous conviendrons d'appeler les accords de troc.

La première question qui se posa à nos négociateurs fut celle de savoir comment la politique nouvelle allait se concilier avec la conclusion des accords de portée générale alors en préparation.

Nous étions, en effet, au mois de janvier 1934, à la veille de négociations importantes. Les accords franco-suisses

et franco-portugais étaient arrivés à expiration. Nos échanges avec l'Espagne se faisaient sous le régime d'un arrangement provisoire d'octobre 1933, qui appelait une prompte revision. Avec l'U.R.S.S. les pourparlers depuis longtemps en cours pouvaient enfin, au moyen du régime nouveau de répartition, aboutir à un résultat positif.

Le 11 janvier 1934, intervenait le premier accord général. L'U.R.S.S. moyennant la promesse de commandes à l'industrie française pour un montant de 250 millions de francs, obtenait pour l'année 1934, outre des avantages tarifaires, des pourcentages garantis dans nos importations de certains produits agricoles, notamment de légumes secs et de tourteaux de graines oléagineuses.

Dès lors, le principe était acquis pour les accords futurs. L'arrangement complémentaire du 6 mars 1934 avec l'Espagne comporte également des pourcentages garantis au profit des exportations de chaque pays signataire. Au point de vue agricole notamment, la France obtient des pourcentages pour ses exportations de graisses animales, d'œufs frais, de bois, de chevaux, de fromages, de froment et des réductions sur les droits frappant les champagnes, cognacs et armagnacs, à leur entrée sur le territoire espagnol.

Avec la Suisse, les avantages que s'octroient réciproquement les deux pays, portent sur des consolidations, non plus de pourcentages, mais de quantités. Le Protocole annexe à la Convention de commerce du 29 mars 1934 stipule en effet que 60.000 quintaux de fromages de gruyère seront admis en France en 1934. En compensation, le gouvernement fédéral garantit à la France un contingent annuel équivalent aux importations françaises en Suisse de l'année 1931 pour les fruits, les légumes, les fromages et les vins. Au surplus il est accordé à la France un contingent annuel de 100.000 quintaux de blé.

En même temps que la conclusion des accords précédents, le gouvernement français poursuivait la réalisation d'accords partiels pour l'octroi des contingents négociables. Certains pays à monnaie stable obtenaient « leurs 100 % » sans contre-parties. D'autres, beaucoup plus nombreux,

devaient payer les suppléments qui leur était accordés. De véritables « accords de troc » sont ainsi conclus durant le premier trimestre de l'année 1934, aux termes desquels les pays étrangers signataires, pour obtenir l'intégralité de leurs anciens contingents, doivent concéder des avantages corrélatifs à l'exportation française. Ces avantages consistent, non seulement en des augmentations de quantités, mais aussi en des commandes fermes à l'industrie française et en des facilités de paiement garanties à nos exportateurs ¹

Enfin, quelques petits accords de troc ont également été conclus, par lesquels les deux pays signataires ont réalisé des opérations d'échange, produit par produit et valeur pour valeur. Ainsi, 100.000 quintaux de maïs roumain s'échangeaient contre deux avions français, et du beurre suédois était admis à pénétrer en France contre l'exportation en Suède de tourteaux d'arachides français sur la base de 1 quintal de beurre pour 20 quintaux de tourteaux. Ces échanges se faisaient évidemment dans la limite des quantités négociables par le gouvernement français, et sans que fût dépassé le chiffre du contingent global fixé pour le trimestre.

A propos de ces échanges, s'est d'ailleurs posée la question des accords de troc entre particuliers. Sur une fausse interprétation du communiqué du 1^{er} septembre 1933, de nombreux commerçants, exportateurs ou importateurs, pensèrent qu'il suffisait, pour réaliser un accord dans le cadre de la décision précédente, de trouver un commerçant étranger disposé à réaliser une opération d'échange. De tels accords sont certes possibles, mais après entente entre les gouvernements intéressés, qui demeurent seuls juges de l'opportunité de l'échange projeté. Le plus souvent, de tels accords entre particuliers ne purent être réalisés, le gouvernement français ayant épuisé par ailleurs le contingent global du produit dont on sollicitait l'entrée en France.

Pour faciliter la conclusion de ces accords où l'initiative

1. Voir J. Bataille, *Les offices de compensation*, Thèse, Paris, 1934.

privée se donnerait libre jeu, il semblerait opportun de réserver une part des contingents globaux pour les besoins des échanges entre particuliers. Le gouvernement français se bornerait alors à homologuer les opérations projetées et n'interviendrait que pour la répartition des quantités importées entre les importateurs français.

Finalement, la politique nouvelle s'est traduite par :

— des accords à longue portée portant consolidations de pourcentages ;

— des accords trimestriels pour l'attribution « des 100 % » des contingents ;

— des petits accords entre gouvernements pour des échanges de produits particuliers, valeur pour valeur ;

— des accords entre commerçants particuliers, homologués par les Gouvernements.

Cependant la réalisation des accords précédents n'allait pas sans entraîner les plus vives difficultés avec certains pays qui ne consentirent pas à négocier avec la France les contingents qui étaient alloués à leur exportation.

L'Allemagne, en premier lieu, répondit à nos propositions par l'Ordonnance du 13 janvier 1934 qui réduisait sensiblement nos exportations agricoles sur le territoire du Reich. Le 19 janvier, le gouvernement français dénonçait l'accord du 17 août 1927.

Avec l'Angleterre, les mêmes difficultés se présentèrent ; ce pays ayant institué une surtaxe spéciale de 20 % *ad valorem* sur certains produits de l'exportation française, le gouvernement français dénonçait, le 13 février 1934, les conventions de commerce et de navigation de 1826 et de 1882.

*
* *
*

A la lumière des faits qui viennent d'être rapportés, il est maintenant possible de se livrer à une appréciation générale ¹ du procédé mis en vigueur depuis le 1^{er} janvier 1934.

1. Voir sur ce point la très intéressante étude faite par le Comité d'Action Economique et douanière, 60 rue Taitbout, Paris, « La politique française de contingentement des importations à la fin de 1933 et au début de 1934 ».

En rendant compte de l'évolution qui devait aboutir à l'abandon de la répartition mathématique, nous avons laissé prévoir quels seraient les avantages du système nouveau. Ces avantages se résumaient en peu de mots : les négociateurs auraient disposé d'une arme excellente pour la conclusion des accords en préparation. En fait, dans les différents accords conclus depuis janvier 1934, ils ont obtenu, pour l'exportation française, des avantages certains dont l'agriculture a été appelée à bénéficier, notamment pour les vins et spiritueux.

Le procédé nouveau de répartition a également permis d'ouvrir le marché français à des pays comme l'U.R.S.S. dont certaines exportations étaient inexistantes, avant la mise en vigueur du contingentement.

En outre, une solution satisfaisante a été apportée au difficile problème de l'origine et de la provenance des produits importés.

Quant aux difficultés d'application, elles peuvent se classer sous deux chefs différents.

A. Dans l'ordre commercial interne, on a fait valoir deux griefs principaux :

D'une part, en se renouvelant périodiquement et à intervalles rapprochés, les négociations de contingents menacent de créer une instabilité des échanges, préjudiciables aux intérêts du commerce français. Tel importateur de beurres argentins hésitera à se lier par des contrats à longue échéance s'il redoute que le contingent de l'Argentine soit, au cours d'un trimestre ultérieur, négocié plus avantageusement avec le Danemark ou les Pays-Bas. Ce raisonnement est exact, mais nullement probant en la circonstance. L'insécurité dans les transactions commerciales est née du contingentement lui-même et non de la négociation des contingents. En admettant que l'Argentine bénéficie d'un pourcentage consolidé pour ses beurres, l'importateur précédent fait toujours craindre que les nécessités du marché intérieur rendent inutile l'ouverture d'un contingent global.

D'autre part, en se prolongeant tout au long du trimestre, les négociations risquent de provoquer la raréfaction de

l'offre de certains produits sur le marché national. Il est en effet fréquent qu'une négociation n'aboutisse que dans le dernier mois du trimestre pour lequel a été fixé le contingent. Les prix, de ce fait, ne vont-ils pas accuser une tendance à la hausse ? Nous aurons ultérieurement à voir que ce grief est également plus théorique que pratique.

B.) Dans l'ordre international, par contre, les difficultés inhérentes au système de la négociation des contingents peuvent paraître plus pertinentes.

Il est incontestable que le système nouveau est susceptible de nous attirer des représailles. En fait, nous l'avons déjà dit, il faut trouver dans ce système l'origine de la tension qui existe actuellement dans les relations commerciales franco-britanniques ¹ et franco-allemandes. Ne risquons nous pas que les pays étrangers soient amenés à multiplier ces représailles, de telle sorte qu'ils n'acceptent d'annuler leurs mesures de rétorsion que par l'octroi, sans autre condition, de nos contingents négociables ? M. J. Lautmann écrit à ce propos : « On en est réduit à négocier avec un pays ce qu'on retire à un autre, ce qui fait qu'une grande partie de la négociation doit déjà consister à réparer le dommage que peut faire subir par ses représailles le pays auquel on retire une part des contingents dont il disposait » ². Il est encore trop tôt pour décider dans quelle proportion l'effet des représailles qui ont frappé notre exportation a pu affaiblir la portée des avantages positifs obtenus au cours des accords nouveaux. Il semble toutefois que l'importance du déficit de notre balance commerciale a dû permettre à nos négociateurs de se montrer très fermes à l'encontre de pays qui avaient tout à perdre en se montrant totalement intransigeants. De ce seul fait, il est permis de déduire que notre exportation bénéficiera en 1934 d'une situation relativement meilleure qu'au cours des années écoulées.

D'ailleurs, et nous touchons véritablement ici au point faible du nouveau système de répartition, n'avons-nous pas tendance à revenir à l'ancienne répartition mathématique ?

1. Un *modus vivendi* provisoire a été paraphé à Londres le 16 juin 1934.

2. Article déjà cité, *Revue politique et parlementaire*, 10 mars 1934.

Les accords commerciaux à longue portée, conclus depuis le 1^{er} janvier 1934, contiennent tous des consolidations de pourcentages. Comment avons-nous donc été amenés à rompre aussi rapidement avec les principes de la politique nouvelle ? C'est que les pays étrangers, et il était facile de le prévoir, n'auraient accordé des avantages stables à notre exportation que s'ils étaient eux-mêmes assurés de la stabilité des concessions faites à leurs propres exportations. Quelques nouvelles conventions, et nos contingents seront encore en grosse partie consolidés. Mais notre exportation ne jouira-t-elle pas alors de consolidations corrélatives ?

Et si, en définitive, la nouvelle méthode de répartition des contingents n'aboutissait qu'à une nouvelle répartition géographique du commerce français, il n'en reste pas moins que son action aura été utile pour écarter du marché national les pays mauvais payeurs ou résolument hostiles à notre commerce d'exportation.

CHAPITRE IV

La répartition des contingents entre les importateurs français

L'importation libre dans les limites du contingent global. Les régimes des licences d'importation et la gestion des contingents par les pays étrangers. — Les tendances nouvelles : Mise en adjudication des autorisations d'importation et admission de certains groupements à la distribution des contingents. — Les taxes sur les licences d'importation.

Si le principe de la répartition des contingents par pays fut admis dès l'établissement des premières mesures de contingentement, il n'en fut pas de même de leur répartition entre les importateurs français.

Le premier système effectivement en vigueur fut celui de la liberté des importations dans les limites du contingent global. Tout particulier, quel qu'il fût, était autorisé à importer les produits de son choix jusqu'à ce que les statistiques décennaires des douanes indiquassent que le « contingent plafond » était atteint ou dépassé. Rien de plus simple en apparence.

Cependant, les inconvénients de ce système devaient bientôt s'avérer tels qu'ils provoquèrent son abandon.

C'est que, dans la crainte de voir leurs approvisionnements limités, les importateurs s'empressaient, dès les premiers jours de la fixation des contingents, de faire pénétrer sur le territoire douanier français des marchandises en quantités considérables, dépassant le plus souvent leurs besoins normaux. Il en résultait, dès le début du trimestre,

des offres massives sur le marché, dont l'effet était d'accroître la chute des cours que le contingentement avait précisément pour but de freiner.

Ce système était également susceptible de faciliter les manœuvres de spéculation, car il n'était théoriquement pas impossible que la totalité du contingent fut introduite par un seul importateur ou du moins par un nombre très réduit d'importateurs.

Enfin, et c'était là son plus grave défaut, le système de l'importation libre dans les limites du contingent global ne pouvait donner lieu à un contrôle sérieux des entrées. Dès lors, pour le quatrième trimestre de l'année 1931, les dépassements de contingents furent très importants :

Produits	Contingents	Entrées
Bovins sur pied	56.600 Qx	107.078 Qx
Porcs sur pied	30.000 —	61.569 —
Viandes fraîches de boeuf et de porc	39.000 —	56.770 —
Viandes congelées de boeuf et de porc	70.000 —	132.000 —
Conserves de boeuf et de porc	7.000 —	20.000 —
Beurres	12.000 —	27.600 —

Il convenait de mettre fin à de tels abus, qui eussent compromis le résultat de la politique nouvelle. Après 50 jours d'application, le système de la liberté des importations dans les limites du contingent global était abandonné et remplacé par le système des licences d'importation délivrées par l'administration française.

En janvier 1932, parallèlement au système de l'autorisation d'importation, fut institué celui de la gestion des contingents de certains produits par les pays bénéficiaires de ces contingents. En septembre 1933, un projet de mise en adjudication des licences d'importation fut préparé au Ministère de l'agriculture, mais fut provisoirement abandonné avant même d'avoir été appliqué. Enfin, en janvier 1934, on admit certains groupements à participer à la distribution des contingents d'importation. Nous consacrerons quatre sections à l'étude de l'évolution du procédé

technique de la répartition des contingents entre les importateurs nationaux.

*
* *

SECTION I

LE SYSTÈME DES AUTORISATIONS D'IMPORTATION

L'arrêté du 19 novembre 1931 a subordonné l'importation des produits agricoles contingentés à l'obtention préalable d'une autorisation délivrée par le Ministre de l'agriculture. L'étude de ce nouveau système de répartition pose trois problèmes importants que nous examinerons successivement : le problème des ayants-droit, la méthode de répartition et le régime des autorisations d'importation.

A.) Le problème des ayants-droit

La solution de ce problème a été inspirée, à l'origine, par deux idées différentes.

D'une part, le contingentement est considéré comme un moyen de protection essentiellement provisoire : il faut tenir compte de ce fait pour instituer un régime de répartition qui apporte le moins de trouble possible à l'économie interne.

D'autre part, il faut que la répartition des contingents s'appuie sur des données certaines, facilement contrôlables et susceptibles d'éviter tout arbitraire.

On concilie ces deux points de vue en décidant que les autorisations d'importation ne seront délivrées qu'aux anciens importateurs ayant déjà fait le commerce du produit qu'ils désirent importer.

Deux conditions sont, dès lors, exigées des postulants :

1^o.) Seuls seront admis à la distribution les commerçants patentés. La preuve de cette qualité devra être faite par la copie des inscriptions portées à leur nom au registre du commerce et par l'avertissement concernant la patente pour l'année au cours de laquelle les produits qu'ils désirent importer ont été contingentés.

2°.) Pour obtenir l'autorisation d'importer un produit donné en provenance d'un pays donné, les commerçants patentés devront justifier d'importations de ce produit en provenance de ce pays, pendant une période généralement fixée aux deux années qui ont précédé celle où le contingentement a été institué¹.

Ainsi, pour obtenir des autorisations d'importation de lentilles chiliennes, contingentées depuis le 1^{er} janvier 1934, il faut pouvoir justifier d'importations en provenance du Chili, pendant les deux années 1932 et 1933.

La preuve de ces importations devra être fournie par la présentation des récépissés de douane et, le cas échéant, des lettres de voiture.

Toutefois, des dérogations à cette dernière condition peuvent être autorisées sur avis du Comité interprofessionnel.

*
* * *

Il a fallu résoudre des problèmes spéciaux dus à la complexité des affaires commerciales :

1°.) Très souvent les maisons importatrices n'ont effectué leurs achats que par l'intermédiaire de personnes travaillant à la commission ou pour le compte de maisons étrangères. Pour tenir compte de cette situation, les commissionnaires ou représentants ont été admis à solliciter des autorisations d'importation en fournissant les désistements des clients pour le compte desquels ils ont importé (et payé les droits) pendant la période de base. Ils reçoivent alors des licences au prorata des importations qui leur sont ainsi cédées.

Une refonte complète de ce système est actuellement à l'étude, car sa mise en application pratique est fort complexe : des maisons importatrices refusent très souvent leurs désistements ; les fraudes sont fréquentes ; enfin, le cas n'est pas rare où des maisons étrangères, livrant tous droits payés, détiennent les quittances de douane nécessaires pour participer à la distribution.

1. Voir le tableau annexé au présent chapitre.

D'ailleurs, cette faculté donnée aux représentants-et commissionnaires est très discutée ; on fait valoir notamment, à ce sujet, que les représentants ne paient ni patente, ni impôts sur bénéfices industriels et commerciaux, ni taxe sur le chiffre d'affaires.

2^o.) En ce qui concerne les mandataires, deux systèmes sont actuellement en vigueur.

Pour certains produits (viandes, bétail, volailles, etc.) les mandataires sont admis à la répartition des contingents dans les mêmes conditions que les autres importateurs, c'est-à-dire au prorata de leurs importations antérieures.

Pour d'autres produits, les fromages, les beurres, les fruits et légumes, une part du contingent global, variant de 2 à 15 %, est réservée à la Chambre syndicale des mandataires, pour la vente en gros aux Halles centrales de Paris. On sauvegarde ainsi les besoins du marché officiel, en permettant la cotation officielle et par suite la régularisation des cours.

3^o.) Enfin, un problème encore plus spécial s'est posé dans les cas où l'administration, importatrice pour son propre compte, est intervenue dans la répartition des contingents. C'est le problème de l'application du contingentement et des taxes sur les licences :

- aux importateurs ayant passé des contrats de fourniture et des marchés de travaux publics avec des collectivités ;
- aux administrations publiques directement importatrices (Marine, Guerre, Hospices) pour leur approvisionnement en viandes, légumes secs, etc...

Ce problème n'a guère reçu de solution d'ensemble satisfaisante, puisque, dans les deux cas, le contingentement a été appliqué à l'administration exactement dans les mêmes conditions qu'aux particuliers.

*
* *

A l'heure actuelle, une évolution se dessine : on tend de plus en plus à modifier les conditions d'admission au droit d'importer les produits agricoles contingentés.

D'une part, on veut assurer strictement la consommation des produits français par priorité. C'est ainsi que l'on exige parfois de l'importateur la preuve qu'il a utilisé, préalablement à l'importation, un pourcentage déterminé de produits similaires français ou coloniaux. Tel est le cas des importateurs de certaines graines oléagineuses qui concurrençaient notre production coloniale. Pour d'autres produits, la chicorée par exemple, l'importateur doit simplement s'engager à mettre en œuvre, en même temps que le produit importé, une certaine quantité du produit similaire français.

D'autre part, dans le but d'éviter les trafics scandaleux et spéculatifs d'autorisations d'importation, on multiplie les procédés susceptibles de démontrer que les importations seront bien effectuées par les bénéficiaires des autorisations.

En premier lieu, on a essayé de réserver des contingents aux seuls utilisateurs des produits importés. Ce procédé, déjà en vigueur pour divers corps gras métropolitains ou coloniaux, pour les orges de brasserie, les miels et les marrons ne saurait toutefois être généralisé parce qu'il ne peut s'appliquer qu'aux produits subissant une transformation avant d'être mis à la consommation.

On envisage aussi de faire procéder au paiement de la taxe sur les licences d'importation au moment de la délivrance des autorisations et non plus au moment de l'importation. Ce moyen serait plus efficace, mais sa mise en application soulève des difficultés au point de vue juridique. La taxe sur les licences, étant en effet destinée à absorber une partie du bénéfice de l'importateur, ne saurait raisonnablement être exigée avant l'opération génératrice du profit, c'est-à-dire avant l'importation.

On projette enfin de n'accorder les autorisations d'importation que sur la production du contrat passé avec l'exportateur étranger et visé par les autorités exportatrices. Ce procédé vraiment efficace, semble être celui de l'avenir. Appliqué déjà dans quelques pays, il est sur le point d'être adopté en France pour les échanges de produits agricoles contingentés en provenance de l'U.R.S.S. et de l'Italie. Il a malheureusement le défaut d'accentuer encore la main-mise de l'État sur le commerce extérieur.

*
* * *

B.) *La méthode de répartition*

La répartition du contingent global entre les divers importateurs réunissant les qualités requises pour l'obtention d'une autorisation se fait selon un principe analogue à celui qui est utilisé pour la répartition entre pays.

Cette répartition est donc effectuée au prorata des importations effectuées pendant une période de base ¹, antérieure à la mise en vigueur du contingentement pour le produit considéré.

Pratiquement, la quantité attribuée à chaque importateur est déterminée au moyen de la formule suivante :

$$\text{Quantité accordée} = \frac{\text{total du contingent}}{\text{total des importat. justifiées}} \times \text{Quantité d'importations justifiées par le postulant.}$$

Toutes les opérations de répartition sont faites par les Comités interprofessionnels créés par l'arrêté du 19 novembre 1931. Ces Comités interprofessionnels, présidés par un représentant de l'administration et composés de producteurs, commerçants et utilisateurs, ont une organisation défectueuse qui devrait être promptement réformée. Le nombre des représentants est trop élevé, la représentation est arbitraire et non paritaire et, en définitive, le travail est désordonné et mal fait.

Leurs attributions sont importantes. Ils sont chargés de l'examen des dossiers (qualité de commerçant, validité des pièces justificatives, détermination quantitative des droits) ; ils donnent leur avis sur chaque demande ; ils procèdent enfin aux calculs de répartition proprement dits ².

Les demandes n'ayant pas été retenues sont renvoyées aux intéressés. Les quatre exemplaires des demandes ayant reçu un avis favorable sont ainsi répartis : un exemplaire est conservé au Ministère de l'agriculture ; les trois

1. Voir le tableau annexé au présent chapitre.

2. L'article 2 de l'arrêté du 19 novembre 1931 prévoit une Commission supérieure de contrôle, chargée de trancher les cas difficiles : cette commission ne s'est jamais réunie.

autres exemplaires sont envoyés à la Direction générale des douanes qui en garde un, adresse de deuxième au bureau de dédouanement et renvoie le dernier à l'importateur.

C.) *Le régime de la licence d'importation*

Le régime de la licence d'importation doit être bien précisé, car il revêt une importance considérable pour le commerce d'importation.

1^o.) Dans le but d'éviter le trafic spéculatif des licences ces dernières sont nominatives et non cessibles.

Cependant, en pratique, ce trafic est organisé sur une vaste échelle et il est, malheureusement, très difficile de l'éviter. Nous avons vu, d'ailleurs, que des solutions efficaces étaient envisagées pour y mettre fin ¹.

Ne pouvant empêcher la cession, on a d'ailleurs tendance à la réglementer. Ainsi, pour les oléagineux coloniaux, la cession est permise sur avis conforme du Comité interprofessionnel.

2^o.) Afin de permettre un contrôle rigoureux des entrées la licence d'importation n'est valable que pour un seul bureau de douane. Nous avons déjà précisé qu'un exemplaire en est adressé au bureau de dédouanement par les soins de la Direction générale des douanes. La licence étant délivrée pour un bureau déterminé, on en autorise toutefois le transfert à un autre bureau de douane.

3^o.) La licence est valable pour un seul pays et le transfert sur un autre pays en est rigoureusement interdit. « Etant donné que 75 % du montant des contingents sont négociés avec les pays étrangers, il n'est pas possible, après avoir obtenu des avantages pour l'exportation française en contre-partie d'importations en France, d'autoriser le changement d'origine figurant sur les autorisations délivrées » ².

Quand les contingents étaient répartis entre pays selon le procédé mathématique, le transfert précédent était éga-

1. Voir *supra*, p. 120.

2. Réponse à une question écrite au Ministre de l'Agriculture.

lement interdit comme contraire à la clause de la nation la plus favorisée.

4^o.) La durée de validité des licences d'importation a été d'abord fixée en tenant compte, non pas des intérêts ou de la commodité des importateurs, mais du souci d'échelonner les arrivages sur le marché national. Dès lors, la durée de validité, fixée à 90 jours par l'arrêté du 19 novembre 1931, a été réduite par l'arrêté du 30 mars 1932¹. Enfin, tout récemment, pour sauvegarder les intérêts des importateurs et des nations exportatrices, l'arrêté du 8 janvier 1934 a, de nouveau, ramené à 90 jours la durée de validité des licences délivrées pour les pays d'Europe. La régularité des entrées est assurée par l'échelonnement de la délivrance des licences sur toute la durée du trimestre.

*
* *

SECTION II

LA GESTION DES CONTINGENTS PAR LES PAYS ÉTRANGERS

Ce système consiste à abandonner aux pays bénéficiaires des contingents le soin d'en assurer eux-mêmes la répartition.

Simple dans son principe, il consiste non plus en une répartition du contingent aux importateurs français par les soins de l'administration française, mais en une répartition de ce contingent aux exportateurs étrangers par les soins de leurs gouvernements ou d'organismes créés dans ce but. Les anciens importateurs français ne jouissent plus d'un monopole, les exportateurs étrangers titulaires de certificats d'exportation étant libres de s'adresser aux commerçants français de leur choix.

Nous avons déjà eu l'occasion de dire que la gestion de leurs contingents a été vraisemblablement confiée aux pays étrangers pour apaiser en partie le ressentiment qu'avaient fait naître nos mesures de restriction : le gou-

1. 30 jours pour les pays limitrophes, 45 jours pour les autres pays d'Europe, 120 jours pour les pays hors d'Europe.

vernement français évitait, par ce moyen, des recours inopportuns devant la Cour arbitrale de La Haye. Il est également certain que l'administration française voyait là un moyen commode de se débarrasser de la lourde tâche de la répartition aux importateurs, son rôle se bornant désormais au contrôle des entrées sur le territoire douanier français.

*
* * *

La question de la gestion des contingents par les pays étrangers semble s'être posée pour la première fois dès le mois de novembre 1931, lors des premières répartitions par pays. A cette date, le gouvernement italien a proposé au gouvernement français, pour les fromages, une répartition entre les exportateurs italiens, répartition dont le Comité interprofessionnel a dû tenir compte dans ses travaux en cours.

Puis, l'arrêté du 14 janvier 1932 institua de façon générale le principe de la gestion en décidant que le système des autorisations d'importation ne s'appliquerait pas « aux importations originaires de pays avec lesquels un accord sera intervenu, quant aux conditions d'exportation de ces produits vers la France ».

En application de l'arrêté précédent, des accords furent successivement passés avec l'Italie et les Pays-Bas le 17 janvier, la Belgique, la Hongrie et la Suisse le 29 janvier, puis avec la Pologne, la Roumanie, la Tchécoslovaquie, la Lithuanie, l'Espagne, l'Allemagne, l'Autriche et la Grèce.

Ces accords concernaient surtout les bovins et les viandes les produits laitiers et les œufs, les fruits et les légumes.

Le fonctionnement du nouveau procédé de répartition est simple. Les gouvernements étrangers remettent à leurs ressortissants des certificats d'exportation dans la limite du contingent global qui leur est alloué. En même temps, ils adressent les duplicata des certificats précédents au bureau de douane par où se fera l'entrée sur le territoire français. Enfin, des états décadaires des certificats dé-

livrés sont communiqués au gouvernement français afin qu'un contrôle minutieux des entrées puisse être opéré.

Des conditions propres à assurer une bonne répartition sont, en outre, imposées aux pays signataires des accords de gestion.

Les organismes répartiteurs doivent s'engager à éche-lonner leurs importations en France sur toute la durée du trimestre. Et surtout, ils doivent veiller à ce que les courants commerciaux anciens ne soient pas détournés. Nous aurons à constater dans quelle mesure ce dernier engagement fut respecté.



Les commerçants et importateurs français, dans leur ensemble, avaient vu s'organiser sans trop de défaveur, la gestion des contingents par les pays étrangers. Peu leur importait, en effet, que le service chargé de la répartition fut français ou étranger, s'ils étaient assurés que cette répartition se ferait dans le respect absolu des courants commerciaux anciens. Peut être même espéraient-ils plus de régularité, plus de promptitude !

Les inconvénients du système ne devaient se manifester qu'à l'expérience. Et bientôt, les critiques et les protestations les plus violentes ¹ s'élevèrent contre un essai qui, en définitive, n'avait apporté que des mécomptes. Seuls les producteurs français gardaient à la gestion leur faveurs, les abus commis sur les prix des produits importés servant précisément leurs propres intérêts.

Que reprochait-on aux producteurs et exportateurs étrangers ? Les griefs étaient nombreux et d'ailleurs justifiés.

Tout d'abord, au mépris de tout engagement, les courants commerciaux avaient été détournés. Telle région, traditionnellement importatrice, était sacrifiée au bénéfice de telle autre région voisine de la frontière où les cours étaient

1. Voir en particulier l'article très documenté de M. A. Vatin-Dubouillon, « Les Conséquences désastreuses du contingentement » dans la *France laitière et avicole*, septembre 1932.

plus rémunérateurs ; ce fut le cas, par exemple, de l'agglomération parisienne en ce qui concerne les œufs de provenance belge. Bien mieux, des maisons spécialisées de longue date dans le commerce d'importation, se virent refuser leurs commandes, parce que les commerçants étrangers trouvaient plus profitable d'envoyer des représentants sur place. Bref, ce fut la spoliation organisée du commerce français, et les exemples, qui pourraient être cités à ce sujet sont aussi nombreux que significatifs.

Deuxième grief : les prix proposés aux importateurs français étaient sensiblement plus élevés que les cours mondiaux. Et la position des détenteurs de certificats d'exportation était d'autant plus forte que les commerçants français devaient nécessairement passer par leur intermédiaire. Nous aurons l'occasion, ultérieurement, de revenir sur cette question lorsque nous examinerons les répercussions du contingentement sur les prix français des produits agricoles.

Enfin, le nouveau procédé de répartition favoriserait les fraudes. Fraudes sur l'origine, puisqu'il fut démontré que des pays, n'ayant pas assez de produits pour épuiser les contingents qui leur étaient octroyés, en faisaient venir de pays tiers pour les revendre en France avec un fort bénéfice. Tromperie sur la qualité, la suppression de la concurrence entre vendeurs ouvrant, sur ce terrain, la voie à tous les abus.

*
* *

Le Gouvernement français ne pouvait rester insensible aux doléances de l'ensemble du commerce d'importation. Il protesta, sans succès d'ailleurs, auprès des gouvernements étrangers. Quand les abus furent trop criants, il retira, à certains pays, la gestion de leurs contingents¹.

1. Pays-Bas	Retrait de la gestion des beurres	: 7 juillet 1932.
	Retrait de la gestion des fruits	: 30 mars 1933.
Pologne	Retrait de la gestion des œufs	: 30 septembre 1932.
Belgique	Retrait de la gestion des beurres	: 7 juillet 1932
	Retrait de la gestion des œufs	: 30 septembre 1932
	Retrait de la gestion des viandes congelées	: 1 ^{er} décembre 1932.
	Retrait de la gestion des fruits	: 9 mars 1933.

Mais une mesure générale s'imposait, d'autant plus que l'institution des taxes sur les licences d'importation était pratiquement inconciliable avec la gestion.

Un avis aux importateurs du 2 décembre 1933 portait enfin à la connaissance des intéressés que le gouvernement français avait décidé d'effectuer lui même la répartition de tous les contingents agricoles. Le procédé de la gestion semblait bien avoir vécu.

Malheureusement, le Gouvernement français, pour les besoins de sa politique commerciale, fut amené à concéder de nouveau la gestion à la Suisse de ses contingents de fromages, de laits concentrés et de farines lactées. Peut être la conclusion de l'accord commercial franco-suisse du 29 mars 1934 était-elle à ce prix ! Mais d'autres pays se fondèrent sur le précédent de la Suisse pour réclamer l'octroi de la même faveur, et la gestion du contingent de fromages fut bientôt abandonnée à l'Italie, par le Protocole de Milan du 22 avril 1934.

Il était, certes, difficile de ne pas céder à la demande de la Suisse, qui demeure le seul pays à balance commerciale largement déficitaire vis-à-vis de la France. Quelle que soit l'excuse dont peuvent bénéficier nos négociateurs, il faut néanmoins regretter la réapparition d'un système que les abus antérieurs avaient, semble-t-il, définitivement condamné.

*
* *
*

SECTION III

LA TENDANCE NOUVELLE : DISPARITION PROGRESSIVE DU MONOPOLE DES ANCIENS IMPORTATEURS

L'évolution qui aboutit à faire du contingentement, autrefois simple procédé exceptionnel de sauvegarde, un moyen puissant de direction de l'économie, devait nécessairement entraîner des répercussions profondes sur les modalités de la répartition entre les importateurs français. Il apparut que le monopole des anciens importateurs ne

pouvait être conservé plus longtemps et qu'il fallait permettre, par le rétablissement de la concurrence, le renouvellement et la réorganisation du commerce français d'importation.

A cet effet, deux procédés furent successivement envisagés : la mise en adjudication des licences d'importation, et l'admission de certains groupements nouveaux à la distribution des contingents.



Le projet de mise en adjudication des licences, établi par les services du Ministère de l'agriculture, au mois de septembre 1933, poursuivait la réalisation de deux buts essentiels :

1^o.) Le rétablissement des principes de liberté et de concurrence dans le commerce d'importation. Tous les commerçants français, sans exception, étaient admis à concourir ; seuls auraient été sélectionnés ceux auxquels la compressibilité de leurs prix de revient devait permettre de consentir les taxes les plus élevées.

2^o.) L'absorption, par l'Etat, d'une partie de « la rente de l'importateur », créée par le contingentement au détriment des autres commerçants français.

Nous ne pouvons songer ici à entrer dans le détail minutieux des modalités d'application du nouvel avant-projet.

Nous nous bornerons à remarquer :

— que son domaine d'application est restreint : seuls les produits contingentés et frappés d'une taxe sur les licences peuvent y être soumis ;

— que ses conséquences économiques sont incertaines : un gros aléa est introduit dans les transactions commerciales. Dans la grande majorité des cas, l'action sur les prix ne peut se manifester que dans le sens de la hausse.

— que sa portée doctrinale appelle les plus expresses réserves : en créant, sous le couvert, d'une modification de l'assiette de la taxe, une sorte de contrat entre l'importateur et l'Etat, le système nouveau implique, de la part

des pouvoirs publics, une mainmise progressive sur les activités importatrices, une tendance définitive vers le monopole officiel du commerce extérieur.

A peine connu, d'ailleurs, le nouveau projet a soulevé les plus véhémentes protestations. Et l'application en a été différée, du moins momentanément.

* * *

Il fallut donc trouver un autre moyen pour admettre des importateurs nouveaux à la répartition des contingents. Ne pouvant obtenir ce résultat par une « sélection économique » entre tous les importateurs français, anciens et nouveaux, comme dans le projet de mise en adjudication des licences, on décida délibérément d'avantager certains d'entre eux. A cet effet, l'arrêté du 12 janvier 1934 autorise le Ministre de l'agriculture à admettre à la répartition des contingents de produits agricoles « des groupements nationaux, organisés en vue de l'achat en commun et réunissant des commerçants ou coopératives patentés qui mettent la marchandise directement à la disposition du consommateur. »

Le nouveau système de répartition semble de nature à réaliser le maximum d'avantages :

— Les groupements nationaux sont seul admis à solliciter des autorisations : on limite ainsi le nombre des postulants et on évite que les licences ne soient trop fractionnées.

— Ces groupements doivent rassembler exclusivement des commerçants ou des coopératives n'obtenant pas, à un autre titre, de licences d'importation. Le monopole des anciens importateurs, de la sorte, sera progressivement réduit.

— Enfin, les coopératives et les commerçants unis en groupement national doivent mettre leurs marchandises directement à la disposition du consommateur : on empêche ainsi l'accaparement par les intermédiaires ; on provoque une baisse dans les prix de détail.

A l'heure actuelle, le système nouveau n'est encore

appliqué qu'aux répartitions des contingents de fruits, de légumes et de fleurs. Mais on projette déjà de l'étendre aux importations de charcuterie et de viandes.

La répartition se fait d'après les modalités suivantes : Une part du contingent global, actuellement fixée à 15 %, est réservée pour les besoins des groupements nationaux. Entre les divers groupements, la distribution s'opère, non pas en tenant compte d'importations antérieures, mais sur l'appréciation souveraine, par l'administration, de leur capacité commerciale et de leur importance.

Enfin, le groupement répartit la part qui lui est allouée entre tous ses adhérents au prorata du chiffre d'affaires de chacun d'eux et tient l'administration au courant des opérations effectuées.

Le régime nouveau a donné des résultats encourageants. Des baisses de prix ont accompagné son application aux importations de pommes d'Amérique. La crainte de son extension à un nombre de produits sans cesse accru, incite les anciens importateurs eux-mêmes à plus de modération. Les pays étrangers, enfin, ne voient que des avantages à ce procédé qui évite le fractionnement excessif des autorisations délivrées. Il semble, en définitive, qu'il puisse être largement étendu, d'autant plus qu'il ménage les intérêts du consommateur, si souvent méconnus depuis l'avènement du système du contingentement.

*
* *

SECTION IV

LA TAXE SUR LES LICENCES D'IMPORTATIONS

Nous venons de voir, dans la section précédente, que l'aménagement de la situation individuelle des bénéficiaires de licences s'oriente, à l'heure actuelle, vers la suppression du monopole créé par le contingentement au profit des anciens importateurs. Ce monopole, ainsi frappé dans son existence même, avait, au préalable, été affaibli dans ses

effets par l'établissement, en février 1933, d'une taxe sur les autorisations d'importation.

La taxe, instituée par l'article 56 de la loi du 28 février 1933, trouve son origine dans le désir de tenir compte de deux situations de fait créées par le contingentement.

D'une part, la politique nouvelle, en restreignant les importations étrangères, a nécessairement réduit les recettes douanières dans des proportions notables¹. En période de difficultés budgétaires aiguës, cette considération est d'importance ; la taxe devait permettre de combler en partie le déficit, sans cesse aggravé, des recettes de l'Etat.

D'autre part, le contingentement avait fait naître des bénéfices considérables au profit des titulaires d'autorisations. Tout naturellement, l'Etat devait être tenté d'exiger sa part du profit anormal perçu par les importateurs.

Ainsi donc, la taxe présente, dans son fondement, un triple caractère :

— C'est une taxe proprement dite, correspondant à la rémunération d'un service rendu : l'Etat est amené à vendre les licences qu'il a monopolisées à son profit.

— C'est un prélèvement sur les bénéfices qui se rapproche, dans son essence, des impôts sur le revenu ou sur les plus-values. Il s'analyse comme une participation de l'Etat à la rente de l'importateur².

— C'est enfin un droit protecteur, bien que le Gouvernement ait toujours refusé de reconnaître ce caractère à la taxe nouvelle³. Il semble pourtant que, par certains côtés,

1. Voir P. Angelini : « *La politique du contingentement des importations*, Thèse, Paris, 1932, p. 84.

2. Joseph Caillaux à la séance du Sénat du 20 février 1933 : « Nous entendons ne donner, à aucun degré, à la taxe que nous instituons, le caractère d'un droit sur les marchandises, d'un droit d'importation qui pourrait attirer des représailles, dont notre commerce, notre industrie et notre agriculture souffriraient. Que faisons-nous donc ? Nous instituons une sorte de patente sur les importateurs qui réalisent des bénéfices exagérés », *Documents parlementaires*, 1933, p. 263.

3. Les pays étrangers ne s'y sont d'ailleurs pas trompés : « Les taxes de licences constituent une véritable surtaxe dépassant en plus d'un cas le droit de douane existant. Du côté français, on les justifie par des raisons purement fiscales en les représentant comme destinées à procurer de nouvelles ressources au budget. Le résultat n'en est pas moins désastreux pour les intérêts italiens », *Giornale d'Italia*, mai 1933.

la taxe puisse être assimilée au droit de douane, car son taux a été souvent calculé de manière à compenser le plus exactement possible l'écart des cours français et étrangers. Au surplus, ne devient-elle pas, à l'heure actuelle, un instrument de négociations diplomatiques ? On en consolide le taux dans des accords, on prévoit que la réduction pourra en être opérée dans certains cas, on concède, en ce qui la concerne, le bénéfice de la clause de la nation la plus favorisée. Une taxe intérieure purement fiscale, ne saurait, par sa nature même, donner lieu à de telles tractations.

*
* *

La taxe sur les licences d'importation, créée à titre provisoire en février 1933, a été prorogée pour l'année 1934, par l'article 24 de la loi du 23 décembre 1933.

Elle est établie par décrets, qui déterminent les produits auxquels elle s'applique et les taux qui les atteignent ; ces textes sont, depuis l'année 1934, soumis à ratification législative. Elle est perçue par les bureaux de douane, au moment du dédouanement et au prorata des quantités dédouanées ; pour la solution des diverses questions techniques qu'elle soulève — en particulier pour le contentieux — elle est assimilée aux droits de statistiques perçus par l'administration des douanes. Signalons enfin l'existence de règles spéciales pour la perception de la taxe en Sarre, et le projet, un moment étudié, qui tendait à exiger le paiement lors de la délivrance de l'autorisation d'importation.

La taxe de licence, dont nous venons d'indiquer très brièvement les caractères techniques essentiels, porte à l'heure actuelle sur 60 à 70 numéros du tarif des douanes¹ et son champ d'application est de plus en plus étendu. Elle est instituée sur des produits dont l'écart des cours en France et à l'étranger est très large : on veut éviter ainsi l'incidence possible sur les prix à la consommation.

Mais, pour répondre effectivement au but qui lui est

1. Voir, en Annexe N° III au présent chapitre, le tableau comparatif des droits de douane et des taxes sur les licences.

assigné, la taxe ne devrait également frapper que des produits pour lesquels les pays étrangers n'ont pas la gestion de leurs contingents. Nous avons vu, en effet, que la gestion a généralement pour conséquence de favoriser un prélèvement des exportateurs sur la marge bénéficiaire que la taxe a précisément pour but de réduire. Le prélèvement de l'exportateur, s'il n'exclut pas nécessairement le prélèvement de l'État, en affaiblit donc singulièrement la portée. Au surplus, deux prélèvements successifs amoindrissant trop le bénéfice de l'importateur, la taxe risque alors d'être supportée en partie par le consommateur.

Le problème de l'incidence de la taxe a, d'ailleurs, été passionnément discuté au moment du vote de l'article 56 de la loi du 28 février 1933. Et un amendement à cet article a permis au Gouvernement de fixer, par décrets, « le prix de vente maximum des produits dont l'importation est ainsi autorisée ».

Cette disposition législative, qui appellerait en pratique bien des réserves, montre cependant l'importance qu'il convient d'attacher à l'incidence, sur les prix des produits agricoles, non seulement de la taxe sur les licences, mais aussi du contingentement.

C'est cet important problème dont nous abordons maintenant l'étude.

TABLEAU ANNEXE N° 1

**PRODUITS POUR LESQUELS LES DEMANDES
D'AUTORISATION D'IMPORTATION DOIVENT ETRE
ADRESSEES AU MINISTERE DE L'AGRICULTURE**

(Direction de l'Agriculture - 6° Bureau)

Liste des diverses catégories de produits contingentés	Date antérieure- ment à laquelle doivent être patentés les im- portateurs dési- reux d'obtenir une autorisation d'importation	Trimestres pendant lesquels doivent être fournies des justifications d'importation
<i>(Il doit être présenté des demandes distinctes pour chacune de ces catégories)</i>		
Bovins, veaux, porcs, cochons de lait, volailles vivantes, pigeons vi- vants, lapins vivants, viandes frai- ches de mouton, de porc, de boeuf, de cheval et autres, viandes conge- lées de mouton, de porc, de boeuf et autres, viandes salées, viandes pre- parées, charcuterie, volailles mortes, lapins morts, conserves de viande, oeufs en coquille, blancs d'oeufs, jaunes d'oeuf non sucrés, oeufs com- plets (liquides, en morceaux ou en poudre), lait, crème, lait concentré, sucré, lait concentré non sucré, fro- mages, beurres, fleurs coupées.	30 septembre 1931	1 ^{er} , 2 ^e , 3 ^e et 4 ^e trimestre 1930 1 ^{er} , 2 ^e , 3 ^e tri- mestre 1931
Chevaux de boucherie, moutons sur pied, agneaux	30 mars 1932	2 ^e , 3 ^e , 4 ^e tri- mestre 1930; 1 ^{er} , 2 ^e , 3 ^e , et 4 ^e trimestre 1931; 1 ^{er} trimestre 1932
Fruits frais : a) pommes et poires b) amandes, pêches, abricots, bru- gnons, prunes, cerises, fraises, raisins de table, cassis, groseilles et coings. — Légumes frais : a) oignons de consommation, b) oignons à repiquer, c) légumes frais autres	30 juin 1932	3 ^e , et 4 ^e tri- mestre 1930; 1 ^{er} , 2 ^e , 3 ^e et 4 ^e tri- mestre 1931; 1 ^{er} 2 ^e trimestre 1932
Plantes vivantes : a) plantes vi- vantes de serre, b) plantes à massif, c) oignons à fleur à l'état de repos, d) plantes vivantes de pépinière à racines nues. — Marrons et châtai- gnes : a) fruits, b) farines	30 septembre 1932	4 ^e trim. 1930 1 ^{er} , 2 ^e , 3 ^e et 4 ^e trim. 1931. 1 ^{er} , 2 ^e , et 3 ^e trim. 1932

TABLEAU ANNEXE N° 1 (Suite)

Liste des diverses catégories de produits contingentés	Date antérieure- ment à laquelle doivent être patentés les im- portateurs dési- reux d'obtenir une autorisation d'importation	Trimestres pendant lesquels doivent être fournies des justifications d'importation
<i>(Il doit être présenté des demandes distinctes pour chacune de ces catégories)</i>		
Miel	30 mars 1933	2 ^e , 3 ^e et 4 ^e trim. 1931; 1 ^{er} , 2 ^e , 3 ^e et 4 ^e trim. 1932; 1 ^{er} trim. 1933
Suifs hydrogénés autres que ceux destinés à la savonnerie, suifs pressés. — Saindoux bruts, saindoux raffi- nés. — Graisses animales non dénom- mées hydrogénées autres que celles destinées à la savonnerie, graisses animales non dénommées, non hydro- génées. — Oléomargarine. — Mar- garine. — Jaunes d'oeufs sucrés. — Huile de baleine. — Graisses de poissons autres que les huiles de baleine et de morue. — Noix avec coquilles, noix sans coques. — Huiles d'olive autres que celles destinées à la savonnerie, huiles fixes pures des- tinées à des usages alimentaires ou à la fabrication de graisses alimen- taires, graisses végétales destinées à la fabrication des graisses alimen- taires. — Choux à choucroute.....	31 décembre 1933	1 ^{er} , 2 ^e , 3 ^e et 4 ^e trimestre 1932; 1 ^{er} , 2 ^e , 3 ^e et 4 ^e trimestre 1933

TABLEAU ANNEXE N° 2

**PRODUITS POUR LESQUELS LES DEMANDES
D'AUTORISATION D'IMPORTATION DOIVENT ETRE
ADRESSEES AU MINISTERE DE L'AGRICULTURE)**

(Comité Interprofessionnel du Contrôle des Importations)

Liste des diverses catégories de produits contingentés	Date antérieure- ment à laquelle doivent être patentés les im- portateurs dési- reux d'obtenir une autorisation d'importation	Trimestres pendant lesquels doivent être fournies des justifications d'importation
<i>(Il doit être présenté des demandes distinctes pour chacune de ces catégories)</i>		
Orge en grains autre que de brasse- rie, orge de boulange, farine d'orge. Sons de toutes sortes de grains : 1° à importer directement, 2° à provenir d'admission temporaire.	30 septembre 1932	1 ^{er} août 1930 au 1 ^{er} août 1932.
Maïs « petit grain » dit de Bessa- rabie à tarif réduit ¹ , maïs en grains autres que le maïs « petit grain », maïs en boulange, farine de maïs, tourteaux de maïs.	31 décembre 1932	1 ^{er} , 2 ^e , 3 ^e et 4 ^e trim. 1930. 1 ^{er} , 2 ^e , 3 ^e et 4 ^e trim. 1931. 1 ^{er} 2 ^e , 3 ^e et 4 ^e trim. 1932
Avoine en grains destinés à la semence, avoine en grains autres, avoine en boulange, farines d'avoine. Seigle en grains, seigle en boulange, farine de seigle. Sarrasin en grains, sarrasin en boulange, farine de sar- rasin. Dari, millet ou alpiste en grains non décortiqués ni mondés, dari, millet ou alpiste en grains décorti- qués ou mondés, farines de dari, de millet ou d'alpiste.	30 août 1933	1 ^{er} janvier 1930 au 25 août 1933.
Légumes secs : a) de semence : fèves, féverolles, haricots, pois ; b) autres que de semence : fèves, féverolles, haricots, lentilles, pois pointus, (pois chiches), pois, légumes secs autres..... Farines de légumes secs Tourteaux de graines oléagineuses..	31 décembre 1933	1 ^{er} , 2 ^e , 3 ^e et 4 ^e trim. 1932. 1 ^{er} , 2 ^e , 3 ^e et 4 ^e trimestre 1933

1. Les conditions d'importation du maïs « petit grain » dit de Bessarabie à tarif réduit ont été fixées par arrêté du 18 mai 1933 (J.O., du 20 mai 1933, p. 5.251).

ANNEXE III

TABLEAU COMPARATIF DES TAXES SUR LES LICENCES D'IMPORTATION ET DES DROITS DE DOUANE

Numéros du tarif	Nom du Produit	Unités	Taxe de licence		Droits de douane	
			Taux	Date du décret	T.G.	T.M.
			Frs.		Frs.	Frs.
1 bis	Chevaux destinés à la boucherie	par tête	100,00	12 / 5 /33	1600,00	400,00
4, 5, 6, 7	Bovins	100 kg. p.vif.	50,00	12 / 5 /33	200,00	100,00
8	Veaux	d°	50,00	12 / 5 /33	250,00	125,—
9	Brebis, béliers, moutons	d°	50,—	12 / 5 /33	250,—	125,—
10	Agneaux	par tête	5,—	12 / 5 /33	16,—	9,—
12	Porcs	100 kg. p. vif	75,—	12 / 5 /33	300,—	150,—
13	Cochons de lait	par tête	10,—	12 / 5 /33	45,—	22,50
14 ter	Volailles vivantes	100 K.B.	100,—	d°	200,—	100,—
Ex.14	Pigeons vivants autres que					
quater	voyageurs	d°	100,—	12 / 5 /33	125,—	75,—
14	Lapins domestiques vivants ..	d°	75,—	12 / 5 /33	150,—	100,—
quinquies						
Ex. 16 A	Viandes { porc				500,—	250,—
	fraîches et { boeuf et autres					
	réfrigérées { mouton	d°	100,—	12 / 5 /33	350,—	175,—
Ex. 16 B	Viandes { porc				260,—	130,—
	congelées { boeuf et autres	100 K.B.	100,—	12 / 5 /33	180,—	90,—
	{ mouton	d°	100,—	12 / 5 /33	180,—	90,—
17	Viandes { porc } lard et poitri.	100 K.N	100,—	28 / 6 /33	600,—	300,—
	salées { autres	d°	d°	d°	800,—	400,—
	{ boeuf et autres	d°			260,—	175,—
17 bis	Viandes { non { porc { lard,	d°			690,—	345,—
	cuites { autres { poitr.	d°	150,—	28 / 6 /33	920,—	460,—
	cuites { autres	d°			240,—	180,—
	prépa- { cuites { porc				780,—	390,—
	rées { autres				300,—	195,—
17 ter	Charcuterie { saucissons ...	100.K.N	150,—	28 /12 /33	1150,—	675,—
	fabriquée { autres	d°			1000,—	500,—
18	Volailles mortes (pigeons com- pris :					
	— truffées	d°	300,00	12 / 5 /33	600,—	300,—
	— non truffées	100 K.B	200,—	12 / 5 /33	200,—	100,—
18 ter	Lapins domestiques morts ...	—	150,—	12 / 5 /33	150,—	100,—
19	Conserves { porc	100 kg.			800,—	400,—
	de { autres	1 /2 brut	200,—	12 / 5 /33	260,—	175,—
	viandes { autres	d°				

Numéros du tarif	Nom du Produit	Unités	Taxe de licence		Droits de douane	
			Taux	Date du décret	T.G.	T.M.
			Frs.		Frs.	Frs.
Ex. 30 B	Saindoux autres que pour la savonnerie :					
	— bruts	100 K.N.	80, —	28 / 12 / 33	500, —	250, —
	— raffinés	d°	80, —	28 / 12 / 33	720, —	360, —
Ex. 34 A	Oeufs de volailles ou de gibier en coquille	100 K.B.	150, —	12 / 5 / 33	72, —	24, —
Ex. 34 B	Blancs d'œufs ou albumine ¹ ..	d°	300, —	28 / 12 / 33	30, —	10, —
Ex. 34 C	Jaunes d'œufs non sucrés pro- pres aux usages alimentaires	d°	300, —	28 / 12 / 33	72, —	24, —
	Jaunes d'œufs sucrés	d°	300, —	28 / 12 / 33	72, —	24, —
Ex. 34 D	Oeufs complets liquides, en en morceaux ou en poudre ¹ ..	d°	300, —	28 / 12 / 33	72, —	24, —
36	Fromages ²	d°	100, —	30 / 3 / 34	200, —	100, —
37	Beurres ³	100 K.N.	50, —	12 / 5 / 33	1400, —	700, —
38	Miel { Naturel pur	100 K.B.	50, —	28 / 12 / 33	200, —	100, —
	{ succédanés	100 K.N.	80, —	28 / 12 / 33	330, —	165, —
	{ Grains	100 K.B.	25, —		30, —	15, —
	{ Grains concassés et boulanges contenant plus de 10 % defarine	—	35, —	12 / 5 / 33	45, —	22, 50
70	Orge { Farines	d°	40, —		50, —	25, —
74	Malt { Entier	d°	35, —	26 / 9 / 33	80, —	40, —
	{ Farines	d°	65, —	26 / 9 / 33	120, —	60, —
80	Légumes secs :					
	Fèves et Fèverolles					
	— en branches et en gousses	100 K.B.	30, —		6, —	3, —
	— en grains	d°	40, —		14, —	7, —
	— décortiquées, brisées ou cassées	d°	50, —		40, —	20, —
	Pois pointus (pois chiches)	d°	40, —		Exemp.	Exemp.
	Haricots :					
	— en grains nature	d°	35, —		30, —	15, —
	— en grains triés ou criblés criblés	d°	45, —		50, —	25, —
	— décortiqués, brisés ou cassés	d°	60, —	28 / 12 / 33	60, —	30, —
	Lentilles :					
	— en grains	d°	40, —		40, —	20, —
	— décortiquées, brisées ou cassées	d°	60, —		70, —	35, —
	Pois :					
	— en grains :	d°	35, —		30, —	15, —
	— décortiqués, brisés ou cassés	d°	55, —		60, —	30, —

1. La taxe fixée à 400 fr. par décret du 12-5-33 a été ramenée à 300 fr. par décret du 28-12-33.

2. Les fromages pesant plus de 65 kg. la pièce, et d'une teneur en matière grasse supérieure à 45 % du poids de la matière sèche, bénéficient d'une réduction de 30 % sur les droits et de 50 % sur la taxe.

3. Portée à 200 fr. par le décret du 6 février 1934, au moment où les droits de douane ont été ramenés de 850 fr. à 700 fr. au T.M. et de 1700 fr. à 1400 fr. au T.G.

Numéros du tarif	Nom du Produit	Unités	Taxe de licence		Droits de douane	
			Taux	Date du décret	T.G.	T.M.
			Frs.		Frs.	Frs.
	Autres :					
	— en grains	100 K.B.	35,—	18/12/33	20,—	10,—
	— décortiqués, brisés ou cassés	d°	50,—	d°	40,—	20,—
80 bis	Farine de légumes secs :					
	Fèves et fêverolles { crues ...	d°	70,—	28/12/33	40,—	20,—
	{ cuites	d°	d°	d°	50,—	25,—
	Autres : { crues ...	d°	70,—	28/12/33	60,—	30,—
	{ cuites...	d°	d°	d°	70,—	35,—
Ex. 84 A	Fruits de table frais ¹ :					
	Poires :					
	— importées en boîtes ne dépassant pas 20 kgs.	d°	175 ¹	28/12/33	40,—	20,—
	— autres	d°	d°	d°	20,—	10,—
	Pommes :					
	— importées en boîtes ne dépassant pas 20 kgs. .	d°	125 ¹	28/12/33	30,—	15,—
	— autres	d°	d°	d°	15,—	7,50
	Fruits autres	d°	125 ¹	d°	Droits selon les fruits.	
Ex. 85	Noix :					
	— en coques	100 K.B.	50,—	28/12/33	20,—	10,—
	— sans coques	d°	75,—		50,—	25,—
115	Gemmes et résines .	d°	10,—	12/5/33	112,—	28,—
116	Essences de térébenthine	d°	20,—	12/5/33	81,60	20,40
128	Bois communs ronds bruts	d°	3,—	12/5/33	20,—	5,—
128 bis	Bois équarris ou sciés.....	d°	8,—	12/5/33	Taux divers sui- vant les variétés.	
133	Bois de Mines	d°	0,50	12/5/33	8,—	2,—
Ex. 158 A	Légumes frais autres :					
	— Période de production .	d°			30,—	15,—
	— Hors de la période de production	d°			60,—	30,—
	Oignons autres que les oignons à repiquer	d°	50,—	28/12/33	30,—	15,—
	Oignons à repiquer de moins de de 22 mm. de diamètre ...	d°			30,—	15,—
158 bis	Choux à choucroute.....	d°	5,—	28/12/33	14,—	7,—
165	Sons de toutes sortes de grains	d°	10,—	12/5/33	0,80	0,80
Ex. 166	Tourteaux de graines oléagi- neuses, contenant en huile :					
	— mois de 12 %	d°	5,—	28/12/33	Exemp.	Vr.T.G.
	— de 12 à 16 %	—	15,—	28/12/33	1,—	d°
	— plus de 16 %	d°	30,—	28/12/33	2,—	d°

1. Pour la période allant du 20 janvier au 1^{er} juin 1934, les taxes sur les fruits ont été ramenés aux taux ci-après : Poires 60, pommes 40 fr. Autres fruits contingentés : 60 fr.
A partir du 1^{er} juin 1934, Poires : 90 fr. ; pommes : 60 fr. ; fruits autres : 75 fr.

Numéros du tarif	Nom du Produit	Unités	Taxe de licence		Droits de douane	
			Taux	Date du décret	T.G.	T.M.
			Frs.		Frs.	Frs.
Ex. 166 bis	Tourteaux de maïs conte- nant moins de 50 % d'amidon	100 K.B.	30, —	28 /12 /33	Exemp.	Exemp.
Ex.170 D	Fleurs naturelles coupées, for- cées ou non forcées, de toute espèce, quel que soit le mode d'emballage, en bouquets ou autrement.....	100 K.N	200, —	28 /12 /33	600, —	200, —
597	Pièces de charpente et de char- ronnage façonnées :					
	— Bois dur	100 K.B.	25, —	12 / 5 /33	52, —	13, —
	— Bois tendre	d°			41, 60	10, 40
600	Bois rabotés :					
	— en chêne ou bois dur ...	d°	30, —	12 / 5 /33	74, —	18, 50
	— en sapin ou bois tendre	d°			51, 80	12, 95

TROISIÈME PARTIE

Le contingentement et les prix des Produits Agricoles

Dans les premiers rapports au Président de la République sur les mesures de contingentement, ainsi que dans beaucoup d'études ou de justifications parues au moment de l'éclosion du système, on pouvait lire cette affirmation courante que les prix des produits contingentés ne devaient guère être influencés par la restriction des importations étrangères. Et nous avons déjà signalé que cet argument de la supériorité du contingentement sur le droit de douane fut, parmi beaucoup d'autres, mis en relief pour justifier l'adoption de la nouvelle politique. C'est ainsi que, dans le rapport au Président de la République du 27 août 1931 sur le contingentement des bois et des vins, on trouve ce passage caractéristique : « Il serait dangereux d'essayer dans tous les cas d'en pallier les effets (de la crise) par une surélévation des droits de douane. Des mesures de cette nature, qu'il serait difficile de rapporter par la suite, auraient pour conséquences d'accroître les charges générales de la production, le prix de la vie, et le coût de la main d'œuvre. Elles constitueraient d'ailleurs un nouvel appel à la hausse des prix, n'apporteraient qu'un remède momentané à la crise ». Disons tout de suite que ce point de vue, en ce qui concerne beaucoup de produits, était pour le moins inattendu. Sans attendre les résultats de l'expérience, il était facile de poser *a priori* que, pour les produits dont le marché français est normalement importateur, restreindre l'offre devait avoir nécessairement pour effet d'agir sur les prix. Au surplus, n'y avait-il pas une apparente contradiction dans le fait de déclarer, d'une part, que le contingentement ne pouvait « accroître le prix de la vie », et d'autre part, de prôner l'adoption de ce même système comme le seul moyen de revaloriser les cours des denrées alimentaires ? Nous croyons interpréter assez fidèlement l'opinion des promoteurs du système en l'analysant de la façon suivante : en limitant l'entrée des importations étrangères de certains produits agricoles, on a pour

but d'éviter un avilissement des prix au-dessous des prix de revient de la production nationale ; mais si, à la faveur de cette protection énergique, la compression des prix de revient français pouvait être normalement réalisée, on ne verrait que des avantages à ce que les prix agricoles suivent, dans leur baisse, les prix de tous les produits du marché français. En aucune façon, semble-t-il, le contingentement ne doit provoquer une hausse anormale et d'ailleurs inopportune.

Nous allons voir, dans la suite de cette étude, dans quels cas et de quelle façon ce point de vue optimiste et favorable au consommateur s'est trouvé confirmé.

*
* * *

Dans le graphique ci-contre, nous avons tracé les courbes de l'indice général des prix français et de l'indice des prix des produits agricoles, pour la période 1931-1933. L'examen de cette courbe permet de distinguer trois phases dans cette période. Une première phase, allant de janvier à novembre 1931, fait apparaître un parallélisme étroit entre les deux courbes ; puis, à partir de novembre 1931, dès les premières mesures de contingentement, et jusqu'à août 1932, les prix agricoles marquent une reprise sensible, tandis que la courbe de l'indice général poursuit son mouvement de baisse, ralenti du fait même de la hausse d'une partie des indices la composant. Enfin, à dater du mois d'août 1932, une troisième phase commence, qui voit s'affirmer de nouveau le parallélisme des deux courbes.

Une première remarque s'impose : de novembre 1931 à août 1932 une divergence très nette oppose la courbe des prix agricoles à l'autre courbe composante de la courbe générale : celle des prix des produits industriels. Et s'il nous est permis de tirer de cette remarque une conclusion anticipée, nous émettrons la suggestion que le dérèglement des prix agricoles, durant l'année 1932, est sans doute dû à la mauvaise organisation du système du contingentement durant cette période ou à la mauvaise application qui en a été faite. L'année 1933 fut, en effet, une période de tâton-



nements et d'expérimentation : certains contingents furent fixés à des chiffres trop étroits ; des retards se produisirent dans la distribution des autorisations d'importation ; les pays étrangers s'organisèrent pour gérer, au mieux de leurs intérêts, les contingents alloués à leur exportation. On comprendra sans peine qu'un tel bouleversement dans le régime des échanges n'alla pas sans entraîner des répercussions plus profondes sur le marché des produits agricoles que sur le marché des produits industriels. A l'inverse des produits industriels où la demande, plus élastique, s'adapte plus facilement aux variations de l'offre, les cours des produits agricoles et notamment des denrées alimentaires sont beaucoup plus sensibles aux variations des offres sur le marché.

Sur le graphique précédent, nous avons également tracé la courbe des prix des produits d'origine animale dont l'indice pondéré est calculé par la statistique générale de la France sur la base 1913 = 100. Cette courbe fait ressortir de façon encore plus nette l'influence des mesures de contingentement sur les prix. Notre étude, dès lors, s'illustrera surtout d'exemples empruntés au marché des produits animaux, puisque la plupart d'entre eux furent contingentés dès l'automne de l'année 1931, tandis que les importations de produits végétaux furent frappés tout au long des années 1932 et 1933.

*
* *

Il nous faudra, à propos de chacune des hypothèses que nous serons amené à envisager, rechercher les variations des éléments classiques de la formation des prix : le facteur demande et le facteur offre.

Le facteur demande, en l'occurrence, est d'une moindre importance que le facteur offre. Pour les produits alimentaires, on peut en effet admettre que les variations de ce facteur sont assez faibles, la consommation étant provoquée par des besoins physiologiques qui ne peuvent eux-mêmes varier que dans des limites assez étroites. Toutefois, il ne faut pas méconnaître, même pour les denrées alimentaires, l'influence de la diminution des revenus en temps de crise.

Les besoins, certes, continuent d'être satisfaits, mais il se produit presque nécessairement un décalage dans la nature, la qualité ou la valeur des produits consommés. Si le prix du pain augmente, on délaissera le pain de luxe pour le pain du ménage, et si un resserrement dans l'offre des poires sur le marché provoque une hausse des prix, les ventes de confitures ou de fromages se développeront au détriment de celles des fruits frais, devenus trop coûteux.

Il est difficile d'établir avec précision des statistiques de la consommation des denrées alimentaires. Les procédés d'évaluation directe sont incertains ; et si on considère la consommation comme la somme algébrique de la production nationale et des importations étrangères, l'incertitude apparaît en ce qui concerne les statistiques de la production. D'ailleurs, en l'occurrence, cette dernière méthode ne saurait aboutir à aucun résultat, car elle s'identifie avec un calcul de l'offre sur le marché. Or, la demande n'égale nécessairement l'offre, c'est-à-dire la consommation, que si cette demande, si élevée soit-elle, a pu être satisfaite. Et il est impossible de répondre à cette question du fait de la limitation arbitraire de l'offre par la fixation de contingents globaux.

Pour certains produits cependant, il existe des moyens d'évaluation de la consommation suffisamment précis : c'est le cas notamment des viandes de boucherie, où les chiffres des rendements de la taxe à l'abatage nous renseignent assez exactement sur les variations de la consommation. Dans ce cas particulier, d'ailleurs, la consommation s'identifie avec la demande ; nous aurons l'occasion de voir ultérieurement que le marché français de l'élevage souffre, depuis 1932 déjà, d'une crise de surproduction : la demande a donc pu être normalement satisfaite quelles qu'aient été ses variations.

Rendement de la taxe à l'abatage
(en milliers de francs)

	Chevaux	Porcs	Boeufs	Veaux et moutons	Total
1930	10.100	105.180	132.300	119.300	366.880
1931	10.150	120.360	111.900	110.450	352.860
1932	9.800	121.160	118.300	122.100	371.360
1933	10.230	117.500	127.100	130.100	375.000

Le tableau ci-dessus confirme que, sauf pour les bovins où la mévente a été sensible durant l'année 1931, la consommation des viandes s'est maintenue remarquablement stable depuis 1930¹.

Cependant si, du tableau précédent, on peut tirer argument que la demande est demeurée assez stable pour les produits de première nécessité et, de façon générale, pour les denrées alimentaires, il n'en a pas été de même pour les produits agricoles à utilisation industrielle : pour beaucoup d'entre eux, la crise a provoqué une mévente dont les producteurs se sont plaints et contre laquelle ils ont instamment sollicité la protection gouvernementale.

L'influence du facteur offre sera plus délicate à préciser car il nous faudra tenir compte, à la fois, de l'importance et des variations de la production nationale, des statistiques de l'exportation française et, enfin, des quantités fixées pour les importations étrangères. Certes, le but même du système du contingentement est de limiter les importations étrangères au strict complément de la production nationale. Mais cela n'est qu'un idéal, pratiquement difficile à atteindre, de telle sorte qu'il conviendra selon les cas, de mettre en relief celui de ces éléments, pro-

1. Pour l'ensemble des produits laitiers, les chiffres de l'octroi de Paris constituent également un « excellent baromètre de la consommation ». Pour les 11 premiers mois des années 1932 et 1933, les chiffres indiquent, pour la consommation parisienne :

	Beurres	Ensemble des fromages
1932	228.450 Qx	219.300 Qx
1933	228.000 —	226.120 —

duction, exportations, importations, dont l'influence aura déterminé le sens de la variation des prix.

*
* * *

Nous pouvons, dans la suite de cette étude, considérer les prix de la production, c'est-à-dire les prix payés aux producteurs eux-mêmes, les prix de gros à la consommation, et enfin, les prix de détail. Nous ne parlerons cependant pas de ces derniers, parce que les variations de la marge qui les sépare des prix de gros sont indépendantes de l'existence de mesures de contingentement. L'étude de l'importance de cette marge et de ses variations constitue en effet un problème d'ordre intérieur, par ailleurs très complexe¹. Nous étudierons donc, dans un premier chapitre, les prix de gros à la consommation, dont la fixation a été directement influencée par les mesures de contingentement. Nous nous poserons ensuite la question de déterminer si le producteur français a bénéficié, dans la même proportion que les vendeurs de gros, de la rigidité des prix provoquée par le contingentement ; nous examinerons, en même temps, comment s'est répartie la marge bénéficiaire que le contingentement a créée au profit des importateurs. Nous terminerons enfin par une brève comparaison de l'influence sur les prix des mesures de contingentement et des droits de douane.

1. Voir J. Marchal, « Prix de gros et prix de détail », *Revue d'économie politique*, 1931, p. 1219.

CHAPITRE PREMIER

Les variations des prix de gros à la consommation

Nous étudierons successivement les trois cas suivants :

D'abord le cas où la fixation d'un contingent à l'importation n'a pas empêché la chute des prix de se poursuivre et même de se précipiter ; puis, le cas où le contingentement a été la cause déterminante d'une hausse momentanée ou durable des cours ; enfin, le cas plus général où le contingentement a abouti à une stabilisation effective des cours.

* * *

SECTION I

CAS OU LE CONTINGENTEMENT S'EST ACCOMPAGNÉ D'UNE CHUTE DES COURS

Le système du contingentement, ayant pour but de restreindre l'offre des produits étrangers sur le marché français, ne pouvait avoir qu'une influence très secondaire sur les cours des produits atteints, sur ce marché, d'une crise de surproduction. L'exportation de l'excédent des offres étant impossible par suite des mesures de protection adoptées à l'étranger ou de la marge des prix français et étrangers, la prohibition totale des importations n'a pu empêcher le développement de la crise intérieure. C'est le cas notamment du blé, pour lequel la production française, généralement déficitaire, s'est trouvée dépasser les besoins

à la suite d'excellentes récoltes en 1932 et 1933. Malgré la prohibition des importations étrangères, pratiquement édictée par le décret du 25 mars 1933, les cours se sont rapidement effondrés :

Cours du blé au quintal (*Marché officiel de Paris*)

juin 1931	Mars 1932	Juin 1932	Août 1932	Mars 1933	Mai 1933
188	171	168	119	100	95

Et la loi du 10 juillet 1933, instituant un prix minimum pour le blé, n'a pu avoir pour effet de faire disparaître une crise qui ne s'atténuera que si une récolte nettement déficitaire vient rétablir un équilibre intérieur, difficile à réaliser.

Les bovins nous fournissent un autre exemple d'une crise de surproduction qu'une prohibition totale des importations étrangères n'a pas réussi à enrayer.

Les cours du bœuf (1^{re} qualité), sur le marché de la Villette, sont en baisse constante depuis l'année 1930.

	Année 1930	Année 1931	Année 1932	Année 1933	Mars 1934
Indice .	100	95	72	64	53

Pourtant, les importations de bovins et de viandes de bœuf sont pratiquement nulles. Les contingents, pour ces produits, ont été progressivement réduits, depuis le 1^{er} trimestre de l'année 1932 :

Contingents des bovins sur pied (*territoire français*)

1 ^{er} trimestre 1932	2 ^e trimestre 1932	3 ^e trimestre 1932	4 ^e trimestre 1932	1 ^{er} trimestre 1933 ultérieurs
20.000 Qx	10. 000Qx	6.300 Qx	2.000 Qx	Néant

Contingents des viandes congelées de boeuf

1 ^{er} trimestre 1932	4 ^e trimestre 1932	4 ^e trimestre 1933 et trimestre ultérieurs
60.000 qx	37.500 qx	5.000 qx ou néant (pour les besoins de la Marine Nationale et des frigorifiques militaires)

La crise est donc purement nationale : elle a des causes multiples dont les principales, conditions fourragères défavorables, situation pécuniaire difficile des producteurs, etc., ont été clairement mises en relief dans un article récent de M. Rouy¹, Secrétaire Général de l'Association Générale des Producteurs de Viande. Pour d'autres produits encore, une crise de même nature, sur laquelle les mesures de contingentement ne pourront être d'aucun effet, menace d'éclater sur le marché français. Le marché des produits laitiers, par exemple, a donné, durant le printemps et l'été de 1933, des signes de détresse. La production a été très nettement supérieure à celle des mois correspondants de l'année 1932 et les cours se sont effondrés. Il est possible que l'on assiste, pour cette production si importante de notre agriculture, à un drame de même nature que celui qui se joue actuellement pour le blé et le bétail.

Dans l'hypothèse que nous venons d'examiner, les mesures de contingentement n'ont donc pas pu agir efficacement dans le sens du maintien des prix à un taux suffisamment rémunérateur pour l'ensemble des producteurs français. Ces mesures ont, du moins, empêché que l'afflux des importations étrangères ne vienne aggraver un mal déjà si profond en soi. Toutefois, il est à souhaiter, pour l'équilibre futur de notre production agricole, que la chute des prix que nous venons de mettre en relief, ait pour effet de réaliser une compression des coûts de production, fût-ce au prix d'une élimination des entreprises les moins rentables. Pour cette raison, la loi du 10 juillet 1933,

1. Où vont les cours du bétail ? *Bulletin de la Confédération Nationale des Associations agricoles*, 2 janvier 1934.

fixant un prix minimum pour le blé, est condamnable : à l'abri de prix artificiellement maintenus, le producteur français de blé ne semble pas rechercher la réduction de ses prix de revient et, au besoin des surfaces emblavées. Confiant dans la promesse gouvernementale, il semble plutôt avoir développé une production assurée, à ses yeux, de trouver un écoulement à des prix rémunérateurs.

*
* *

SECTION II

CAS OU LE CONTINGENTEMENT

A EU POUR EFFET DE PROVOQUER UNE HAUSSE DURABLE OU MOMENTANÉE DES COURS

A un double point de vue, il est intéressant de mettre ce cas en relief : d'abord parce que, en la circonstance, les contingents auront provoqué un résultat contraire à celui qu'en attendaient les défenseurs, lors de l'institution du système ; d'autre part, parce que l'étude de ce cas particulier nous amènera à formuler l'une des critiques les plus graves que l'on puisse adresser à ce système : la difficulté que l'on constatera d'en obtenir un fonctionnement pratique irréprochable.

En premier lieu, il semble que les hausses durables, enregistrées sur le marché français depuis l'avènement du contingentement, aient répondu à des situations de fait particulières à ce marché ; nous voulons dire par là qu'elles sont apparues comme nécessaires et, par conséquent, légitimes.

C'est d'abord le cas où des produits étrangers ont été utilisés comme produits de substitution, au détriment de produits similaires français. On a alors contingenté ces produits étrangers en fixant des contingents sans doute volontairement trop étroits, afin qu'une revalorisation des cours détourne la consommation vers les produits français d'utilisation analogue. Tel semble être le cas du maïs qui, contingenté par le décret du 8 mars 1933 pour

tenter d'améliorer la situation critique du marché français des céréales secondaires, a subi, depuis cette date, un relèvement durable des prix :

Cours du maïs (S.G.F. : juillet 1914 = 100)

Année 1932	Mars-décembre 1933	Janvier-Février 1934
411	556	503

Il a pu également arriver que les importations massives aient déterminé un fléchissement des cours tel qu'il soit apparu qu'une revalorisation en devenait indispensable. La concurrence étant abolie du fait du contingentement, les prix du marché français se sont progressivement améliorés depuis cette date :

Cours du sapin (S.G.F. : Juillet 1914 = 100)

janvier 1932	1 ^{er} semestre 1932	2 ^e semestre 1932	1 ^{er} semestre 1933	2 ^e semestre 1933	Janvier Février 1934
391	414	472	480	500	500

Cependant, ces exemples ne sont pas fréquents, et nous aurons à constater, qu'en dehors de quelques hausses accidentelles, les cours des produits agricoles contingentés ont plutôt accusé une tendance à la stabilité depuis l'année 1932

*
* *

Si, comme nous venons de le constater, les cas où les contingents ont provoqué une hausse sensible et durable des cours sont plutôt rares, nous aurons à relever beaucoup plus d'exemples où le système nouveau a provoqué des hausses momentanées ou saisonnières des cours des produits protégés. Et tous ces exemples se ramènent à une hypothèse unique : celle où le fonctionnement du contingentement a été faussé, soit parce qu'il a été mal organisé, soit parce qu'il a été mal utilisé.

A. *Organisation critiquable du contingentement.*

Nous réunirons, sous cette rubrique, les cas où le dérèglement des cours est dû au fait que les autorisations d'importation n'ont pas toujours été distribuées avec toute la célérité souhaitable. Si les quantités fixées à l'importation étrangère sont indispensables au marché national, les retards dans la distribution des licences, en aboutissant à une fermeture brutale des frontières, peuvent occasionner, dans les échanges, une gêne susceptible de nuire à la stabilité des cours.

Il y a d'abord des retards qui sont dus aux lenteurs des services distributeurs. La réception des demandes, la vérification des justifications requises, le classement des autorisations, la répartition par les soins des comités interprofessionnels, toutes ces formalités minutieuses, mais nécessaires, exigeraient un personnel nombreux dont ne disposent pas toujours les services intéressés. Les services économiques du Ministère de l'Agriculture se sont progressivement installés et outillés, et nous avons pu acquérir la preuve que la distribution s'opère actuellement avec toute la promptitude désirable. Mais que de lenteurs au début de l'organisation de cette distribution, alors qu'un personnel des plus restreint avait à faire face à la besogne considérable de dépouiller des milliers de demandes dans le minimum de temps. D'autre part, comme les autorisations doivent porter l'avis favorable des services des douanes, le même embouteillage se produisait au Ministère des Finances où des autorisations séjournaient jusqu'à quinze et vingt jours. Au Congrès du Commerce des Produits contingentés (27-29 juin 1932), dans son rapport sur le commerce des beurres, M. Picou s'exprimait ainsi : « On publia un « avis aux importateurs » faisant connaître que les demandes de licences seraient reçues jusqu'au 15 janvier, alors que ces dernières devaient permettre l'importation, à partir du 1^{er} janvier » et plus loin : « Ce n'est en réalité, que sous la pression de l'opinion publique que les premières licences furent distribuées en février 1932, licences qui devaient permettre l'alimentation du marché français à partir de janvier. Il est évident que, pendant ce temps,

les cours n'étaient pas restés stationnaires, atteignant jusqu'à 28 francs au maximum et 27 francs à la moyenne, soit presque une hausse de 100 % ».

Ces retards dans la distribution des autorisations d'importation ont été beaucoup plus rares dans le courant de l'année 1932 et durant l'année 1933 : les services distributeurs s'organisèrent progressivement et, de plus, ils avaient été déchargés d'une partie de leur tâche par l'octroi aux pays étrangers de la gestion des contingents qui leur étaient alloués. Cependant, depuis le Gouvernement français a décidé de reprendre, à partir du 1^{er} janvier 1934, la gestion de tous les contingents agricoles, quelques retards dans la distribution des licences se sont encore produits durant le mois de janvier et le début de février. Mais ces retards ont été rares et brefs, de telle sorte qu'il n'y a pas eu à enregistrer des hausses comparables à celle dont nous venons de parler à propos des beurres, durant le mois de janvier 1932.

On eût pu craindre également, depuis la décision interministérielle du 1^{er} septembre 1933, que le nouveau procédé d'attribution des contingents ne fût la cause de hausses momentanées dues aux retards apportés dans les négociations. Fréquemment, en effet, les pourparlers pour l'attribution de la part négociable des contingents ne sont pas encore terminés alors que la période pour laquelle ces contingents ont été fixés, est près de s'achever. Il en résulte que, pendant un et parfois même deux mois, le marché français peut être privé des importations étrangères, pourtant jugées nécessaires au moment de la fixation des contingents globaux. Pratiquement, ces retards dans les négociations n'ont pas eu de répercussions fâcheuses sur les prix, car ils ont abouti à échelonner les importations sur toute la durée du trimestre, conformément au désir, maintes fois exprimé, de la plupart des producteurs et importateurs français.

Il semble qu'en définitive et aussi longtemps que sera appliqué le système de distribution par les autorisations d'importation, des hausses brutales ne soient plus à redouter

du fait de retards dus à une organisation imparfaite des services distributeurs.

B. Utilisation défectueuse du contingentement.

Nous examinerons maintenant le cas où des hausses momentanées ou saisonnières des cours ont été enregistrées à la suite d'une fixation, involontairement trop étroite, des contingents alloués à l'importation étrangère.

Nous avons déjà parlé des principes suivis par l'administration française pour la fixation des contingents globaux¹. En se basant le plus souvent sur les chiffres des importations moyennes pendant une période d'années variable, les services intéressés s'efforcent, pour un produit donné, d'évaluer les quantités étrangères nécessaires au marché intérieur. Mais une telle méthode d'évaluation ne saurait être précise, car les besoins peuvent varier d'une année à l'autre et la production nationale peut se trouver, saisonnièrement, insuffisante ou excédentaire par rapport aux récoltes normales. Pour que l'évaluation trimestrielle des contingents soit faite de façon rationnelle, il faudrait donc que les services des Ministères intéressés soient tenus, presque au jour le jour, au courant des besoins du marché et des possibilités de la production nationale. Même si ce service d'information était assuré de façon parfaite — ce qui n'est pas le cas — il rentrerait néanmoins dans la fixation d'un contingent, une part de prévision qui ne saurait exclure les possibilités d'erreur. Certes, en période de production française normale, une fixation un peu étroite d'un contingent ne saurait avoir une très grosse répercussion, quand il s'agit d'un produit pour lequel cette production couvre à peu près la totalité des besoins du marché. Mais quand l'erreur porte sur une période de production saisonnièrement ou accidentellement déficitaire, une limitation des importations amènera nécessairement une hausse sensible des cours. Nous avons déjà indiqué² que la hausse des cours du beurre, à la fin du

1. Voir *supra*, p. 85 et suiv.

2. Voir p. 156.

mois de janvier 1932, devait être attribuée au retard apporté à la distribution des licences pour l'importation de ce produit durant le premier trimestre 1932. Ces autorisations furent distribuées du 25 janvier au 2 février et, cependant, le mouvement de hausse des prix se poursuivit malgré les arrivages étrangers. La raison de cette hausse anormale doit être recherchée dans le fait que le contingent avait été fixé, dans des limites involontairement trop étroites, par les services compétents du Ministère de l'agriculture. Non pas que cette insuffisance des contingents ait provoqué directement une hausse aussi sensible, mais la spéculation ne craignant nulle concurrence, a pu ainsi jouer librement ! Pour enrayer ce mouvement de hausse, le contingent des beurres, fixé à 12.000 quintaux ¹ pour la période janvier-mars, a été porté successivement à 24.000 quintaux par l'arrêté du 10 février et à 36.000 quintaux par l'arrêté du 1^{er} mars 1932.

Par la suite et à mesure que le système du contingentement s'est perfectionné, de telles erreurs ont pu être évitées. Il n'en demeure pas moins vrai qu'au début de la période d'organisation, le consommateur a souvent dû supporter des hausses de prix aussi « anormales » qu'« inopportunes ».

Judicieusement appliqué, il semble même que le système du contingentement puisse aboutir à la suppression ou du moins, à l'atténuation, des hausses saisonnières, si fréquentes sur les cours des produits agricoles. Certains produits, comme les œufs, les beurres, les fromages, subissent généralement d'octobre à mars des hausses représentant parfois jusqu'à 100 % des prix pratiqués au cours des mois d'été. Les contingents des premier et dernier trimestres de chaque année, devraient donc, pour les produits soumis

1. Ce chiffre manifestement trop faible, fut calculé en tenant compte de la moyenne des importations durant les années 1927-1931. Cette moyenne s'élève à 74.000 quintaux, ce qui donne une moyenne trimestrielle de 18.000 quintaux environ. Sans doute, pour tenir compte des dépassements (8.500 qx.) sur le trimestre précédent, le contingent fut fixé à 12.000 quintaux. Si, au lieu de considérer le quart de la moyenne annuelle, on avait calculé la moyenne des importations de janvier à mars, on aurait trouvé le chiffre de 36.500 quintaux. Ce dernier chiffre correspond d'ailleurs à la quantité finalement adoptée par l'arrêté du 1^{er} mars 1932.

à cette hausse saisonnière, être fixés de façon très large, afin que l'offre se raréfie le moins possible sur le marché national. Au besoin, des stocks de sécurité pourraient être constitués qui seraient mis à la consommation dans le cas où des hausses brutales des cours se manifesteraient ¹.

Le contingentement, ainsi compris, aboutirait à une régularisation des cours, dont les producteurs, commerçants et consommateurs tout à la fois, auraient lieu de se féliciter.



SECTION III

CAS OU LE CONTINGENTEMENT A EU POUR EFFET D'ARRÊTER LA CHUTE DES COURS ET DE STABILISER LES PRIX

Nous avons, jusqu'à présent, fait l'étude de cas particuliers : constatation de l'impuissance des contingents pour les produits atteints de surproduction intérieure, et analyse des cas où, accidentellement, les contingents ont été à l'origine de hausses de prix. En faisant abstraction de ces cas particuliers, il nous reste maintenant à dégager, de façon plus générale, la tendance des cours des grands produits agricoles contingentés.

Dans l'ensemble, il est permis d'affirmer que l'effet des restrictions d'importations s'est manifesté dans le sens du maintien des prix au niveau enregistré au moment où sont intervenues les mesures de contingentement. Ce résultat était d'ailleurs facile à prévoir. Les mesures précédentes, en principe, ont frappé des denrées pour lesquelles la production nationale n'est que faiblement déficitaire par rapport aux besoins normaux. C'est le cas de la plupart des produits animaux et des céréales secondaires, c'est le cas des bois, des légumes, des fruits. En limitant les importations étrangères au complément indispensable de la production

1. Pour le premier trimestre de l'année 1934, un stock de sécurité de 5.000 quintaux de beurre, a été constitué, dont l'importation en France n'aurait été effectuée que si les besoins du marché l'avaient nécessité.

nationale, on régularise les offres, on évite par cela même la chute des cours. Et les produits importés, admis en quantités strictement limitées, ne peuvent influencer dans le sens de la baisse. La concurrence étant ainsi abolie, les prix des produits importés se relèveront automatiquement au niveau des prix des produits similaires français. Dans le cas général, les contingents ont donc empêché les cours français de s'effondrer au niveau des cours mondiaux : ils ont cristallisé les prix.

Considérons, en effet, l'indice des produits animaux¹ calculé par la statistique générale de la France sur la base juillet 1914 = 100. En suivant les variations de cet indice, non pas mensuellement, mais semestriellement, de façon à faire une élimination approchée des variations accidentelles ou saisonnières, nous obtenons le tableau suivant :

2 ^e semestre 1931	1 ^{er} semestre 1932	2 ^e semestre 1932	1 ^{er} semestre 1933	2 ^e semestre 1933
493	484	484	450	441

Les cours des produits animaux contingentés, d'une stabilité remarquable durant l'année 1932, ont donc subi une baisse assez légère durant l'année 1933. Mais, on peut facilement vérifier que cette baisse n'est due qu'à des considérations d'ordre intérieur. Le marché de l'ensemble des produits laitiers accuse en effet, depuis l'année 1933, un malaise qui s'est traduit, au cours du deuxième trimestre, par une chute brusque des prix. Et cette crise naissante de surproduction n'est que la conséquence de la crise de l'élevage bovin, mise en relief au début de ce chapitre : les éleveurs ayant cherché, dans la production laitière, un palliatif à la mévente de leur bétail et de leurs céréales.

1. Tous les produits composant cet indice sont contingentés depuis le début de l'année 1932 : viandes de bœuf (2 qualités), de mouton (2 qualités), de porc (2 qualités), beurres et fromages secs.

Cours moyen des beurres (Halles Centrales) Frs : au Kg.

Avril 1933	Mai 1933	Juin 1933	Juillet 1933
14,4	11,6	11,5	12.—

Les indices des prix de détail, calculés par le Comité technique de l'alimentation parisienne, accusent aussi cette chute brutale :

Indices pondérés des beurres, oeufs et fromages

4 premiers mois de 1933	Mai	(1914 = 100) Juin	Juillet
508	407	402	402

Cette baisse sensible des produits de l'élevage, jointe à la crise du bétail sur pied, explique la dépression enregistrée par les indices des produits animaux durant l'année 1933.

L'examen des indices précédents nous prouve donc que les contingents ont provoqué une réelle stabilité des cours, seulement troublée à la suite d'une surproduction intérieure venant détruire l'équilibre du marché national. Et ceci nous amène, dès lors, à formuler une conclusion plus générale et d'ailleurs pessimiste : pour les produits agricoles contingentés, une baisse des cours ne semble possible que comme conséquence d'une crise intérieure de surproduction, d'autant plus difficile à résorber que, par suite de la marge conservée entre les prix nationaux et étrangers, toute exportation est rendue pratiquement impossible.

L'examen de l'indice des produits végétaux, calculé par la statistique générale de la France, ne saurait donner aucun résultat, cet indice étant presque exclusivement un indice de l'ensemble des céréales¹. Les céréales secondaires n'ayant été, pour la plupart, contingentées qu'au cours de l'année 1933, il est donc trop tôt pour tirer une conclusion des variations présentées par cet indice².

1. Blé, farine, avoine, seigle, orge, maïs, riz et pommes de terre.

2. Il est toutefois permis de remarquer que, depuis le mois de septembre 1933, date à partir de laquelle tous les produits composant cet indice, se trouvent contingentés, la stabilité apparaît avec netteté.

Septembre	Octobre	Novembre	Décembre
354	358	353	347

En observant, non plus les indices composés, mais les variations effectives des cours de certains produits agricoles contingentés, il est évidemment plus malaisé de mettre en relief la même tendance à la stabilité. Chaque marché possède en effet ses caractéristiques particulières (hausses saisonnières, existence de produits de substitution, variations de la production ou de l'exportation), dont les répercussions se neutralisent sensiblement dans l'établissement d'un indice composé.

Toutefois, en considérant pour de nombreuses denrées, la moyenne annuelle des cours, on remarque leur rigidité depuis la mesure de contingentement particulière à chacune d'elles.

Cours des beurres (Halles Centrales) Frs. au Kg.			
1931	1932	1933	1 ^{er} trimestre 1934
15,5	16,3	14,7	15,5

Les cours des œufs sont également très fermes depuis l'année 1931 :

Halles Centrales : Moyenne des cours (Frs. le mille)			
1931	1932	1933	1 ^{er} trimestre 1934
600,5	581,5	524,7	550

De même, les cours du sucre ¹ :

Paris. — Bourse de Commerce N° 3 (Frs. aux 100 kgs.)		
Septembre-décembre 1931	1932	1933
219	219,9	220,4

Pour les viandes, on ne peut utilement considérer que les cours du mouton, puisque les cours des viandes de bœuf

1. Le contingentement s'est ici accompagné d'un accord entre producteurs français et coloniaux pour la limitation de la production sucrière

et de porc ont subi l'influence de la crise intérieure de surproduction .

Cours du mouton : La Villette (1^o qualité). — Frs. au Kg.

<u>4^e trimestre 1931</u>	<u>1932</u>	<u>1933</u>	<u>1^{er} trimestre 1934</u>
15,8	15,6	15, —	16, 1

Pour les autres produits agricoles contingentés, dont les cours n'ont été dérèglés par aucune circonstance spéciale telle que crise intérieure de surproduction ou revalorisation provoquée, il serait également aisé de mettre en relief non pas toujours une stabilité effective, mais, du moins, une tendance à la stabilité. Quels ont été les bénéficiaires de l'excellente tenue des prix français, due à nos mesures de contingentement ? C'est la question que nous nous proposons d'examiner maintenant.

CHAPITRE II

L'incidence des variations de prix

Prix à la production — Les bénéfices des importateurs — Influence de la gestion des contingents par les pays étrangers — Influence des taxes sur les licences d'importation —

Nous venons de constater, dans le chapitre précédent, que les mesures de contingentement ont généralement eu pour effet de stabiliser les prix du marché agricole français à un niveau relativement élevé. La marge entre les prix intérieurs et les cours mondiaux s'est donc élargie au fur et à mesure que la baisse s'accroissait à l'étranger. Une double question se pose alors : les prix à la production français ont-ils suivi toutes les variations des prix à la consommation et dans quelle mesure ? D'autre part, dans le cas où la marge bénéficiaire entre les prix français et étrangers a été, en partie, récupérée par le producteur étranger ou par l'Etat français, ce prélèvement sur les bénéfices de l'importateur s'est-il toujours répercuté sur le consommateur national ?

*
* *

SECTION I

LES PRIX A LA PRODUCTION

Le contingentement a eu pour but d'éviter un avilissement des cours de la production agricole française. Ce but fut largement atteint, puisque la chute des cours a été non

seulement ralentie, mais encore le plus souvent enrayée. Cette cristallisation des prix, consacrée par le contingentement, a-t-elle toujours profité à celui-là même que la politique nouvelle avait pour mission de protéger : le producteur ?

Nous touchons ainsi à la question, toujours d'actualité, de la marge entre les prix à la production et les prix de gros à la consommation.

Nous n'avons pas ici l'intention de nous demander si cette marge est réellement trop élevée et pourquoi il en est ainsi. Ce difficile problème a retenu depuis longtemps l'attention des gouvernements et sa solution, comme celle du problème des prix de gros et des prix de détail, dépend en grande partie de considérations d'ordre intérieur, étrangères au contingentement.

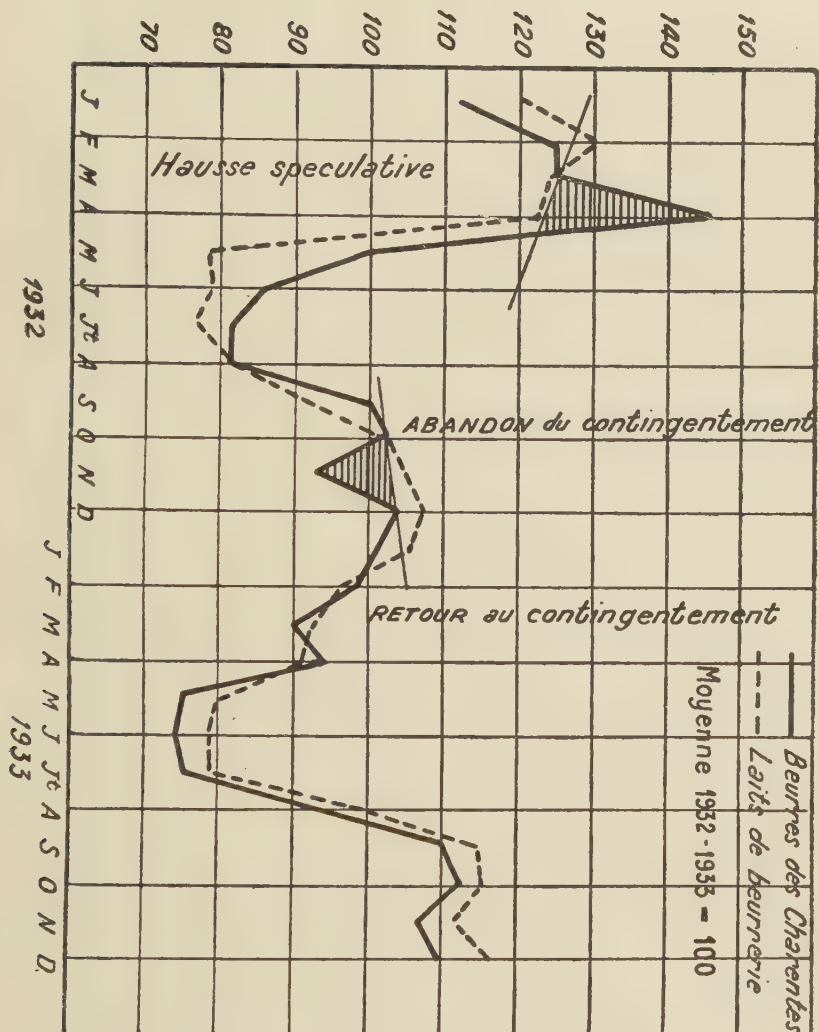
Nous nous demanderons plus simplement si les variations des prix à la production et des prix à la consommation ont été proportionnelles depuis les mesures de contingentement, c'est-à-dire si les intermédiaires n'ont pas tiré du contingentement des avantages relativement plus élevés que les producteurs eux-mêmes.

Telle quelle, la question ne saurait appeler une réponse bien précise.

Si l'on dispose, en effet, de renseignements exacts sur la plupart des prix de gros à la consommation, il n'en est pas de même des prix à la production. Ceux-ci sont multiples, incertains, variant de région à région, de marché à marché. Ils sont souvent déterminés par les cours de gros à la consommation du marché de la Villette ou des Halles centrales de Paris, et leur fixation dépend ainsi beaucoup du prix moyen des transports jusqu'à l'agglomération parisienne.

Nous allons cependant tirer de précieux enseignements de deux exemples empruntés à deux marchés importants de l'agriculture française, le marché des beurres et le marché du porc.

1. Nous avons, en premier lieu, comparé les variations mensuelles des cours du beurre des Charentes aux Halles



Graphique N° 5

centrales de Paris, des cours des laits de beurrerie¹ dans les quatre départements suivants : Charente-Inférieure, Charente, Vendée, Vienne.

Pour rendre ces cours comparables entre eux, nous les avons successivement rapportés à la base 100 pour la moyenne des années 1932 et 1933.

L'examen des deux courbes ainsi obtenues (graphique n° 5) permet les constatations suivantes :

1°. Le parallélisme des deux courbes est très accentué. Le coefficient de corrélation² est égal à : 0,86.

2°. La courbe des beurres fait ressortir deux anomalies : une hausse brusque en avril 1932, conséquence d'un mouvement de spéculation et une baisse anormale en novembre 1932, consécutive à l'afflux des importations pendant l'abandon momentané du contingentement des beurres. Les cours du lait de beurrerie, moins sensibles, n'ont pas accusé les deux mouvements précédents.

Si l'on néglige ces pointes anormales des cours du beurre, en remplaçant les indices correspondants par la moyenne des indices qui les précèdent et les suivent immédiatement, la corrélation est très forte et devient égale à : 0,90

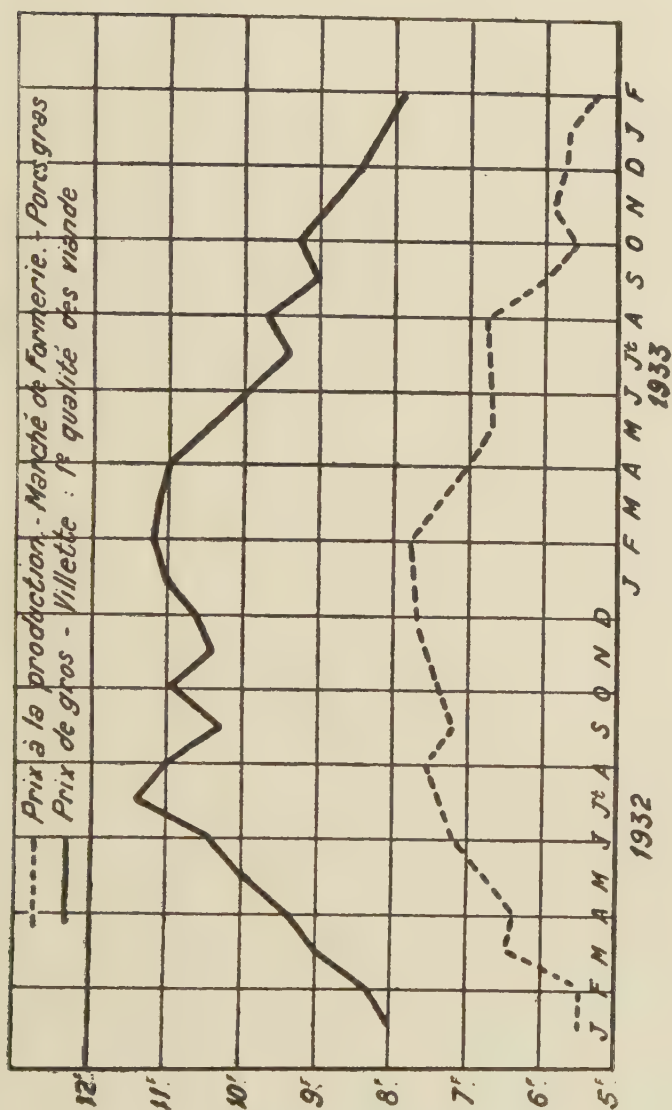
On peut déduire de ces deux observations que les cours des laits de beurrerie ont ressenti toutes les variations des prix de gros du beurre. Seuls, les mouvements anormaux spéculatifs ne sont pas accusés par les cours à la production³ ni à la hausse, ni à la baisse. En l'occurrence, le contingentement a atteint son but.

II. La comparaison des cours du porc vivant à la production sur un grand marché de province³ et des cours des

1. Cours communiqués par la Confédération Générale des Producteurs de Lait.

2. V. Aftalion, *Cours de statistique*, p. 132 et suiv, Presses universitaires de France.

3. Cours communiqués par l'Union Nationale des éleveurs de porcs, Marché de Formerie (Oise).



Graphique N° 6

viandes à la Villette permet des conclusions analogues (graphique n°6).

Les moindres variations des prix de gros sont immédiatement ressenties, plus amorties toutefois, par les prix à la production. On peut remarquer aussi que l'écart entre les deux courbes augmente quand les cours sont à la hausse, et tend à se rétrécir quand les cours accusent une baisse prolongée. Cela signifie que les variations sont proportionnelles, la marge entre les cours variant dans la même proportion que les cours eux-mêmes. De janvier 1932 à février 1933, les cours à la production passent de 5 fr. 50 à 7 fr. 75, accusant une hausse de 40 %. Entre les mêmes dates, les cours sur le marché de la Villette s'élèvent de 8 fr. à 11 fr. 10, en hausse de 39 %. L'écart absolu a augmenté mais les variations sont demeurées proportionnelles.

Il semble donc, en définitive, que les cours à la production aient bien suivi, dans leurs mouvements, les cours de gros à la consommation. Faut-il s'en étonner ? Nullement. Le producteur français délivré de la concurrence étrangère par la restriction des importations, a entendu profiter des conséquences d'une mesure déterminée par la seule considération de sa propre situation.

*
* *

SECTION II

LA RÉPERCUSSION DE LA GESTION ET DES TAXES DE LICENCE

Les cours des produits importés se relevaient automatiquement au niveau des cours du marché intérieur français, stabilisés par le contingentement. Cette marge bénéficiaire a été successivement mise à contribution par les exportateurs des pays gérant eux mêmes leurs contingents, et par l'Etat français au moyen de taxes sur les licences d'importation. Dans quel cas le consommateur français a-t-il ressenties les conséquences de ces prélèvements sur un bénéfice que l'importateur considérerait comme une compensation légitime des restrictions imposées à son commerce ?



Il est remarquable de constater l'unanimité des protestations que la gestion des contingents par les pays étrangers a soulevées parmi les importateurs intéressés. Le grief essentiel, parmi tant d'autres que nous avons déjà signalés, était l'accusation portée par les maisons françaises contre les exportateurs étrangers offrant de traiter à des cours supérieurs au cours mondial. Il est incontestable que ces plaintes étaient justifiées et que de véritables abus ont été commis par les étrangers. Ces abus ont surtout porté sur les ventes d'œufs, de beurres, de légumes, de bétail sur pied¹. Et la majoration atteignait souvent 30 %, et 40 %, parfois même davantage.

Il ne semble pas pourtant que les majorations de prix, qu'ont dû supporter les importateurs français, aient beaucoup influé sur les cours pratiqués sur le marché national. Les importateurs français ainsi lésés, n'ont donc pas pu faire supporter par le consommateur les frais supplémentaires que leur occasionnait la déloyauté de leurs fournisseurs étrangers. C'est que la marge entre les prix intérieurs français et les cours mondiaux était telle que le

1. Les exemples sont innombrables. Citons-en quelques-uns, relatés par MM. de Broqua, Picou et Dehé :

« Une maison très connue de Strasbourg, a constaté dès la deuxième semaine d'application du nouveau régime de contingentement qu'une maison hollandaise de première importance qui la fournissait à concurrence de deux wagons par semaine au minimum, lui a appliqué une première augmentation de prix de 0 fr. 25 par kg, pour lui proposer ensuite le prix de 8 fr. 50 pour le porc avec tête (H. de Broqua, rapport au Congrès du Commerce des produits contingentés).

« Pour les beurres hollandais en janvier 1932 « ... et c'est ainsi que les prix de 11 fr. à 14 fr. pour le marché international (prix demandés aux Anglais, aux Allemands) se trouvèrent pour nous transformés en 20 à 22 fr. ; exemple qui n'allait pas être perdu pour les autres pays, lesquels entendirent bien, par la suite exploiter cette situation et en tirer des profits énormes dont nous fîmes tous les frais (Picou, Rapport au Congrès du Commerce des produits contingentés).

Pour les œufs, de Pologne « Une maison de Metz nous signale qu'elle a dû payer, le 20 mai 1932, un wagon d'œufs polonais, 15 dollars, frontière polonaise. Le même jour, tous les autres pays importateurs payaient 12 dollars (Dehé, Lettre du Syndicat Général du Commerce des produits laitiers, à M. Elbel, Directeur des Accords Commerciaux, en date du 23 août 1932. Dans cette même lettre, nombreux exemples concernant la Belgique et la Pologne).

Les exemples précédents pourraient être multipliés presque à l'infini.

bénéfice des importateurs restait encore très appréciable. D'autre part, pour les produits dont la France n'est que faiblement importatrice par rapport à l'ensemble des besoins de la consommation, une hausse non généralisée¹ des prix étrangers ne pouvait pratiquement pas influencer sur les cours nationaux.

Le véritable effet du régime de la gestion s'est donc traduit, pour certains importateurs français, par la perte, au profit des vendeurs étrangers, d'une partie des bénéfices souvent exagérés que le régime du contingentement procurait aux titulaires des licences d'importation. Et l'on comprend, dès lors, leur vif désir de voir disparaître un procédé de répartition dont ils étaient les seuls à supporter la charge. On comprend également l'insistance des pays étrangers à réclamer, actuellement encore, l'octroi d'une telle faveur. Et, bien que les importateurs français prétendissent que le procédé de la gestion occasionnait la vie chère², il n'apparaît pas, en définitive, que les cours aient subi des répercussions sensibles du fait de ce procédé.

Pour s'en rendre compte, il n'est que d'examiner les cours d'un produit pour lequel les abus les plus graves ont sans doute été commis : les beurres³. La gestion de leurs contingents de beurres a été allouée à nos principaux pays fournisseurs au cours du mois de janvier et au début du mois de février 1932. Si nous considérons cependant les cours des beurres de février⁴ à juillet 1932, nous constatons une baisse assez sensible sur le marché de Paris.

Cours des beurres des Charentes ⁵ (francs au kilo)					
Février	Mars	Avril	Mai	Juin	Juillet
19,9	19	17,7	17,8	17,1	16,9

1. Beaucoup de pays ont, en effet, continué de faire leurs offres au cours mondial.

2. « Nous organisons ainsi la vie chère, sans aucun profit pour nos producteurs », A. Vatin-Dubouillon, dans *La France laitière et avicole*, septembre 1932, p. 2.

3. Ces abus ont été tellement flagrants que deux pays, les Pays-Bas et la Belgique, se sont vus retirer la gestion de leurs contingents de beurres à partir du 7 juillet 1932. D'autre part, le 30 septembre 1932, la gestion de leurs contingents d'œufs en coquille était retirée à la Pologne et à la Belgique.

4. Nous avons expliqué plus haut la raison de la hausse brutale sur les cours des beurres durant les mois de février et de mars 1932.

5. Chiffres dégagés des variations saisonnières sur la période 1929-1933. Pour la méthode employée, voir *supra*, la note de la p. 25.

C'est pourtant sur cette période, février-juillet 1932, où nos principaux pays fournisseurs, sauf le Danemark, avaient la gestion de leurs contingents, qu'auraient dû être apparents les effets de la gestion sur les prix des beurres français.

Si l'effet de la gestion des contingents par l'étranger apparaît à peu près nul sur les prix des produits dont la production française couvre la majeure partie des besoins de la consommation, il n'en est pas de même pour les produits dont l'importation alimente, presque en totalité, le marché national. Un exemple caractéristique nous est fourni à ce sujet par l'importation des fromages « Gorgonzola » de fabrication exclusivement italienne. Ces fromages ont été contingentés pour atténuer en France, la concurrence faite à nos fromages de Roquefort, et la gestion de ce contingent a été confiée au Gouvernement italien dès le mois de janvier 1932. Depuis cette date, les prix de cette variété de fromages se sont maintenus relativement élevés et le Gouvernement italien percevait d'ailleurs une taxe sur les certificats qu'il délivrait à ses exportateurs. En novembre 1933, ces fromages étaient encore facturés aux importateurs français aux cours moyens de 15 à 17 francs le kilo. La gestion ayant été retirée au Gouvernement italien, à dater du 1^{er} janvier 1934, les mêmes maisons exportatrices italiennes offrent, en mars 1934, les mêmes qualités de fromages de 8 à 10 francs le kilo en moyenne. Cette baisse massive dans les prix proposés aux importateurs français ne correspond nullement à une baisse corrélative des cours sur le marché italien, puisque les cours moyens des Gorgonzolas sur le marché de Milan n'ont baissé que de 0 fr. 50 au kilo de novembre à mars 1933, passant de 5 fr. 70 à 5 fr. 20. ¹

Et la baisse a ici profité au consommateur français car les prix de vente au détail, n'étant plus soutenus par les prix intérieurs français, ont baissé très sensiblement depuis le mois de janvier ². En dehors de toutes autres considéra-

1. Cours du marché de Milan communiqués par la Confédération Générale des producteurs de lait.

2. Les cours ont baissé de 18 à 12 francs le kilo en moyenne.

tions, la gestion des contingents ne devrait donc jamais être octroyée aux pays étrangers pour les produits où la consommation nationale est, pour sa totalité, tributaire de l'importation étrangère ¹.

* * *

Nous en arrivons maintenant à l'étude des effets, sur les prix, de la taxe sur les licences d'importation créée par la loi du 28 février 1933. S'il nous est apparu, dans le paragraphe précédent, que la gestion des contingents par l'étranger a généralement eu des répercussions peu sensibles sur les prix, il semblerait, par contre, que la taxe nouvelle n'ait pu que se répercuter directement sur les cours des produits frappés ². C'est que ce prélèvement, de quelque nom qu'on le désigne, taxe ou droit de douane, s'analysant comme une somme à payer par unité du produit importé, aurait dû être supporté, en définitive, par le consommateur. En réalité, le consommateur n'a généralement rien supporté du tout, et pour expliquer cette anomalie apparente, il faut rappeler le but assigné à la taxe sur les licences d'importation. Le système du contingentement, en maintenant comme nous l'avons vu, les cours français à un niveau relativement stable, a procuré aux importateurs une marge élevée de bénéfices dont le Trésor français a décidé de prélever une part. A cet effet, une taxe a été créée, dont le taux, pour chaque produit frappé, a été calculé de façon à n'absorber qu'une faible partie de cette marge bénéficiaire due à la différence des cours français et étrangers. Il ne faut pas oublier, en effet, que cette marge se trouvait souvent réduite par l'effet de la gestion des contingents par les pays étrangers.

1. On ne s'explique donc pas pourquoi, dans le Protocole franco-italien signé le 22 avril 1934, à Milan, M. Lamoureux a, de nouveau accordé à l'Italie la gestion de ses contingents de fromages, au moment précis où le Conseil des Ministres décidait une offensive contre la vie chère.

2. Cette crainte a été vivement ressentie par de nombreux députés lors de la discussion de l'article 56 de la loi du 28 février 1933, instituant les taxes sur les licences d'importation. Un amendement à l'article précédent a même institué la taxation des produits dont les importations seraient frappées de la nouvelle taxe.

Comment l'importateur a-t-il réagi devant la charge nouvelle qui lui était imposée ? Ici encore, il convient de considérer, dans chaque cas particulier, l'importance de la production française par rapport aux besoins de la consommation. Dans le cas où la production française suffit presque intégralement aux besoins, une hausse de prix sur les quantités importées ne pouvait pas être ressentie par l'ensemble du marché français. En l'occurrence, l'importateur a généralement du supporter dans sa totalité¹, la taxe sur les licences d'importation qui lui étaient accordées. L'exemple fourni par le marché des œufs est, à cet égard, probant. Une taxe sur les licences d'importation des œufs a été instituée par le décret du 12 mai 1933, au taux de 150 francs par quintal, c'est-à-dire environ 90 francs le mille.

Cours moyen des œufs de Beauce et de Brie ²
(francs le mille)

Mai	Juin	Juillet	Août
360	400	420	410

Une hausse de 13 % est apparente entre les cours du mois de mai et ceux de la moyenne juillet-août : il semble donc que la taxe instituée dans le courant du mois de mai se soit répercutée en partie sur les cours à partir du mois de juin. Il n'en est pourtant rien, car l'élimination du mouvement saisonnier, calculée sur la période 1928-1933, fait apparaître entre les mêmes périodes, une différence saisonnière moyenne de l'ordre de 15 %. L'augmentation que nous avons constatée sur les cours des œufs de mai à août 1933 est donc normale : elle est due à une influence saisonnière et ne saurait être attribuée à l'effet de la taxe sur les licences d'importation.

Si nous considérons, par contre, les cours de produits importés en quantités considérables, la taxe de licence a bien joué comme un droit de douane et s'est incorporée au

1. Il est également probable que l'importateur s'est rendu compte que la conservation de son monopole était à ce prix.

2. Moyenne des cours hebdomadaires donnés par le *Journal d'agriculture, pratique* ».

prix de vente. C'est ainsi que les cours des lentilles du Chili, contingentées et frappées d'une taxe de 40 francs au quintal à dater du 1^{er} janvier 1934, ont subi une hausse fort nette depuis l'adoption de ces mesures. Et il ne semble pas que l'on puisse imputer cette hausse au fait même du contingentement puisque, par le jeu de la clause transitoire, plus de 60.000 quintaux de lentilles chiliennes sont librement entrées en France pendant les quatre premiers mois de l'année 1934. Cependant, comme ces lentilles ont acquitté la taxe sur les licences, les cours ont accusé les variations ci-après :

Cours moyens des lentilles chiliennes ¹ (francs au kg., au détail)

Juillet-octobre 1933	Novembre-décembre 1933	15 février	15 mars
4 fr.	3 fr.40	4 fr.30	4 fr.30

La même hausse se retrouve pour les haricots secs et les pois cassés, également contingentés et frappés d'une taxe depuis le 1^{er} janvier 1934.

Sur les pommes de Californie ², on a toutefois réussi à éviter la hausse due à la taxe sur les licences, en permettant l'importation à des maisons ³ autres que celles au profit desquelles le système du contingentement avait créé un avantageux monopole. Et les cours ⁴ des pommes de Californie ont été les suivants :

Halles Centrales (cours moyen au quintal)

25 décembre 1933	11 janvier 1934	24 janvier	20 février	6 mars
475 fr.	440 frs	420 frs	425 frs	450 frs

Les cours, depuis l'institution de la taxe, se sont donc

1. Chiffre du Comité technique de l'alimentation parisienne.

2. La taxe sur les licences d'importation de pommes, fixée à 125 francs le quintal, par le décret du 28 décembre 1933 a été provisoirement ramenée à 40 francs le quintal, le 20 janvier 1934.

3. Arrêté du 12 janvier 1934, déjà cité, p. 129.

4. Cours officiels du Commissariat Central des Halles Centrales, communiqués par le *Bulletin des fruits et primeurs*.

maintenus à un niveau sensiblement inférieur à celui de fin décembre 1933. De cette constatation, il est permis de tirer un précieux enseignement : l'octroi des licences d'importation doit être largement étendu à des maisons n'ayant pu encore participer à la distribution des contingents. En élargissant le cercle des bénéficiaires d'autorisation, on réduira corrélativement les effets du monopole que les importateurs ont toujours exercé aux dépens du consommateur national.

CHAPITRE III

Contingentement et droits de douane

De l'étude qui précède, il semble que l'on puisse dégager les résultats suivants :

D'une façon générale, l'effet des contingents sur les prix s'est traduit par une stabilisation des cours, conséquence directe de l'abolition de la concurrence sur le marché français.

Il a pu aussi arriver que des hausses durables ou momentanées des cours aient accompagné l'évolution de la politique nouvelle. Les hausses durables, d'ailleurs rares, ont été provoquées en considération de la situation particulière du marché de certains produits. Les hausses momentanées ont été saisonnières ou dues à une organisation et à une utilisation défectueuse du système.

D'autre part, il existe des produits, atteints d'une crise intérieure de surproduction, sur le cours desquels le contingentement ne pouvait avoir aucune répercussion sensible.

Enfin, il semble que le producteur français ait bénéficié de la rigidité des cours provoquée par les restrictions d'importation. L'effet de la gestion des contingents par les pays étrangers, et l'institution des taxes sur les licences s'est manifesté dans le sens d'une hausse des cours, dans le seul cas où le marché national est tributaire de l'importation étrangère pour une partie considérable de ses besoins.

*
* *

A la lumière des résultats précédents, nous nous demandons pour conclure, comment auraient été influencés les cours si la protection du marché agricole français avait été cherchée, non pas dans une limitation brutale des importations, mais par des augmentations tarifaires massives à l'égard des produits menacés par l'afflux des importations étrangères.

Ecartons tout d'abord le cas où le produit considéré souffre d'une crise intérieure de surproduction. Dans ce cas, nous l'avons vu, les contingents ont conduit à la prohibition totale des importations. Pour obtenir le même résultat avec un droit de douane, il faut que ce droit soit nettement prohibitif, de telle sorte que toute importation soit rendue impossible, quelque élevée que puisse être la prime à l'exportation concédée à leurs producteurs par les pays étrangers. Théoriquement, le droit aurait dû être fixé à un taux égal au prix moyen du produit protégé sur le marché national.

Le cas le plus général est celui où la production française, quoique très importante et couvrant, presque en totalité, les besoins du marché, doit néanmoins être complétée par un apport étranger. Pour aboutir, au moyen du droit de douane, à une protection aussi efficace que celle obtenue au moyen du contingentement, il faut que le droit soit calculé de façon à couvrir strictement la marge entre les prix intérieurs et les prix étrangers.

Si ce résultat est obtenu, les importations s'arrêteront, théoriquement, dès que les besoins de la consommation seront satisfaits. Et l'effet sur les prix est exactement le même qu'au moyen du contingentement : les prix intérieurs sont stabilisés au niveau qu'ils atteignaient au moment où est intervenue la protection tarifaire. Toutefois, ce dernier système apparaît moins souple que le contingentement, car il suppose que les droits de douane peuvent varier sans cesse pour compenser¹ avec exactitude la marge des prix de revient intérieurs et étrangers, ou, si des primes à l'expor-

1. Cela nécessite les pleins pouvoirs douaniers où le droit d'abaisser les tarifs par décret de cadenas. Voir *supra*, p. 58

tation sont consenties aux exportateurs, l'afflux des importations reprendra et entraînera corrélativement la baisse des prix sur le marché national, situation qu'il fallait, par hypothèse, éviter ¹.

D'autre part, le droit de douane peut aboutir à une hausse des cours, dans le cas, où, mal calculé, son taux est supérieur à la marge des prix de revient. Si nous nous plaçons dans l'hypothèse où les quantités importées sont nécessaires au marché intérieur, l'alternative suivante se pose :

— Ou les importations s'arrêtent, et la concurrence des acheteurs provoquera une hausse des prix intérieurs jusqu'à un niveau tel que les importations redeviennent possibles ;

— Ou bien les importations se poursuivent, et alors, comme il ne saurait exister deux prix, pour un produit donné, sur le même marché, les prix français auront encore tendance à s'élever jusqu'au niveau des prix étrangers augmentés des droits de douane.

De toute façon, une hausse des prix se produira, qui ne pourra être corrigée que par un juste abaissement des droits.

En admettant, donc, théoriquement, que les droits de douane puissent toujours varier de façon à jouer strictement un rôle compensateur, l'effet des droits de douane et du contingentement sera identique : les deux modes de protection tendent à la stabilité des cours.

Le droit de douane a, certes, un avantage : une partie de la marge entre les prix intérieurs et étrangers est perçue, par le Trésor, au lieu d'être prélevée en totalité par l'importateur français ou le producteur étranger. Mais, du point de vue du consommateur, si on admettait, comme hypothèse première que la nécessité de la protection du marché agricole était indiscutable, il n'y avait pratiquement pas de différence à rechercher cette protection par l'effet des droits de douane ou par le contingentement des importations.

1. On a cru pouvoir supprimer le contingentement des beurres, en instituant, en octobre 1932, un droit de douane de 850 frs. par quintal au tarif minimum. D'octobre 1932 à janvier 1933, les prix se maintiennent à un niveau relativement stable. Cependant, la protection de frs. 8,50 au kilo se révèle bientôt insuffisante et les importations, qui avaient progressivement augmenté à dater du mois d'octobre, atteignent un niveau tel que le marché en est littéralement inondé. Les cours menaçant de s'effondrer, on doit revenir au contingentement à dater du mois de mars 1933.

Conclusion

Le moment est venu de conclure une étude que nous avons essayé de conduire avec un réel souci d'objectivité. L'appréciation générale que nous porterons sur le système du contingentement s'ajoutera ainsi à des jugements déjà nombreux, car jamais politique économique — le mot expédient pour ses débuts du moins, serait plus juste — n'aura entraîné plus de répercussions ni soulevé plus de polémiques.

C'est d'ailleurs pour le contingentement des produits agricoles que les critiques ont été les plus véhémentes et parfois, disons-le aussi, les moins fondées. Certes le contingent agricole, à l'encontre du contingent industriel, a le grave défaut d'avoir toujours été fixé par voie unilatérale, sans qu'un accord soit jamais intervenu entre producteurs français et étrangers : par cela même, il est rigide, brutal. Au surplus, la restriction des importations de produits agricoles alimentaires porte toujours atteinte aux droits du consommateur des classes moyennes : elle l'empêche de profiter d'une baisse de prix qui paraissait inéluctable. Et, pour beaucoup, cette dernière raison suffit à légitimer une condamnation définitive du contingentement, devenu synonyme de vie chère.

Nous ne pensons pas, cependant, que ce jugement soit sans appel. Les circonstances qui ont provoqué l'établissement du régime nouveau étaient très graves, nous l'avons constaté. L'agriculture française a particulièrement ressenti les atteintes de la crise agricole mondial : importations pléthoriques, exportations qui s'effondraient de jour en jour. N'envisager aucune mesure de défense eût été im-

prudent. Et, si le procédé mis en œuvre à cet effet n'est pas sans défaut, du moins a-t-il eu le mérite d'être le plus efficace, le plus énergique. Dans la mesure même où le contingentement des produits agricoles s'est révélé nécessaire, il a d'ailleurs atteint son but : les importations étrangères ont ralenti leur rythme désordonné et le producteur français, dont les ventes étaient partout réduites par l'effet de procédés plus ou moins francs, s'est vu réserver le débouché du marché national.

*
* *

Mais, si le principe du contingentement des importations peut paraître légitime à une époque aussi troublée que celle que nous vivons, les difficultés d'application n'en sont-elles pas excessives et les répercussions souvent dangereuses ?

Tout d'abord, la fixation du contingent global se fera de plus en plus sur des bases incertaines, donc arbitraires. Et cette incertitude, depuis longtemps, a été mise en relief, notamment par M. A. Landry : « Si le système devait durer, alors, la base utilisée dans le début devenant de plus en plus lointaine, comme avec le temps, les conditions de la production dans les divers pays changent, en elles-mêmes et dans leurs rapports, cette base vaudrait de moins en moins pour la détermination du contingent ».

Le problème de la répartition des contingents, d'autre part, soulève des difficultés qui semblent insolubles. L'administration se heurtera toujours à l'alternative suivante :

— Ou bien réserver les autorisations aux anciens importateurs : c'est anti-économique et injuste ;

— Ou bien admettre à l'importation tous les commerçants, anciens et nouveaux : dès lors, sur quelles données s'appuyer pour effectuer la répartition ?

Enfin, et ce point de vue est essentiel, quelle sera l'influence du contingentement sur l'équilibre de la production agricole française ? La question, faute d'un recul suffisant, ne peut encore être résolue avec précision ; volontairement

donc, nous l'avons écartée au cours de notre travail. Mais il est permis de supposer que le maintien des prix incitera les agriculteurs à développer leur capacité productive. Trouveront-ils toujours à écouler leurs denrées ? On peut en douter, car les prix élevés du marché français et l'essor du protectionnisme agricole à l'étranger ne sauraient autoriser l'espoir d'une reprise de nos exportations. Les marchés français du blé et du bétail traversent de dures épreuves, le marché des produits laitiers est également en difficultés : sur combien d'autres marchés encore, le potentiel de surproduction pèsera-t-il bientôt ?

* * *

Ces fâcheuses répercussions — nous n'en avons indiqué que quelques-unes — doivent-elles nous inciter à renoncer au contingentement dans un avenir immédiat ? Nous ne le pensons pas. Comme l'a fort bien exprimé M. le Professeur W. Oualid : « Seul en un monde pacifié, équilibré sur le terrain politique, économique, technique, monétaire et social, la liberté des échanges pourra reprendre ». Ce moment¹ est encore lointain.

S'il nous faut donc, pour quelque temps encore, subir le contingentement, n'en peut-on améliorer la technique, à l'effet d'en amortir les répercussions ? Il semble que des progrès en ce sens puissent être réalisés dans un double domaine :

Il conviendrait d'abord de choisir ceux des contingents qui doivent être maintenus — pas de contingentement de produits secondaires établis sous l'influence de tel groupement ou de tel parlementaire : seuls seraient protégés les produits vitaux de l'agriculture française : céréales, élevage, produits laitiers, vins, légumes.

On s'attacherait, par ailleurs, à l'amélioration des procédés de répartition — plus de monopole abusif au profit des anciens importateurs, plus de gestion des contingents par les pays étrangers qui en sont bénéficiaires ; mais, par contre, l'extension des facilités accordées aux groupements de coopératives et de marchands de vente au détail.

Les correctifs précédents, sans faire du contingentement une méthode parfaite de protection, en rendraient du moins supportable le maintien aussi longtemps qu'il sera nécessaire

* * *

Pourra-t-on revenir ensuite à la liberté complète des échanges ? Après l'échec total de la Trêve douanière, en présence des tendances manifestées récemment par diverses Puissances, ce retour à la liberté apparaît, pour longtemps encore, problématique. Il semble, dès lors, que l'aménagement de notre commerce extérieur ne puisse s'orienter que vers l'une des deux formules suivantes : organisation et contrôle — ou monopole d'Etat. L'alternative est redoutable et grosse de conséquences : telle est pourtant, dans sa signification profonde, le problème que pose, à l'heure actuelle, l'évolution de notre politique du contingentement.

Vu le Doyen,
Edgard ALLIX.

Vu le Président de Thèse,
A. AFTALION.

Vu et permis d'imprimer :
Le Recteur de l'Académie de Paris,
S. CHARLÉTY.

BIBLIOGRAPHIE

I. OUVRAGES GÉNÉRAUX

- AFTALION (A.). — *Monnaie, prix et change*, nouveau tirage, Librairie du Recueil Sirey, 1933.
— *Cours de statistique*, Les Presses Universitaires de France.
ALLIX (A.). — *Les droits de douane*, A. Rousseau, 1932.
QUEUILLE (H.). — *Le drame agricole*, Librairie Hachette, 1932.
VEIGA-SIMÕES (A. da). — *Les nouvelles orientations de la politique économique internationale*, Librairie du Recueil Sirey, Paris, 1932.

II. THÈSES DES FACULTÉS DE DROIT

- ANGELINI (P.). — *La politique du contingentement des importations*, Paris, 1932.
BATAILLE (J.). — *Les offices de compensation*, thèse, Paris 1934.
LASSERRE. — *Les nouvelles orientations de la politique commerciale française*, Paris, 1933.
LAUTMANN. — *Quelques aspects nouveaux du protectionnisme en Europe*, Paris, 1933.
MERVEILLEUX DU VIGNAUD. — *La réforme de la loi de Cadenas en France*, Paris, 1931.
NAUDIN (J.). — *Les accords commerciaux de la France depuis la guerre*, Paris, 1928.
RIVIÈRE. — *L'aspect agricole de la crise mondiale de surproduction, 1929-31*, Paris, 1932.
THURIET (G.). — *La crise mondiale et les produits agricoles*, Paris, 1934.
TOMITCH. — *Contingentements et commerce international*, Nancy, 1933.

III. ARTICLES DE REVUES

- ALLIX (E.). — « Le Régime du contingentement ». Communication à la Société d'Economie Politique, (Séance du 6 février 1933), *Journal des Economistes*, 15 février 1933.
BOYER (H.E.). — « La politique contractuelle de la France », *Bulletin de la Chambre de Commerce de Paris*, 9 juillet 1932.
BUZON (G.). — « Contingentements et offices de compensation », *Revue politique et parlementaire*, 10 novembre 1932.
COMPEYROT. — « L'avenir du libéralisme », *Revue politique et parlementaire*, 10 avril 1933.

- COURTIN et FROMONT. — « Essai sur la crise agricole : production et population », *Revue d'économie politique*, 1930, p. 1084.
- DUCHEMIN. — « La crise mondiale et la politique douanière et contractuelle de la France », *Revue politique et parlementaire*, 10 janvier 1933.
- LANDRY (A.). — « Contingentement et contrôle des devises », *Revue politique et parlementaire*, 10 juin 1933.
- « Pour le désarmement économique » *Revue politique et parlementaire*, 10 juillet 1933.
- LAUTMANN. — (J.) « Les tendances actuelles de la politique des accords commerciaux, *Revue politique et parlementaire*, 10 mars 1934. ».
- WEILLER (J.). — « Principes et répercussions du contingentement des importations », *Revue économique internationale*, juin 1932.
- « Le contingentement et la politique commerciale », *Revue des Etudes coopératives*, octobre-décembre 1932.
- La France devant la Crise des échanges internationaux », N° spécial de la *Revue d'Economie politique*, mars-avril 1933, voir notamment les articles de MM. Aftalion, M. Augé-Laribé, E. Allix, W. Oualid, R. Picard, J. Proix, H. Truchy, J. Weiller.
 - La France Economique en ... ». Numéro annuel de la *Revue d'Economie Politique*, les articles de MM. Augé-Laribé, P. Fromont, C. J. Gignoux, et J. Naudin.
- Le journal du commerce*, numéro spécial du 28 septembre 1933.
- « La Politique commerciale de la France », et notamment les articles de MM. Bonnefon-Craponne, Roger Picard, Jean Proix et L. Rollin.
- Le journal du commerce*, numéro 2.310 du 25 janvier 1934, « La France devant ses fournisseurs et ses clients ».

IV. PERIODIQUES CONSULTÉS

- L'A.F.E.A., Journal de l'Association Française des Exportateurs Agricoles.
- Le Bulletin de la Confédération Nationale des Associations agricoles.*
- Le Bulletin du lait.*
- Le Bulletin douanier.*
- Le Bulletin du comité technique de l'alimentation parisienne.*
- Le Bulletin quotidien.*
- Le Bulletin des fruits et primeurs.*
- Le Capital.*
- L'Elevage français.*
- L'Europe nouvelle.*
- La France laitière et avicole.*
- Le Journal du Commerce.*
- Le Journal Officiel.*
- Le Journal d'Agriculture pratique.*
- La Journée Industrielle.*
- Le Moniteur Officiel du Commerce et de l'Industrie.*
- L'Observation économique.*
- Le Porc*, (Revue de l'Union Nationale des éleveurs de porcs).
- La Réforme Economique.*

La Revue Mensuelle de la Chambre Syndicale des Marchands de Bestiaux de France.

Sans-Fil.

L'Union Ovine.

V. DOCUMENTATION DIVERSE

- Les documents du Comité Economique de la S.D.N.
- Les Rapports au Conseil National Economique :
 - « Rapport sur une action économique concertée », session de novembre 1930.
 - « Les échanges internationaux et la politique douanière et contractuelle de la France », Rapport de M. ADÉODAT BOISSARD, (session du 21 nov. 1932).
 - « La répartition des denrées alimentaires », Rapport de M. DELCASSÉ d'Hug de MONSEGU, mars 1933.
 - « La production et le commerce du vin », (Rapport de M. MIREPOIX, session du 1^{er} décembre 1930.
 - « Les cultures fruitières, maraîchères et florales », Rapport de M. GARCIN, 15 janvier 1931.
 - « Le cheptel et le commerce de la viande », Rapport de M. Massé, session du 15 janvier 1931.
 - « La politique du blé », Rapport de M. Hallé, avec les conclusions de M. Ch. Brasart, 10 juin 1931.
- Les rapports au Congrès du Commerce des produits contingentés et, notamment les rapports de MM. de BROQUA et J. PROIX, Paris, juin 1932.
- Les rapports aux Congrès de l'Agriculture française, tous les rapports de 1920 à 1934.
- Les rapports agricoles au Congrès de l'Industrie et de l'Agriculture françaises, 14,15, 16 novembre 1932.
- Les rapports de l'Assemblée des Présidents de Chambres d'Agriculture, (notamment le compte-rendu des séances des 15 et 16 mars 1932).
- Le compte-rendu du Congrès de l'Elevage de 1932, Paris, 5, 6 et 7 décembre 1932.
- Le compte-rendu du premier Congrès International des Echanges, Paris, 1933, édité par l'Union française des Industries exportatrices.
- « L'Agriculture dans l'évolution de la crise mondiale », Conférences à l'Institut National Agronomique par MM. Alquier, de Felcourt, P. Liautey, J. de Nicolay, W. Oualid, J.H. Ricard, L. Romier, D. Serryus, (Félix Alcan, 1933).
- « Les Contingents » (Nomenclature de décrets et premiers arrêtés, édité par l'Union française des industries exportatrices, 1934.
- Assemblée Nationale d'expansion économique : assemblée générale du 3 mai 1933. « Les problèmes de l'exportation française ».
- Union des Usagers du Port de Rouen, « La Politique douanière de la France devant la crise actuelle », (Assemblée générale extraordinaire du 8 janvier 1932).
- Les publications agricoles de la Compagnie P.L.M., et notamment : *L'exportation des produits agricoles*, N° 34.

- Les Publications du Comité d'action économique et douanière, (N^{os} I, III, VII, XII, XVII).
- Rapport de M. Marcel NADAUD au Comité National des Conseillers du Commerce Extérieur : « La Politique du Contingentement », Paris, 1933.

VI. DOCUMENTATION SPÉCIALE

Les Archives et les dossiers du Ministère de l'Agriculture.

Les rapports des attachés commerciaux.

Les Bulletins de presse étrangère, (Office National du Commerce Extérieur)

TABLE DES MATIÈRES

Chapitre Préliminaire. — L'Agriculture française de 1914 à 1929	1
--	----------

PREMIERE PARTIE

L'AGRICULTURE FRANÇAISE PENDANT LES ANNEES 1930 ET 1931

Chapitre I — Les faits : Importations. Exportations, prix des produits agricoles	17
Chapitre II — Les causes du déficit croissant de notre balance commerciale agricole	35
Chapitre III — Les mesures en faveur de l'agriculture française	53

DEUXIEME PARTIE

LE FONCTIONNEMENT DU CONTINGENTEMENT

Chapitre I — Définition, principes généraux et évolution du système du contingentement	71
Chapitre II — La fixation du contingent global	85
Chapitre III — La répartition des contingents par pays	93
Section I — Le procédé de la répartition mathématique	95
Section II — La négociation des contingents	105
Chapitre IV — La répartition des contingents entre les importateurs français	115
Section I — Le système des autorisations d'importation	117
Section II — La gestion des contingents par les pays étrangers	123
Section III — Les tendances nouvelles : la disparition du monopole des anciens importateurs	127
Section IV — Les taxes sur les licences d'importation	130

TROISIEME PARTIE

LE CONTINGENTEMENT ET LES PRIX DES PRODUITS AGRICOLAS

Chapitre I — Les variations des prix de gros à la consommation	151
---	------------

Section I — Cas où le contingentement s'est accompagné d'une chute des cours.....	151
Section II — Cas où le contingentement a eu pour effet de provoquer une hausse durable ou momentanée des cours	154
Section III— Cas où le contingentement a eu pour effet d'arrêter la chute des cours et de stabiliser les prix.....	160
Chapitre II — L incidence des variations de prix	165
Section I — Les prix à la production.....	165
Section II — La répercussion de la gestion et des taxes sur les licences	170
Chapitre III — Contingentement et droits de douane.....	179
CONCLUSION	183
BIBLIOGRAPHIE	187

